

# programme communiste

Revue théorique  
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

## SOMMAIRE

	Pages
<b>Textes du marxisme révolutionnaire :</b>	
FORCE, VIOLENCE ET DICTATURE DANS LA LUTTE DE CLASSE .....	1
A bas « l'anti-impérialisme » bourgeois ! (Thèses sur la question chinoise) .....	23
« Histoire de la Gauche Communiste » .....	39
<b>Le 35<sup>ème</sup> congrès de la C.G.T. :</b>	
Les dernières coquetteries politiques de la « vieille dame » .....	57

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.



# Force, violence et dictature dans la lutte de classes

---

*Le texte dont nous publions ci-dessous la traduction parut pour la première fois dans Prometeo, revue théorique du Parti Communiste International en Italie, dans les numéros 2 (août 1946), 4 (décembre 1946), 5 (janvier-février 1947), 8 (novembre 1947) et 9 (avril-mai 1947). La faiblesse de nos moyens financiers nous interdisant pour l'instant de publier en brochure une traduction intégrale de ce texte fondamental, nous n'en donnons ici que les extraits les plus importants.*

Au cours d'un siècle environ, la méthode de la lutte de classe a été acceptée en paroles par tant de mouvements et d'écoles différents que les interprétations les plus divergentes se sont heurtées dans de violentes polémiques, reflets des événements et des tournants de l'histoire du capitalisme et des antagonismes qu'il suscite.

La polémique fut clarifiée de façon désormais classique au cours de la première guerre mondiale et de la révolution russe : Lénine, Trotsky, les groupes de gauche rassemblés plus tard dans l'Internationale de Moscou formulèrent de façon que l'on doit considérer comme définitive dans le domaine théorique et programmatique les questions de la force, de la violence, de la conquête du pouvoir, de l'État de la dictature.

Du côté opposé, on assistait aux innombrables déformations de l'opportuniste social-démocrate. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici leur réfutation, mais utile pourtant de souligner quelques points qui nous serviront à faire comprendre les conceptions qui nous distinguent. Par ailleurs, beaucoup de ces fausses positions, battues alors en brèche et qui semblaient devoir disparaître pour toujours, reparaissent au contraire sous des formes presque identiques dans la situation actuelle du mouvement ouvrier.

Le révisionnisme prétendait démontrer que toutes les perspectives de heurt révolutionnaire entre la classe ouvrière et les défenses du pouvoir bourgeois, constituaient une partie caduque du système marxiste. Falsifiant et exploitant les textes, une préface et une lettre fameuse

d'Engels, il affirmait d'une part que toute perspective de victoire d'une insurrection armée était exclue, étant donné les progrès de la technique militaire, et d'autre part que le progrès des syndicats ouvriers et des partis parlementaires permettait de prévoir une arrivée prochaine au pouvoir par des moyens légaux et sans effusion de sang.

Il voulait répandre dans la classe ouvrière la conviction *qu'on ne pouvait pas* abattre par la force le pouvoir de la classe capitaliste, mais *qu'on pouvait*, par contre, réaliser le socialisme après avoir conquis le pouvoir exécutif de l'État en obtenant la majorité dans les institutions représentatives.

Les marxistes de gauche se virent accusés d'un culte de la violence, de l'élever du rang de moyen à celui de fin, de la revendiquer par sadisme même là où on pouvait s'en passer et rejoindre le même but par des voies pacifiques. Mais les événements historiques furent si éloquents qu'ils dévoilèrent vite le véritable contenu de cette polémique, qui n'était pas tellement une mystique de la non-violence qu'une apologie de l'ordre bourgeois.

La révolution armée ayant triomphé à Léninegrad des résistances de l'organisation tsariste et de la classe bourgeoise russe, le révisionnisme passa de l'argument *qu'on ne pouvait pas* conquérir le pouvoir par les armes à celui *qu'on ne le devait pas*, même le pouvant. Cette position se greffait sur un humanitarisme générique, un pacifisme social stupide qui répudiait bien la violence de la révolution ouvrière luttant pour sa victoire, mais ne reniait pas celle dont la bourgeoisie avait usé dans ses révolutions historiques, même dans ses manifestations terroristes extrêmes. En outre, dans toutes les controverses, dans des situations décisives pour le mouvement socialiste, la droite tout en s'opposant à l'action directe, déclarait que pour d'autres buts elle aurait accepté le recours à l'insurrection. Par exemple, les socialistes réformistes italiens s'opposèrent, en mai 1915, à la proposition de grève générale au moment de la mobilisation avec des arguments idéologiques et politiques et non seulement d'appréciation tactique du rapport des forces, mais ils admirèrent que dans le cas d'une intervention militaire aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne, ils auraient appelé le peuple à l'insurrection...

De même les théoriciens de l'« utilisation » des moyens légaux et démocratiques sont prêts à reconnaître légitime et nécessaire la violence populaire lorsque d'en haut on tente d'abolir les garanties constitutionnelles. Comment s'explique qu'alors le progrès des moyens militaires aux mains de l'État ne soit plus un obstacle insurmontable ? Comment peut-on prévoir que dans le cas d'une conquête pacifique de la majorité, la classe au pouvoir ne ferait pas usage de ces moyens pour le conserver ? Comment le prolétariat peut-il utiliser dans toutes ces situations une violence décriée et condamnée comme moyen de classe ? C'est ce que les sociaux-démocrates ne peuvent expliquer sous peine de confesser qu'ils sont purement et simplement les complices de la conservation bourgeoise.

En fait un système de mots d'ordre tactiques comme le leur ne peut se concilier qu'avec une apologie nettement antimarxiste de la civilisation

bourgeoise : c'est d'ailleurs bien cela qui constitue le fond de la politique des partis nés sur le tronc informe de l'anti-fascisme.

Leur thèse est que le dernier recours historique à la violence et à la guerre civile est celui qui a permis à l'ordre bourgeois de s'instaurer sur les ruines des vieux régimes féodaux et despotiques. Une ère de luttes civiles et pacifiques se serait au contraire ouverte avec la conquête des libertés politiques, permettant de conquérir toutes les autres, et même l'égalité économique et sociale, sans heurts et sans effusion de sang.

Le mouvement historique du prolétariat moderne et le socialisme ne se présentent plus, dans ces ignobles falsifications, comme la lutte la plus radicale de l'histoire, comme l'anéantissement complet de tout un monde, de son organisation économique comme de ses institutions juridiques et politiques et de ses idéologies encore imprégnées des mensonges transmis par les formes précédentes d'oppression et qui aujourd'hui encore empoisonnent l'air que nous respirons.

Le socialisme se réduit pour le révisionnisme à un mélange stupide et d'ailleurs hésitant de prétendues conquêtes juridiques et constitutionnelles, dont le capitalisme aurait enrichi et illuminé la société, et de vagues postulats sociaux que l'on pourrait greffer et transplanter sur le tronc du système bourgeois.

La formidable perspective antagonique de Marx, qui mesurait dans le sous-sol social les pressions croissantes et irrésistibles qui devaient faire sauter l'enveloppe des formes bourgeoises de production comme les cataclysmes géologiques crevaient la croûte terrestre, est remplacée par les méprisables mensonges d'un Roosevelt qui introduit dans l'énumération poussive des libertés bourgeoises celle de *la peur et du besoin*, ou d'un Pacelli qui, ayant béni le maintien du principe éternel de la propriété dans le capitalisme moderne, fait semblant de pleurer sur l'abîme qui sépare l'indigence de la multitude et la monstrueuse accumulation des richesses.

Restaurant la doctrine révolutionnaire, Lénine remet au point la question de l'Etat en le définissant comme une machine dont une classe se sert pour opprimer les autres, et cette définition vaut pleinement et surtout pour l'Etat bourgeois moderne, démocratique et parlementaire.

De cette polémique historique, il résulte surtout que la classe ouvrière ne peut pénétrer dans cette machine ni l'utiliser pour ses propres buts, mais qu'elle doit la briser et la mettre en pièces, et non la conquérir.

La lutte prolétarienne n'est pas une lutte à l'intérieur de l'Etat et de ses organismes, mais une lutte extérieure à eux, contre eux, contre toutes leurs manifestations, toutes leurs formes.

La lutte prolétarienne ne se propose pas de s'emparer ou de conquérir l'Etat, comme une place forte où l'armée victorieuse s'installe, mais de le détruire en rasant ses défenses et ses fortifications.

Une forme d'Etat politique est cependant nécessaire après cette destruction. C'est la forme nouvelle de l'organisation du pouvoir de classe du prolétariat placé devant la nécessité de diriger l'emploi de la violence pour extirper les privilèges du capital et organiser sous des formes nou-

velles, non privées, non mercantiles, les forces de production affranchies du joug capitaliste.

Il est juste de parler de *conquête du pouvoir*, pourvu qu'on l'entende comme une conquête non pas légale et pacifique, mais violente, armée, révolutionnaire. On parle également à bon droit de passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, justement parce que notre doctrine appelle *pouvoir* non l'autorité et la loi appuyées sur les pesantes traditions du passé, mais la dynamique de la force et de la violence dirigées vers l'avenir et emportant les digues et les obstacles des institutions. Il ne serait pas exact de parler de la *conquête de l'Etat* ou du *passage de l'Etat* de la direction d'une classe à celle de l'autre, parce que c'est justement une condition de la victoire de la classe jusque là dominée que l'Etat de l'autre classe périclisse et soit détruit. Transgresser ce point essentiel du marxisme ; faire sur lui la moindre concession, en prétendant par exemple que le passage du pouvoir au prolétariat puisse s'encadrer dans un événement parlementaire même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure, conduit directement à l'extrémisme conservateur. En effet, cela revient à *admettre que l'appareil d'Etat est une forme ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est au-dessus des classes et de leur lutte historique* et cela mène à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

Il ne s'agit pas seulement d'une erreur d'appréciation scientifique, mais d'une réelle dégénérescence qui s'est déroulée sous nos yeux lorsque les partis ex-communistes, ayant tourné le dos aux thèses de Lénine, en arrivèrent à une coalition avec les traîtres sociaux-démocrates, au "gouvernement ouvrier", au gouvernement démocratique en collaboration et au service de la bourgeoisie.

Avec la thèse lumineuse de la destruction de l'Etat, Lénine rétablit celle de l'*Etat prolétarien*, non agréée par les anarchistes, qui tout en ayant le mérite de proposer la première se figurent, sitôt détruit l'Etat bourgeois, pouvoir se passer de toute forme de pouvoir organisé et donc d'un Etat politique, c'est-à-dire d'un système de violence sociale. Mais comme la transformation de l'économie privée en économie socialiste ne peut pas être immédiate, la suppression de la classe non-travailleuse ne peut pas l'être non plus et on ne peut la réaliser en supprimant physiquement ses membres. Pour la période, qui n'est pas si brève, pendant laquelle les formes capitalistes persistent bien que subissant une réduction incessante, l'Etat révolutionnaire organisé doit fonctionner, ce qui signifie, comme Lénine eut la franchise de le dire, avoir des soldats, des forces de police et des prisons.

Avec la réduction progressive du domaine de l'économie privée, se réduit celui où il est nécessaire d'appliquer la contrainte politique et l'Etat tend à disparaître progressivement.

Les points rappelés ici schématiquement suffisent à démontrer comment, non seulement une magnifique campagne polémique ridiculisa et pulvérisa les contradicteurs, mais surtout comment le plus grand événement de la lutte de classe rendit toute leur clarté aux thèses classiques

de Marx et Engels dans le Manifeste Communiste, et aux conclusions qu'ils tirèrent de la défaite de la Commune, c'est-à-dire : la *conquête du pouvoir politique, la dictature du prolétariat, l'intervention despotique de l'Etat* dans les rapports bourgeois de production et finalement son *dépérissement*. Mais il semble qu'on ne soit plus en droit de parler d'une confirmation historique de cette géniale position théorique lorsqu'on en arrive à cette phase ultime à laquelle nous n'avons pas encore assisté — ni en Russie, ni ailleurs — celle du dépérissement, de la dissolution ("Aufloesung" chez Engels) de l'Etat. La question est importante et difficile, étant donné que pour la dialectique ce n'est pas une succession plus ou moins brillante de phrases écrites ou orales qui peut rien démontrer avec certitude, les conclusions ne pouvant être fondées que sur les faits.

Sous tous les climats, les Etats bourgeois sont en train de se gonfler de façon effrayante sous nos yeux, et l'unique Etat (1) qu'une propagande puissante présente comme prolétarien augmente au-delà de toutes limites son organisation et ses fonctions bureaucratiques, judiciaires, policières et militaires. Il ne faut donc pas s'étonner si la prévision d'une élimination de l'Etat une fois remplie sa tâche décisive dans la lutte des classes, est accueillie par un scepticisme général.

L'opinion vulgaire semble nous dire : « Vous pouvez toujours attendre, vous théoriciens et réalisateurs de dictatures, même rouges ! L'Etat, comme une tumeur dans le corps de la société se gardera bien de régresser, il en envahira tous les tissus et tous les replis jusqu'à l'étouffer ! » C'est de cette appréciation courante que tirent courage toutes les idéologies individualistes, libérales, anarchistes et enfin ces espèces hybrides et informes qui hésitent entre la méthode de classe et celle du libéralisme, et qui nous proposent des socialismes basés sur rien de moins que la *personnalité* et la plénitude de ses manifestations.

Il est bien connu que même les faibles groupes qui, dans le camp communiste, ont réagi à la dégénérescence opportuniste de l'Internationale dissoute par Moscou, hésitent sur ce point ; préoccupés de lutter contre la centralisation étouffante de la bureaucratie stalinienne, ils sont conduits à révoquer en doute les positions de principe du marxisme rétablies par Lénine et ils croient manifestement que celui-ci — et avec lui tous les révolutionnaires de la glorieuse période de 17-20 — a péché par idolâtrie de l'Etat.

Il faut ici affirmer clairement et énergiquement que le courant de la gauche italienne auquel cette revue (2) se rattache, n'a pas en la matière la moindre hésitation, ni le moindre repentir et qu'elle repousse toute révision du principe fondamental de Marx et de Lénine selon lequel la révolution, de même qu'elle est un processus violent par excellence, est au suprême degré un fait *autoritaire, totalitaire et centralisateur*.

La condamnation de l'orientation stalinienne ne se fonde pas sur

---

(1) Nous rappelons que ce texte a été rédigé en 1947.

(2) Il s'agissait alors de *Prometeo*, mais cela s'applique tout autant à « *Programme Communiste* ».

l'accusation abstraite, scolastique et "constitutionnaliste" selon laquelle celle-ci aurait péché par abus de bureaucratisme, de dirigisme et de despotisme ; elle part de bien autres appréciations, qui concernent le développement économique, social et politique de la Russie et du monde dont le gonflement monstrueux de l'Etat n'est pas la cause calamiteuse mais l'inévitable conséquence.

L'hésitation à accepter et à défendre ouvertement la dictature provient de considérations morales, stupides et vagues, sur le prétendu droit de l'individu ou du groupe à ne pas être soumis à une force plus vaste ; mais elle découle aussi de la distinction — sans aucun doute essentielle — entre le concept de dictature d'une classe contre une autre et celui des rapports d'organisation et de pouvoirs *au sein* de la classe ouvrière victorieuse qui constituent l'Etat révolutionnaire.

C'est là qu'une fois rétablies dans leurs termes corrects les données fondamentales, nous voulions en arriver. Cette étude ne prétend certes pas épuiser la question (seule l'Histoire y parviendra, comme elle l'a fait, selon nous, en ce qui concerne la nécessité de la violence dans la conquête du pouvoir), mais la tâche de l'école théorique et des cadres militants du parti est d'éviter qu'on n'en cherche la solution en se servant sans y prendre garde d'arguments dictés ou influencés par les idéologies ennemies et donc par des intérêts de classe opposés.

La dictature est l'aspect second et dialectique de la force révolutionnaire. Dans la première phase de la conquête du pouvoir, celle-ci agit d'en bas et rassemble mille efforts dans la tentative de briser la forme d'Etat constituée. Après la victoire, cette même force de classe continue à agir dans le sens inverse, c'est-à-dire d'en haut, par l'exercice du pouvoir confié à un organisme d'Etat reconstitué en tout ou en partie et encore plus robuste, plus décidé et s'il le faut, plus impitoyable et terroriste que le précédent.

Les protestations contre la revendication de la dictature — que les représentants du régime de fer de Moscou eux-mêmes dissimulent hypocritement aujourd'hui — les cris d'alarme contre la prétendue impossibilité de freiner l'appétit de pouvoir et donc de privilèges matériels dans le personnel bureaucratique cristallisé en nouvelle classe ou caste dominante, tout cela se concilie parfaitement avec la position inférieure et métaphysique de ceux qui traitent de la société et de l'Etat comme d'entités abstraites et ne savent pas trouver les clefs du problème dans une recherche concernant les faits de la production et les transformations qui naissent des heurts entre les classes.

Il est donc banal de confondre la dictature que nous, marxistes, nous réclamons et le concept vulgaire de tyrannie, de despotisme et d'autocratie. On confond ainsi la dictature du prolétariat avec le pouvoir personnel et on crie haro sur Lénine tout comme sur Hitler, Mussolini ou Staline en partant des mêmes stupidités.

Rappelons que l'analyse marxiste méconnaît complètement l'affirmation selon laquelle les Etats agiraient sous l'action de la volonté des

Duce contemporains. Ceux-ci ne sont que des symboles connus, des pièces mues sur l'échiquier de l'histoire par des forces auxquelles ils ne peuvent se soustraire.

Par ailleurs, nous avons établi bien des fois que les idéologues bourgeois n'ont pas le droit de se scandaliser d'un Franco, d'un Tito et des méthodes énergiques des Etats dont ils sont les chefs, alors qu'ils ne se refusent pas à faire l'apologie de la dictature et de la terreur auxquelles la bourgeoisie a recouru justement après avoir pris le pouvoir. C'est ainsi qu'aucun historien bien-pensant ne classe Giuseppe Garibaldi, dictateur de Naples en 1860, parmi les criminels politiques, mais l'exalte au contraire comme un pur champion de l'humanité.

La dictature du prolétariat ne se manifeste donc pas dans le pouvoir d'un homme, même doué de qualités personnelles exceptionnelles. A-t-elle donc alors pour sujet opérant un parti politique, agissant au nom et pour le compte de la classe ouvrière ? A cette question, aujourd'hui comme il y a trente ans, la réponse inconditionnelle de notre courant est : *Oui*.

Puisqu'on ne peut nier que les partis qui prétendent représenter la classe ouvrière aient subi des crises profondes, qu'ils se soient divisés et dédoublés de façon répétée, on nous demandera, devant une réponse aussi tranchée, si l'on peut établir, et selon quel critère, quel parti possède cette prérogative révolutionnaire. Ceci nous amène à la question du rapport qui relie la base large de la classe à l'organisme plus restreint et bien défini qu'est le parti.

En répondant sur ce point, on ne perdra pas de vue le caractère distinctif de la dictature qui, comme toujours dans notre méthode, et tant que ses aspects positifs ne se sont pas révélés dans l'histoire concrète, se définit dans son aspect négatif.

Est dictature le régime dans lequel la classe battue, bien qu'existant physiquement et constituant du point de vue statistique une partie notable de la société *est tenue par la force en dehors de l'Etat*, et par ailleurs mise dans l'impossibilité de tenter la reconquête du pouvoir par l'interdiction qui lui est faite de s'associer, de faire de la propagande et de disposer d'une presse.

Qui la maintiendra dans cet état de sujétion, il n'est pas nécessaire de le définir au départ, c'est le déroulement même la lutte historique qui l'enseignera.

Pourvu que la classe que nous combattons soit réduite à cet état d'infériorité sociale et subisse cette mort civile avant de disparaître dans les statistiques, nous admettons provisoirement que le sujet opérant puisse être *ou toute la majorité sociale victorieuse (hypothèse absolue et irréalisable), ou une partie de celle-ci, ou un solide groupe d'avant-garde (même numériquement minoritaire) ou enfin, pendant une brève crise, jusqu'à un seul homme* (autre hypothèse extrême, qui s'est presque réalisée dans un seul exemple historique, celui de Lénine qui, en avril 1917, découvre dans les événements les nouvelles lignes de l'histoire du parti

et de la révolution, et agit sur elles, seul contre tout le comité central et les vieux Bolcheviks, au travers de ses thèses, tout comme en novembre il fait disperser l'Assemblée Constituante par les fusillers rouges).

La méthode marxiste n'étant ni révélée, ni prophétique, ni scolastique, elle consiste avant tout à définir le sens dans lequel agissent les forces historiques en établissant leurs rapports et leurs oppositions. Elle détermine successivement, par la recherche comme par la lutte, le caractère des phénomènes et la configuration des moyens.

La Commune de Paris confirma que la force prolétarienne doit briser le vieil Etat et non le pénétrer, que le moyen à employer devait être l'insurrection et non la légalité.

La défaite même de la classe ouvrière dans cet épisode de sa lutte et la victoire d'octobre à Léningrad démontrèrent qu'il faut organiser une nouvelle forme d'Etat armé dont le « Secret » réside en ceci : interdire la survivance politique aux membres de la classe battue et à ses différents partis.

Ce secret décisif une fois arraché à l'histoire (permettons-nous, pour la facilité de l'exposé, de filtrer avec cette expression) nous n'avons pas pour autant étudié et élucidé la physiologie et la dynamique du nouvel organisme, et un domaine épineux reste malheureusement encore ouvert devant nous : celui de sa pathologie.

Avant toute chose, le caractère négatif déterminant, c'est l'exclusion de l'Etat (quelle que soit la variété de ses institutions : représentatives, exécutives, juridiques, bureaucratiques) de la classe détrônée. Cela distingue radicalement notre Etat de l'Etat bourgeois qui prétendait accueillir toutes les classes sociales dans ses organes.

Mais cette nouveauté ne peut paraître absurde à la bourgeoisie défaite. Lorsqu'elle réussit à faire sauter le vieil Etat basé sur les ordres de la noblesse et du clergé, elle comprit qu'elle avait commis une erreur en se contentant de réclamer l'entrée du Tiers Etat dans l'organisation étatique. Sous la Convention et la Terreur elle chassa les "Ex" hors de l'Etat et il lui fut facile de clore historiquement la phase dictatoriale, dans la mesure où elle parvint à détruire rapidement les privilèges des deux autres ordres fondés sur des prérogatives juridiques plutôt que sur l'organisation productive, réduisant le prêtre et le noble au rang de simples citoyens.

Après avoir défini ce qui distingue fondamentalement la forme historique de la dictature du prolétariat, nous examinerons dans la suite de cet article les rapports existant entre les différents organismes qui la constituent : parti de classe, conseils ouvriers, syndicats, conseils d'entreprise.

En d'autres termes, nous discuterons le problème de la dite démocratie prolétarienne (formule introduite dans les documents de la III<sup>e</sup> Internationale, mais qu'il serait bon de liquider) qui devrait s'instituer après que la dictature ait historiquement enterré la démocratie bourgeoise.

★★

Le difficile problème de la dégénérescence du pouvoir ouvrier peut

être délimité dans les grandes lignes suivantes. Dans un grand pays, la classe ouvrière a conquis le pouvoir sur la ligne historique de l'insurrection armée et de l'anéantissement de l'influence des classes battues par la dictature prolétarienne. Mais dans les autres pays du monde, la classe ouvrière ou n'a pas eu la force de commencer l'attaque révolutionnaire, ou elle a été écrasée dans sa tentative. Dans ces pays le pouvoir resta à la bourgeoisie, la production et l'échange continuèrent à se développer dans le cadre du capitalisme, qui domine tous les rapports du marché mondial.

Dans le pays de la révolution, la dictature tient bon sur le plan politique et militaire contre toute tentative de contre-attaque ; en peu d'années elle termine victorieusement la guerre civile, et le capitalisme étranger n'engage pas d'action générale pour la détruire.

Pourtant, un processus de dégénérescence interne du nouvel appareil administratif et politique se vérifie : on voit se former un cercle privilégié qui monopolise les bénéfices et les charges bureaucratiques, tout en continuant à se proclamer le représentant et le défenseur des intérêts des grandes masses travailleuses.

A l'extérieur le mouvement ouvrier révolutionnaire, étroitement lié à cette hiérarchie politique, non seulement ne réalise plus de nouvelles victoires sur l'Etat bourgeois, mais perd le sens de son action propre, progressivement falsifié, et poursuit d'autres objectifs non révolutionnaires.

Face à ce terrible problème de l'histoire de la lutte de classe une grave question se pose : comment pouvait-on ou comment aurait-on pu empêcher cette double catastrophe ?

La question est en réalité mal posée ; selon la méthode correcte du déterminisme, il s'agit au contraire d'*individualiser les véritables caractères et les lois propres à ce processus de dégénérescence, afin d'établir quand et à quoi on pourra reconnaître les conditions d'un processus révolutionnaire préservé de cette régression pathologique.*

Nous ne nous occupons pas ici de la position de ceux qui contestent l'existence d'une dégénérescence en Russie et qui soutiennent qu'il y a là-bas un vrai pouvoir révolutionnaire ouvrier, que les formes économiques y évoluent réellement vers le communisme et qu'il existe une coordination avec les partis du prolétariat à l'étranger permettant d'aller à l'anéantissement du capitalisme mondial.

Nous ne voulons pas non plus étudier l'aspect économique-social du problème, qui doit se fonder sur une analyse serrée du mécanisme russe de production et de distribution et de ses rapports réels avec les économies capitalistes de l'extérieur (3).

---

(3) Depuis la rédaction de ce texte, notre Parti a fourni une abondante documentation sur cette question. Pour nous limiter aux textes en langue française les plus accessibles, citons : *Dialogue avec Staline*, *Dialogue avec les morts* et *L'Economie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours*.

Ici, au terme de notre exposé historique sur les problèmes de la violence et du pouvoir, nous voulons répondre à certaines objections selon lesquelles la dégénérescence dans le sens d'une bureaucratie oppressive, dérive directement du fait qu'on a transgressé et violé les canons et les critères de la démocratie électorale.

Cette objection a deux aspects, mais le moins radical est le plus insidieux. Le premier aspect est ouvertement bourgeois ; il se rattache directement à la campagne mondiale de diffamation de la révolution russe, menée dès le début de la lutte par tous les libéraux, démocrates et sociaux-démocrates du monde, terrorisés autant par la magnifique et courageuse proclamation théorique de la méthode de la dictature révolutionnaire que par son application.

Après tout ce que nous avons dit dans cette étude, nous considérons, comme dépassé cet aspect des lamentations démocratiques. Ce qui n'empêche pas que la lutte contre lui reste de première importance, aujourd'hui où justement la revendication conformiste de ce que Lénine appelait la « démocratie en général » (et qui dans les textes fondamentaux du communisme représente le contraire dialectique, la négation complète de la position révolutionnaire) est brandie sans vergogne justement par les partis qui se rattachent au régime en vigueur en Russie. Ce régime pourtant, bien qu'il fasse à l'intérieur, dans le droit formel, des concessions dangereuses et coupables au mécanisme démocratique bourgeois, non seulement reste mais tend à devenir toujours plus un régime strictement totalitaire et policier.

On n'insistera donc jamais assez sur la critique de la démocratie dans toutes les formes historiques connues jusqu'ici. Celle-ci a toujours été le mode d'organisation interne d'une classe ancienne ou nouvelle d'opresseurs, une technique ancienne ou nouvelle pour régler le problème contingent des rapports entre éléments et groupes d'exploiteurs ; dans les révolutions proprement bourgeoises, c'était l'atmosphère vraiment nécessaire à l'affirmation exubérante du capitalisme.

Les vieilles démocraties basées sur les principes électoraux, les assemblées, les parlements ou les conciles, tout en prétendant mensongèrement vouloir le bien de tous et généraliser les conquêtes spirituelles ou matérielles, servaient en fait à imposer et maintenir l'exploitation d'une foule d'esclaves, d'ilotes, de peuples opprimés parce que moins avancés ou moins belliqueux, et toute une masse écartée du temple, du sénat, de la cité, des comices.

Dans les multiples et banales théories à fond égalitaire, nous lisons en réalité le compromis, l'accord et la conjuration des membres de la minorité privilégiée aux dépens des classes inférieures.

Notre appréciation de la forme moderne de la démocratie basée sur les chartes sacrées des révolutions anglaise, américaine et française n'est pas différente. Celle-ci n'est qu'une technique pour réaliser les meilleures

conditions de l'oppression et de l'exploitation capitalistes sur les travailleurs ; si elle a remplacé le vieux réseau des oppressions féodales qui suffoquaient la bourgeoisie elle-même, ce fut toujours dans le but d'exploiter les travailleurs, de façon nouvelle et différente, mais non moindre ni atténuée.

A cet égard l'interprétation de la phase actuelle de totalitarisme bourgeois dans laquelle, leur rôle historique étant achevé, les formes parlementaires tendent à disparaître et où l'atmosphère du capitalisme devient anti-libérale et anti-démocratique, est fondamentale. La conséquence tactique en est que toute revendication pour le retour à la démocratie bourgeoise des débuts est contraire aux intérêts de classe du prolétariat, réactionnaire et même "antiprogressiste".

Mais revenons au second aspect de l'objection à fond démocratique, qui ne s'inspire plus des dogmes d'une démocratie entre les classes et au-dessus d'elles, mais qui dit en substance : il est très bien d'établir la dictature et de surmonter tous les scrupules dans la répression de la minorité bourgeoise vaincue ; mais les bourgeois une fois mis hors la loi en Russie, la dégénérescence de l'État se produisit, parce qu'*au sein* de la classe prolétarienne victorieuse on violait la règle de la représentation : si l'on avait établi et respecté un véritable système d'organes prolétariens de base (conseils, syndicats ; parti politique) suivant le principe des élections et de la majorité, on aurait automatiquement gardé la vraie voie révolutionnaire et on aurait écarté le danger de la prédominance abusive et étouffante de l'ignoble « clique stalinienne ».

A la base de cette façon de voir bien vague, on trouve l'opinion selon laquelle chaque individu, du seul fait qu'il appartient à une classe économique, qu'il se trouve vis-à-vis des effets de la production dans des rapports déterminés et communs à bien d'autres individus, a les mêmes dispositions à acquérir une claire "conscience" de classe, c'est-à-dire un ensemble d'opinions reflétant la voie historique et l'avenir de sa classe. C'est une façon erronée de comprendre le déterminisme marxiste : la formation de la conscience est certes liée aux conditions économiques de base, mais elle a un grand retard sur elles et son terrain d'action est beaucoup plus restreint que le leur. Par exemple, les bourgeois, les commerçants, les banquiers, les petits fabricants existaient et remplissaient des tâches économiques fondamentales plusieurs siècles avant que se développât la conscience historique de la classe bourgeoise ; mais ils avaient une psychologie de serviteurs et de complices des seigneurs féodaux, tandis que dans leur sein se formait lentement une idéologie et une tendance révolutionnaire et que des minorités s'organisaient audacieusement pour tenter la conquête du pouvoir.

Les grandes révolutions démocratiques réalisèrent cette conquête ; mais si quelques aristocrates luttèrent pour la révolution, bien des bourgeois conservèrent non seulement une façon de penser, mais une ligne d'action contraire aux intérêts généraux de leur classe, militant et luttant avec les partis contre-révolutionnaires.

De même, l'opinion et la conscience de l'ouvrier se forment bien sous l'influence de ses conditions de travail et de vie matérielle, mais aussi dans l'ambiance de toute l'idéologie conservatrice traditionnelle dont l'entoure le monde capitaliste.

Cette influence va croissant dans la phase actuelle ; est-il besoin de rappeler de quelles ressources dispose la planification de la propagande avec les techniques modernes et l'intervention centralisée dans la vie économique avec l'adoption d'une infinité de mesures réformistes et dirigistes, qui essaient de satisfaire des intérêts secondaires des travailleurs et souvent ont vraiment une influence concrète sur le traitement de ceux-ci ?

Les vieux régimes aristocratiques et féodaux agissent sur la bourgeoisie naissante surtout au travers de l'école et de la culture dont ils avaient le monopole, tandis qu'ils s'appuyèrent sur l'Église, planificatrice d'idéologies serviles, face à la masse brute et inculte. Cette bourgeoisie dut soutenir une grande lutte idéologique, aux alternatives compliquées, que la littérature présente comme lutte pour la liberté de pensée, alors qu'il s'agit de la superstructure d'un conflit entre deux forces organisées pour s'écraser l'une l'autre.

Aujourd'hui le capitalisme mondial, outre l'église et l'école, dispose de mille autres formes de manipulation idéologique et de moyens pour former ce que l'on appelle "conscience". Il a qualitativement et quantitativement dépassé les vieux régimes dans la fabrication des mensonges, non seulement dans le sens où il diffuse les doctrines et les mystiques les plus absurdes, mais où il informe la masse de la façon la plus fautive sur d'innombrables événements de la complexe vie moderne, ce qui est très important.

Malgré ce formidable armement de notre ennemi de classe nous avons toujours admis qu'il se formerait au sein de la classe opprimée une idéologie et une doctrine opposées, devenant toujours plus claires et se répandant à mesure que le développement économique aggraverait le conflit des forces productives et que se développeraient d'après luttes opposant les intérêts de classes : mais cette perspective ne se fondait pas sur l'argument que les ouvriers étant plus nombreux que les bourgeois, l'accumulation de leurs opinions et conceptions individuelles prévaudrait de tout son poids sur celles des adversaires.

Cette clarté et cette conscience nous avons toujours prévu qu'elles se formeraient, non dans un agrégat amorphe de personnes isolées, mais dans des organisations surgissant au sein de la masse indifférenciée, dans des minorités décidées, qui, reliées d'un pays à l'autre et situées dans la continuité historique générale du mouvement, assumerait la fonction de direction de la lutte des masses, alors que celles-ci participent à cette lutte pour des mobiles économiques bien avant d'avoir rejoint la force et la clarté d'opinions cristallisées dans le parti dirigeant.

C'est pourquoi on ne peut exclure que même si elle était possible,

une consultation de l'ensemble de la classe ouvrière faite avec le simple critère numérique, puisse donner un résultat contre-révolutionnaire même dans des situations favorables à une avance et à une lutte guidée par la minorité d'avant-garde. Même une lutte générale qui se conclut par la conquête victorieuse du pouvoir est insuffisante pour éliminer dans l'immédiat les influences traditionnelles, compliquées des idéologies bourgeoises. Celles-ci, non seulement survivent dans toute la structure sociale du pays de la révolution lui-même, mais elles continuent à agir d'au-delà les frontières grâce aux imposants moyens modernes auxquels nous avons fait allusion.

Il ne suffit pas de détruire, en même temps que la machine d'Etat, tous les organes de planification idéologique du passé comme l'Eglise, l'école et autres innombrables associations ; il ne suffit pas d'établir un contrôle central de tous les grands moyens de diffusion : presse, radio, théâtre, etc... Ces mesures doivent être complétées économiquement et socialement par la possibilité de passer rapidement et avec succès à l'extirpation des formes bourgeoises de production. Lénine savait fort bien que la nécessité de laisser survivre et dans un certain sens se consolider la gestion familiale des petites entreprises agricoles, signifiait laisser du terrain à la psychologie égoïste et mercantile de type bourgeois, à la propagande défaitiste du pape, en somme laisser du jeu aux innombrables superstitions contre-révolutionnaires. Mais l'état des rapports de force ne laissait pas d'autre choix. C'est seulement en conservant la force et la solidité au pouvoir armé du prolétariat industriel que l'on pouvait concilier l'utilisation de l'élan révolutionnaire des alliés paysans contre les entraves du régime agraire féodal et la défense contre le danger d'une éventuelle jacquerie de paysans à moitié enrichis, telle celle qui se vérifia dans la guerre civile contre Dénikine et Koltchak.

La fausse position de ceux qui veulent appliquer la démocratie arithmétique au sein de la masse travailleuse et de ses organismes remonte donc à une fausse interprétation des termes du déterminisme marxiste.

Nous avons déjà fait plus haut la distinction entre la thèse erronée selon laquelle, à chaque époque historique, à des classes défendant des intérêts opposés correspondent des groupes professant des théories opposées et la thèse exacte qui nous montre au contraire qu'à chaque époque historique le système doctrinal construit sur les intérêts de la classe dominante tend à être défendue par la classe dominée à l'avantage de la première. Qui est serf de corps l'est aussi d'esprit. Le vieux mensonge bourgeois est justement de vouloir commencer par la libération des esprits qui ne mène à rien et ne coûte rien aux privilégiés, alors que c'est de la libération des corps qu'il faut partir.

De même, à propos du fameux problème de la conscience, il est faux que la série des déterminations soit : causes économiques déterminantes — conscience de classe — action de classe.

Le déroulement est inverse : causes économiques déterminantes —

action de classe — conscience de classe. La conscience de classe vient à la fin et, de façon générale, après la victoire décisive.

La nécessité économique concentre la pression et les efforts de tous ceux qui sont opprimés et étouffés par les formes cristallisées d'un système donné de production. Ils réagissent, se débattent, se dressent contre ces limites. C'est au cours de ce heurt et de cette lutte que grandit leur compréhension des conditions générales, des lois et des principes de celle-ci et que se forme chez eux une vision claire des problèmes de leur classe.

Depuis des dizaines d'années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients.

Nous pourrions répondre que pourvu que la révolution balaye l'amas d'infâmies accumulés par le régime bourgeois et pourvu que soit brisé le cercle formidable des institutions qui oppriment et mutilent la vie des masses productives, cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte.

Mais par contre, nous marxistes de gauche, nous avons toujours revendiqué avec netteté et vigueur l'importance de la partie doctrinale du mouvement ; nous avons constamment dénoncé l'absence de principes et leur trahison par les opportunistes de la droite.

Nous avons toujours rappelé la validité de la conception marxiste qui considère le prolétariat comme véritablement l'héritier de la philosophie classique moderne. Cette affirmation signifiait que, parallèlement à la lutte des bourgeois usuriers, colons ou marchands, l'histoire a connu l'assaut de la méthode critique contre les idéologies de droit divin et les dogmes et une révolution dans la philosophie naturelle qui a apparemment précédé la révolution sociale. Ce fait provient de ce que l'édifice scolastique et théocratique du moyen-âge n'était pas le moindre obstacle à renverser pour que les forces productives du capitalisme puissent s'affirmer. Mais la bourgeoisie, devenue conservatrice après sa victoire sociale et politique, n'avait aucun intérêt à ce que l'arme de la critique, après avoir été dirigée contre les mensonges de la cosmogonie chrétienne, soit appliquée au problème bien autrement pressant et humain de la structure sociale.

Cette nouvelle tâche dans le progrès de la conscience théorique de la société incombait à une nouvelle classe, poussée par ses intérêts à dévoiler les mensonges de la civilisation bourgeoise. Cette nouvelle classe, dans la puissante vision dialectique de Marx, était celle des "vils artisans" tenus en dehors de la culture par le préjugé médiéval et que la révolution libérale avait feint d'élever à une égalité juridique ; c'était la classe des travailleurs manuels de la grande industrie, incultes et presque ignorants.

La clef de notre système réside justement dans le fait que ce n'est pas l'individu que nous considérons comme le siège de cette clarifica-

tion ; nous savons fort bien au contraire que dans la généralité des cas les éléments de la masse lancée dans la lutte ne pourront pas avoir dans leurs cerveaux les éléments de la vision théorique générale. Poser une telle condition serait purement illusoire et contre-révolutionnaire. Ce rôle revient au contraire non à des groupes d'individus supérieurs envoyés pour le bien de l'humanité, mais à un organisme, à un mécanisme différencié au sein de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus et les élevant à une fonction qui sans ce complexe de relations n'aurait pas été possible. Cet organisme, ce système, ce complexe d'éléments dont chacun a ses fonctions propres est l'organisme de classe, analogue à l'organisme animal dans lequel concourent des systèmes très compliqués de tissus, de vaisseaux, etc...

*C'est le parti, qui dans un certaine mesure détermine la classe de front à elle-même et la rend capable de faire son histoire.*

Tout ce processus se reflète de façons très variées dans les différents individus qui appartiennent du point de vue statistique à la classe ; c'est pourquoi, nous ne nous étonnerons pas, par exemple, de trouver dans une conjoncture donnée, l'ouvrier révolutionnaire et conscient, celui qui est encore complètement victime de l'influence politique conservatrice ou même enrôlé dans les rangs adverses, celui qui sait les versions opportunistes du mouvement, etc...

Et nous n'aurons aucune conclusion automatique à tirer d'une consultation statistique — si elle était vraiment possible — qui nous dirait comment se départagent numériquement les membres de la classe ouvrière entre les différents positions possibles.

..

Il n'est que trop bien établi que le parti de classe, avant et après la prise du pouvoir est susceptible de voir dégénérer sa fonction d'instrument révolutionnaire. Il faut rechercher les causes de ce grave problème de pathologie sociale ainsi que les remèdes aptes à le combattre. Mais il résulte de ce qui précède que dans ce domaine nous n'accordons aucun crédit à cette ressource qui consiste à chercher une garantie et un contrôle de l'orientation du parti dans des consultations de type électoral soit parmi l'ensemble des militants du parti lui-même, soit dans le cercle plus large des ouvriers appartenant aux organisations économiques des syndicats, à des organismes d'usine ou même des organes de type politique représentatifs, tels que les soviets ou conseils ouvriers.

Pratiquement, l'histoire du mouvement démontre qu'une telle solution n'a jamais conduit à rien de bon, qu'elle n'a pas conjuré les désastreuses victoires de l'opportunisme. Dans tous les conflits de tendance dont les partis socialistes traditionnels furent le théâtre avant la guerre de 1914-18, les révisionnistes de la droite argumentèrent toujours contre les marxistes radicaux de gauche en prétendant avoir des contacts avec

des masses plus larges d'ouvriers que les cercles réduits de la direction du parti.

En fait l'opportunisme s'appuyait surtout sur les chefs parlementaires qui transgressaient les directives politiques du parti et revendiquaient leur autonomie pour pouvoir collaborer avec les partis bourgeois sous le prétexte qu'ils avaient été désigné par tous les électeurs prolétariens, beaucoup plus nombreux que les ouvriers inscrits au parti et qui en éalisaient la direction politique. De même, les chefs syndicaux qui, sur le plan économique, pratiquaient la même collaboration de classe que les parlementaires sur le plan politique, se montraient récalcitrants à la discipline du parti, sous le prétexte qu'ils représentaient tous les travailleurs économiquement organisés et bien plus nombreux que les militants du parti. Les uns et les autres, parlementaires possibilistes et bonzes syndicaux n'hésitèrent pas, alors qu'ils couraient à l'alliance avec le capitalisme, laquelle culmina dans leur adhésion à la guerre, à déconsidérer les groupes qui menaient une saine politique de classe au sein du parti en les traitant d'intellectuels et même parfois de non-prolétaires, faisant ostentation d'ouvriérisme ou de labourisme.

Mais il est encore une autre preuve du fait que le recours à une représentation directe du travailleur pur et simple ne conduit pas à des solutions de gauche et à la préservation de l'orientation révolutionnaire : c'est l'histoire de l'école du syndicalisme sorélien qui, un moment, parut à certains constituer le vrai contre-poids de la dégénérescence des partis social-démocrates lancés sur la voie de la renonciation à l'action directe, à la violence de classe. Les groupes marxistes qui ensuite confluèrent dans la III<sup>e</sup> Internationale reconstruite par Lénine critiquèrent justement et condamnèrent cette orientation en apparence extrémiste, l'accusant d'abandonner le critère unitaire de classe capable de dépasser l'étroitesse des catégories isolées et des conflits limités à des revendications économiques, ce qui, malgré l'emploi de moyens physiquement violents de lutte, conduisait à renier la position révolutionnaire marxiste pour laquelle toute lutte de classe est politique et a pour organe indispensable le parti.

La justesse de la polémique théorique fut confirmée par le fait que le syndicalisme révolutionnaire lui-même fit naufrage dans la crise de guerre et passa dans les rangs du social-patriotisme des différents pays.

Mais, à celle-ci s'ajoute, pour la question dont nous nous occupons, l'expérience à tirer de l'action du parti au lendemain de la victoire révolutionnaire : ce sont les faits les plus saillants de la révolution russe qui nous apporteront ici le plus de lumière.

Nous contestons la position selon laquelle la désastreuse dégénérescence de la politique révolutionnaire léniniste jusqu'au stalinisme actuel ait son origine dans la prééminence excessive du parti et de son comité central sur les autres associations ouvrières de classe. Nous contestons cette position illusoire selon laquelle tout le processus de

dégénérescence aurait pu être arrêté aux débuts si l'on avait consulté par élections les différentes bases pour la désignation des directions ou pour décider des tournants importants de la politique du régime prolétarien. On ne peut affronter ce problème sans le relier au préalable à la fonction économique-sociale des différents organismes dans le processus de distribution de l'économie traditionnelle et de construction de la nouvelle.

Les syndicats constituent sans aucun doute et ont constitué pendant une longue période un terrain fondamental de lutte pour le développement des énergies révolutionnaires du prolétariat. Mais cela n'a été possible avec succès que lorsque le parti de classe a sérieusement travaillé en leur sein pour déplacer le point d'application de leur effort des petits objectifs contingents au but général de classe.

Le syndicat de catégorie, même évoluant vers le syndicat d'industrie, trouve des limites dans la mesure où peuvent exister des différences d'intérêts entre les diverses professions ou regroupements des travailleurs. Et ces limites s'accroissent à mesure que la société et l'État capitalistes passent de l'interdiction de l'association professionnelle et de la grève à la tolérance des organisations syndicales autonomes et finalement à leur conquête et leur emprisonnement dans le système bourgeois.

Mais même en régime de dictature prolétarienne, on ne peut pas davantage penser au syndicat comme organe représentant de façon primordiale et définitive les intérêts des travailleurs. Même dans cette phase sociale peuvent subsister des conflits d'intérêts entre les diverses professions. Mais le point fondamental est que les travailleurs n'ont de raison de se servir du syndicat que tant que le pouvoir ouvrier est contraint de tolérer à titre temporaire et dans certains secteurs la présence des donneurs de travail ; au fur et à mesure qu'avec la progression du socialisme ceux-ci disparaissent, l'action du syndicat perd de son contenu. Nous ne concevons pas le socialisme comme la substitution de l'État patron au patron privé ; même si dans une phase de transition le rapport devait être celui-là, on ne pourrait pourtant pas admettre par principe que, dans l'intérêt suprême de la politique révolutionnaire, les travailleurs syndiqués dussent toujours l'emporter dans leur pression économique sur l'État donneur de travail.

Sans aller plus loin dans cette importante analyse, nous croyons avoir expliqué pourquoi nous, communistes de gauche, nous n'admettons pas que la masse syndiquée puisse être amenée, par une consultation à principe majoritaire, à influencer sur la politique révolutionnaire.

Passons maintenant aux conseils de fabrique ou d'usine. Nous rappelons que cette forme d'organisation économique, considérée tout d'abord comme beaucoup plus radicale que le syndicat, voit constamment démenties ses prétentions de dynamisme révolutionnaire, puisqu'elle est désormais acceptée communément par tous les courants politiques, y compris le courant fasciste. La conception qui voyait dans le conseil d'usine un organe participant d'abord au contrôle, puis à la gestion de la produc-

tion, pour enfin conquérir celle-ci en totalité, usine par usine, s'est révélée comme ouvertement collaborationniste, comme une nouvelle voie, non moins efficace que celle du vieux syndicalisme, pour empêcher la canalisation des masses vers la grande lutte unitaire pour le pouvoir. La polémique relative à cette question eut un grand écho dans les jeunes partis communistes lorsque les bolchéviks russes furent contraints de prendre des mesures essentielles et parfois draconiennes pour lutter contre la tendance des ouvriers à rendre autonome la gestion technique et économique de l'usine dans laquelle ils travaillaient ; chose qui, non seulement empêchait l'établissement d'un véritable plan socialiste, mais menaçait gravement le rendement de l'appareil productif, sur lequel les contre-révolutionnaires tentaient de spéculer. En fait, plus encore que le syndicat, le conseil d'usine peut agir comme représentant d'intérêts très restreints et susceptibles d'entrer en contradiction avec les intérêts généraux de classe.

Mais par ailleurs le conseil d'entreprise n'est pas non plus un organe fondamental et définitif du régime prolétarien. Quand une économie vraiment communiste aura été établie dans des secteurs donnés de la production et de la circulation, c'est-à-dire quand on aura dépassé de loin la simple expulsion du patron hors de l'industrie et l'administration de l'entreprise par l'Etat, ce sera justement le type d'économie par entreprises qui devra disparaître. Un fois dépassé l'aspect mercantile de la production, l'établissement local ne sera plus qu'un nœud technique du grand réseau dirigé rationnellement et avec des solutions unitaires ; l'entreprise n'aura plus de bilans d'entrées et de sorties, et ne sera donc plus une entreprise, puisque dans le même temps le producteur cessera d'être un salarié.

Le conseil d'entreprise a donc des limites naturelles de fonctionnement, comme le syndicat, qui l'empêchent d'être jusqu'au bout le véritable creuset de la préparation de classe qui détermine les prolétaires et les rend capables de lutter jusqu'à ce qu'ils aient rejoint intégralement leurs buts finaux. Pour cette raison, ces organismes économiques ne peuvent pas être une instance d'appel pour vérifier si le parti qui détient le pouvoir d'Etat a plus ou moins dévié de la ligne historique fondamentale.

Il reste à examiner le nouvel organisme révélé par la révolution d'octobre : les conseils d'ouvriers, de paysans et au début aussi de soldats.

Certains affirment qu'ils représentent un nouveau type constitutionnel s'opposant au type traditionnel des pouvoirs bourgeois. Le réseau des conseils, partant du dernier village pour arriver, par des couches horizontales successives, au sommet de la direction étatique, se caractérise par le fait que tout membre des vieilles classes possédantes en est exclu ; ils sont donc la manifestation organisée de la dictature prolétarienne ; par ailleurs ils ont cette autre caractéristique de réunir dans leurs mains tous les pouvoirs : représentatif, exécutif et aussi, en théorie, judiciaire. Il s'agirait donc d'un parfait engrenage de démocratie interne

de la classe ouvrière, dont la découverte éclipserait les parlements traditionnels du libéralisme bourgeois.

Mais depuis que le socialisme est sorti de sa phase utopiste, tout marxiste sait que ce n'est pas l'invention d'une formule constitutionnelle qui peut suffire à distinguer les grands type sociaux et les grandes époques historiques. Les structures constitutionnelles sont des reflets transitoires de rapports de force et ils ne dérivent pas de principes universels auxquels on pourrait faire remonter un mode immanent d'organisation étatique.

Les conseils sont effectivement à la base des organes de classe et non pas, comme on l'a cru, des combinaisons de représentations corporatives ou professionnelles ; donc ils ne présentent pas les limitations qui affectent les organisations purement économiques. L'importance de ces conseils réside pour nous avant tout dans le fait qu'ils sont des organes de lutte et c'est en nous reportant à l'histoire de leur développement réel, et non à des modèles fixes de structure que nous cherchons à les interpréter.

Ce fut donc un stade essentiel de la révolution que celui où les Conseils se dressèrent contre la Constituante à type démocratique qui venait d'être élue et où le pouvoir bolchévique dispersa par la force l'assemblée parlementaire réalisant le mot d'ordre historique génial de « Tout le pouvoir aux soviets ». Mais tout ceci ne suffit pas à nous faire accepter l'opinion qu'une telle représentation de classe une fois constituée, et mise à part la fluctuation en tous sens de sa composition représentative, il soit permis d'affirmer qu'à n'importe quel moment de la lutte difficile conduite par la révolution à l'intérieur et à l'étranger la consultation ou l'élection des Conseils soit un moyen commode de résoudre à coup sûr toutes les questions et même d'éviter la dégénérescence contre-révolutionnaire.

Cet organisme décrit un cycle très complexe qui, dans l'hypothèse la plus optimiste, doit se conclure par sa disparition en même temps que l'Etat déperira. Mais pour cette raison même, il faut admettre que le mécanisme du Soviet tout comme il est susceptible d'être un puissant instrument révolutionnaire, peut aussi tomber sous des influences contre-révolutionnaires. En conclusion, nous ne croyons à aucune immunisation constitutionnelle contre ce danger, qui se trouve uniquement dépendre du développement intérieur et mondial du rapport des forces sociales.

On pourrait ici nous objecter que, voulant établir la prééminence du parti révolutionnaire (qui comprend seulement une minorité de la classe) sur toutes les autres formes d'organisation, nous semblons penser que le parti est éternel ou doit survivre au "dépérissement de l'Etat" dont parlait Engels.

Nous ne voulons pas affronter ici la discussion sur la transformation future du parti en un simple organe de recherche et d'étude sociale,

coïncidant avec les grands organismes de recherche scientifique de la société nouvelle : c'est un phénomène analogue à celui de la disparition de l'Etat qui dans la définition marxiste se transforme en effet en une grande administration technique toujours plus rationnelle.

Le caractère distinctif que nous attribuons au parti dérive justement de sa nature organique : on n'y entre pas du fait d'une position "constitutionnelle" dans le cadre de l'économie ou de la société ; on n'est pas automatiquement militant du parti du seul fait que l'on est prolétaire ou électeur ou citoyen, etc...

On adhère au parti, diraient les juristes, par une libre initiative individuelle. On y adhère, disons-nous, nous marxistes, toujours du fait d'une détermination naissant des rapports sociaux, mais celle-ci peut se rattacher de la façon la plus générale aux caractères les plus universels du parti de classe, à sa présence dans toutes les parties du monde habité, à sa composition comprenant des éléments de toutes les catégories et entreprises, des travailleurs et jusqu'à des non-travailleurs, à la continuité de son rôle aux stades successifs de propagande, d'organisation, de lutte, de conquête, de construction d'un nouveau régime.

Parmi les organes prolétariens, c'est donc le parti politique qui est le moins lié à ces limites de structure et de fonctions qui permettent aux influences anti-prolétariennes, aux germes qui déterminent la maladie de l'opportunisme de se frayer leur voie. Et puisque, comme nous l'avons plusieurs fois admis en prémisses, ce danger existe également pour le parti, la conclusion est que nous ne cherchons pas la défense de celui-ci dans sa subordination à d'autres organismes de la classe qu'il représente, subordination qu'on a réclamée souvent avec mauvaise foi et parfois pour la raison naïve que ces organismes comprennent un plus grand nombre de travailleurs.



Notre interprétation de la question s'étend également à la fameuse revendication de la démocratie dans le parti, selon laquelle les erreurs de la direction (dont nous admettons n'avoir eu que trop d'exemples désastreux) peuvent être évitées ou réparées en recourant, d'ordinaire, à une comptabilité des opinions des militants de base.

Cela signifie que nous n'imputons pas la dégénérescence du parti communiste au fait que les assemblées et congrès n'auraient pas eu suffisamment voix au chapitre en face des initiatives du centre.

On a assisté à un étouffement contre-révolutionnaire de la base par la direction à bien des tournants de l'histoire. Les moyens offerts par la machine d'Etat, jusqu'aux plus féroces, ont été employés dans ce but. Mais tout cela, plus que l'origine, a été la manifestation inévitable de la corruption du parti sous la pression des influences contre-révolutionnaires.

La position de la gauche communiste italienne sur ce que nous pourrions appeler la question des "garanties révolutionnaires" est avant tout qu'il n'existe pas de garanties constitutionnelles ou contractuelles, bien que le parti se différencie des autres organismes par le fait qu'il est un organisme contractuel (non dans le sens des légistes, ni même de Jean-Jacques Rousseau cependant).

A la base du rapport entre militant et parti il y a un engagement. Nous avons de cet engagement une conception, que pour nous débarrasser du terme antipathique de "contractuel" nous définirons simplement comme dialectique. Le rapport est double, c'est un double courant à sens opposés : du centre à la base et de la base au centre. Si l'action définie par le centre répond à un bon fonctionnement de ce rapport dialectique elle rencontrera une réaction saine à la base.

Le fameux problème de la discipline consiste donc à présenter aux militants de base un système de limites qui soit la traduction intelligente des limites imposées à l'action des chefs. C'est pourquoi nous avons toujours soutenu que ceux-ci ne doivent pas avoir la possibilité, lors de tournants importants de la conjoncture politique, de découvrir, d'inventer et de faire avaler à la base de prétendus nouveaux principes, de nouvelles formes, de nouvelles règles pour l'action du parti. Car c'est dans des surprises de cette sorte que s'accomplit l'histoire honteuse des trahisons opportunistes. Quand cette crise éclate, des luttes internes se déclenchent, justement parce que le parti n'est pas un instrument automatique ; les divisions de tendances, les ruptures sont dans ce cas un processus utile, comme la fièvre qui libère l'organisme de la maladie, mais nous ne pouvons pourtant pas, statutairement, les admettre, les encourager ou les tolérer.

Il n'existe donc pas de recettes ou de règlements pour empêcher le parti de tomber dans les crises de l'opportunisme ou d'y réagir par la constitution de fractions. Mais l'expérience de la lutte prolétarienne de plusieurs décennies nous permet d'établir certaines conditions permettant de les éviter. Notre mouvement a la tâche de rechercher, de défendre et de réaliser inlassablement celles-ci.

En conclusion nous indiquerons les principales :

1) Le parti doit défendre et affirmer la plus grande clarté et continuité dans la doctrine communiste telle qu'elle s'est développée au travers des applications successives aux événements historiques qui en furent faites. On ne doit pas consentir à des proclamations de principe en contraste même partiel avec ses fondements théoriques.

2) Le parti doit en toute situation historique proclamer ouvertement le contenu intégral de son programme économique, social et politique, surtout en ce qui concerne la question du pouvoir, de sa conquête par la force armée, de son exercice par la dictature.

La dégénérescence des dictatures en un régime de privilèges pour

une couche restreinte de bureaucrates et de prétoriens s'est toujours masquée derrière des proclamations hypocrites d'amour du peuple à fond, tantôt démocrate, tantôt national. Elle a toujours prétendu avoir derrière elle la totalité des masses populaires, tandis que le parti révolutionnaire n'hésite pas à déclarer son intention d'attaquer l'État et ses institutions et de tenir la classe vaincue sous le poids despotique de la dictature, même quand il admet que seulement une minorité avancée de la classe opprimée est arrivée à comprendre ces exigences de la lutte.

« Les communistes, dit le Manifeste, dédaignent de cacher leurs buts ». Ceux qui se vantent de les atteindre en les tenant habilement cachés, ne sont que les renégats du communisme.

3) Le parti doit observer une stricte rigueur dans la question d'organisation : il n'accepte pas de s'agrandir par des compromis avec des groupes ou groupuscules ou pis encore de conclure des marchés pour la conquête d'adhésions à la base contre des concessions à de prétendus chefs et dirigeants.

4) Le parti doit lutter pour une claire compréhension historique du sens antagonique de la lutte. Les communistes revendiquent l'initiative de l'assaut à tout un monde d'institutions et de traditions ; ils savent être une menace pour tous les privilégiés et appellent les masses à la lutte pour l'offensive et non pour la défense contre le prétendu danger de perdre des avantages conquis au sein du capitalisme. Les communistes ne donnent pas en *prêt et bail* leur parti pour courir aux remparts défendre des causes qui ne sont pas leurs, des objectifs non prolétariens comme la liberté, la patrie, la démocratie et autres semblables mensonges.

« Les prolétaires savent ne rien avoir à perdre, que leurs chaînes ».

5) Les communistes renoncent à toute cette débauche d'expédients tactiques qui furent utilisés sous le prétexte d'accélérer l'adhésion de larges couches autour du programme révolutionnaire.

Ces expédients sont le compromis politique, l'alliance avec les autres partis, le front unique, les différentes formules sur l'État utilisées comme ersatz de la dictature prolétarienne : gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement populaire, démocratie progressive, etc...

Les communistes voient une des principales conditions de la dissolution du mouvement communiste et de la dégénérescence du régime communiste soviétique justement dans l'emploi de ces moyens tactiques. Ils considèrent ceux qui, tout en déplorant l'infection opportuniste du mouvement stalinien continuent à défendre cet arsenal tactique, comme des ennemis plus dangereux que les staliniens eux-mêmes.

# A bas "l'anti-impérialisme" bourgeois !

## (Thèses sur la question chinoise)

Depuis 1960 où les 81 partis soi-disant communistes (y compris celui de Mao) manifestèrent leur unanimité sur le programme de l'opportunisme khrouchtchévien, une rupture de fait s'est produite entre Pékin et Moscou. Dans divers documents que nous avons analysés, la Chine présente sa variante nationale du stalinisme. Mais à la différence des autres « socialismes nationaux » de marque arabe, cubaine ou yougoslave, le « socialisme » chinois a la prétention de régler ses comptes à la Russie bourgeoise, de s'ériger en défenseur du marxisme et de reconstituer sous son égide les rangs du prolétariat mondial. C'est cette prétention, plus que les inévitables antagonismes entre l'Etat russe et l'Etat chinois, qui appelle notre riposte. Car ni la pratique sociale, ni l'idéologie politique officielle des dirigeants de Pékin ne sont dirigés vers le triomphe du programme communiste.

### NATURE ET PERSPECTIVES DES REVOLUTIONS D'ORIENT

1) En Chine, comme dans les autres pays arriérés d'Afrique et d'Asie, les deux guerres mondiales ont porté à leur point de rupture les **contradictions entre le développement des forces productives et les vieux rapports de production hérités du régime patriarcal**. Pendant une longue période se sont succédées les insurrections nationales et les révoltes agraires confirmant les pronostics formulés par le marxisme dès le début du siècle. Ainsi, malgré les défaites répétées du prolétariat dans les métropoles européennes, l'essor des mouvements nationaux en Orient a témoigné de la force révolutionnaire des antagonismes accumulés par le système capitaliste. Mais, comme le montre aujourd'hui le retard croissant des pays arriérés sur le développement économique de leurs anciennes métropoles, ces contradictions ne pouvaient être résolues dans un cadre national et sous la forme d'un « progrès » bourgeois. **Elles sont le fait du capitalisme mondial, de son développement inégal, de l'accumulation de toutes les richesses par une poignée d'Etats superindustrialisés**. C'est précisément dans ces termes que l'Internationale Communiste a posé, dès son « Manifeste » de 1919, la question coloniale : « La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies... Le programme de Wilson (« Liberté des mers », « Sociétés des Nations », « Internationalisation des colonies ») a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles ». Celle-ci a été battue, puis asservie à l'idéologie bourgeoise et pacifiste. Mais contre tous les prophètes de « paix sociale » et de « coexistence pacifique », elle doit tirer des révolutions d'Orient cette leçon et cette certitude : **la violence est toujours la seule accoucheuse de l'histoire**.

2) Quelle qu'ait pu être en Chine l'oppression de l'impérialisme étranger, la nature des antagonismes économiques et sociaux qu'il y a déchainés ne pouvait faire de cette révolution une révolution « anticapitaliste ». Le marxisme a toujours dénoncé cette illusion du « socialisme » petit-bourgeois qui fut celle des

populistes russes et qu'exploite aujourd'hui « l'extrémisme » de Mao. « Ils débitent volontiers des phrases « socialistes », disait Lénine des populistes russes, mais il n'est pas permis qu'un ouvrier conscient se trompe sur le sens de ces phrases. En réalité, aucun « droit à la terre », aucune « répartition égalitaire du sol », aucune « socialisation » ne contiennent une goutte de socialisme. Cela doit être compris par tous ceux qui savent que la production de marchandises, la domination du marché, de l'argent et du capital ne sont pas enfreintes, mais au contraire plus largement développées par l'abolition de la propriété privée et par un nouveau partage du sol, fût-il le plus « juste »... (« Les partis politiques en Russie », 1912).

La libération du paysan des liens de l'économie naturelle, le développement d'une industrie « moderne » utilisant les ressources en main-d'œuvre et en capitaux fournies par une agriculture « moderne », la création d'un marché national et, coiffant le tout, l'exaltation de « l'unité nationale », d'une « culture nationale » et de tous les attributs « modernes » de la puissance étatique n'ont jamais été et ne peuvent être que le programme de l'accumulation du capital.

3) Cependant, loin de se limiter, dans un mouvement révolutionnaire bourgeois, à la revendication formelle de l'Etat national et de la démocratie politique, le marxisme détermine de la façon la plus rigoureuse le rôle des classes sociales dans chaque révolution. L'apparition d'un prolétariat industriel en Chine aussi bien que dans la Russie tsariste ou dans l'Europe de 1848 signifiait pour les Communistes la nécessité d'une organisation de classe utilisant à ses fins politiques la crise du régime prébourgeois. Telle est la ligne du « Manifeste Communiste » et de la révolution d'Octobre que Marx a définie sous le nom de « révolution permanente ». Dans ses « Thèses Complémentaires » sur la question coloniale, Roy soulignait au 2me Congrès de l'Internationale l'importance de cette perspective de lutte indépendante et continue pour le prolétariat des pays coloniaux : « La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même... A son premier stade, la révolution dans les colonies ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir ».

En enfermant, dès le début de la révolution, le prolétariat chinois dans le « bloc des quatre classes » — formule politique de l'actuelle « démocratie populaire » — le parti de Mao a marqué la rupture de tout l'Orient arriéré avec la tactique glorieusement illustrée par le bolchévisme russe.

4) La permanence du processus révolutionnaire qui devait donner le pouvoir au prolétariat des pays arriérés n'avait de sens, pour une victoire définitive du communisme, que si la révolution prolétarienne réussissait à s'étendre aux métropoles du Capital. La Russie, disait Engels, ne pourra éviter la phase douloureuse de l'accumulation capitaliste que « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident de telle sorte que l'une complète l'autre ». L'Internationale de Lénine n'a pas seulement repris cette perspective pour la Russie des Soviets, elle l'a élargie à toute l'Asie. « Seuls, rappelaient les thèses du Congrès de Bakou en 1920, le triomphe complet de la révolution sociale et l'établissement d'une économie communiste mondiale peuvent libérer les paysans d'Orient de la ruine, de la misère et de l'exploitation. C'est pourquoi ils n'ont pas d'autre voie pour leur émancipation que de s'allier aux ouvriers

révolutionnaires d'Occident, à leurs républiques soviétiques, et de combattre à la fois les capitalistes étrangers et leurs propres despotes (les propriétaires fonciers et les bourgeois), jusqu'à la victoire complète sur la bourgeoisie mondiale et l'instauration définitive du régime communiste ». On sait comment le stalinisme a renversé cette thèse en faisant des succès économiques ou diplomatiques de la Russie le critère universel des progrès du communisme. Pékin va jusqu'au bout du reniement : au lieu de voir dans la victoire du prolétariat occidental la seule chance d'émancipation sociale de l'Orient, il fait dépendre la cause du prolétariat international de l'issue des mouvements nationaux bourgeois d'Afrique et d'Asie.

5) Contre la théorie stalinienne de la « construction du socialisme en U.R.S.S. » et les prolongements tactiques que l'Internationale dégénérée lui a donnés en Chine, Trotsky a eu le mérite historique de défendre la vision intégrale du processus révolutionnaire déclenché par la première guerre mondiale et par l'insurrection d'octobre. Ainsi, dans ses « Thèses » de 1929 sur la révolution permanente, il déclarait : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productrices qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes, d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe, d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale... ».

La théorie de la révolution permanente s'applique donc à tout Etat isolé de dictature prolétarienne, que ses structures économiques soient mûres pour certaines transformations socialistes ou qu'elles soient encore fort arriérées. Pas plus que l'Allemagne de Hitler, la Russie stalinienne ne pouvait s'adjuger le privilège national de « construire le socialisme » derrière ses frontières. Mais, par ailleurs, insistait Trotsky, « le schéma du développement de la révolution mondiale élimine la question des pays « mûrs » ou « non mûrs » pour le socialisme, selon la classification pédante et figée que le programme actuel de l'Internationale Communiste a établie. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiale, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste. »

## DEMOCRATIE ET PROLETARIAT : LA QUESTION NATIONALE

6) En instaurant la dictature du prolétariat dans un pays petit bourgeois qui ne connaissait ni le régime parlementaire ni un capitalisme développé, les bolchéviks russes apportèrent un démenti mortel au réformisme de la Deuxième Internationale faisant de la démocratie bourgeoise et de ses « progrès » une condition absolue pour le « passage » au socialisme.

Un demi-siècle plus tard, on ne se contente pas seulement de voir dans les réformes constitutionnelles et les méthodes démocratiques la voie magistrale vers le socialisme ; le socialisme lui-même est défini par les renégats en termes bourgeois de « démocratie populaire » ou d'« Etat de tout le peuple ». Ceux qui ont dissout l'Internationale de Lénine n'ont plus qu'un mot d'ordre et qu'un aveu : l'indépendance des différents partis « communistes », non-ingérence dans les affaires intérieures des partis « nationaux ».

Expliquant la faillite de la Deuxième Internationale, le « Manifeste » de 1919 déclarait que « le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national, dans le cadre des Etats nationaux, de l'industrie nationale, du parlementarisme national ». Nous nions qu'une telle fin ait été inévitable pour la Troisième Internationale. Le capitalisme mondial et les guerres impérialistes avaient précisément déplacé ce « centre de

**gravité » sur l'arène internationale, non seulement pour les pays capitalistes avancés, mais aussi pour les pays opprimés où se posait dans toute son ampleur la question nationale et coloniale.**

7) La question nationale ne peut se poser comme question spécifique du mouvement prolétarien que dans la phase révolutionnaire du capitalisme, lorsque la bourgeoisie se lance à l'assaut du pouvoir pour parachever son œuvre de transformation économique et sociale. Par contre, dans une phase de capitalisme déjà mûr, tout « programme national » d'un parti ouvrier revendiquant le perfectionnement du système représentatif ou économique de l'Etat bourgeois constitue un programme de collaboration de classe et de « défense de la patrie ». C'est pourquoi le marxisme a toujours strictement délimité par aires géographiques ces deux phases successives du capitalisme.

« En Europe occidentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis qui va à peu près de 1789 à 1871, disait Lénine. C'est cette époque qui fut celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette période, l'Europe occidentale s'était transformé en un système constitué d'Etats bourgeois, d'Etats nationaux généralement homogène. Aussi, chercher à l'heure actuelle le droit de libre disposition dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne pas savoir l'A. B. C du marxisme. »

« En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre Orient... »

Aujourd'hui, cette phase s'est également achevée pour toute l'aire afro-asiatique. Partout se sont constitués, à la fin de la seconde guerre mondiale, des Etats nationaux plus ou moins « indépendants », plus ou moins « populaires », impulsant d'une façon plus ou moins « radicale » l'accumulation du capital. De ce seul fait, « l'extrémisme » chinois ne peut plus se présenter comme la théorie d'un mouvement national révolutionnaire, mais comme une idéologie officielle d'Etat bourgeois constitué, comme un programme de collaboration de classe avec tout ce que cela implique de phrases « socialistes ».

8) Même dans la phase des révolutions démocratiques bourgeoises, les Communistes ne peuvent se faire un fétiche de la « question nationale » et ne doivent en placer la solution au-dessus des intérêts de classe et de leur propre combat. Le prolétariat révolutionnaire ne doit pas oublier que sa tâche historique est de détruire l'Etat bourgeois et ses rapports de production pour instaurer une société où disparaîtront les classes et avec elles les différences entre Etats et les nations elles-mêmes.

Dans son développement, le capitalisme renverse les frontières nationales franchies par ses marchandises et ses armées. Comme il est destructeur de rapports de propriété, il brise les entités nationales et impose ses formes de domination mondiale aux pays les plus avancés aussi bien qu'aux peuples opprimés. Les Communistes ne sauraient donc attendre du Capital qu'il crée une harmonieuse « société des nations » où les rapports entre Etats seraient réglés conformément au « droit des gens ». Par contre, il leur était permis d'espérer que le renversement du capitalisme mondial éviterait à l'Orient la phase de l'accumulation capitaliste et de la constitution en Etats nationaux bourgeois.

« Nous ignorons, disait encore Lénine, si l'Asie parviendra avant la faillite du capitalisme à se constituer en un système d'Etats nationaux indépendants à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie le capitalisme a suscité là aussi, des mouvements nationaux ; que ceux-ci tendent à constituer des Etats nationaux ; que ces Etats assurent précisément

au capitalisme les meilleures conditions de développement » (« Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »).

9) La Troisième Internationale avait envisagé les différentes possibilités de développement de la révolution mondiale :

- victoire simultanée du prolétariat en Occident et en Orient ;
- victoire du prolétariat dans les métropoles et indépendance des colonies sous un gouvernement de la bourgeoisie nationale ;
- victoire du prolétariat dans les colonies et retard de la révolution communiste en Europe.

Mais elle n'a jamais considéré la victoire d'un bloc de classes comme une perspective révolutionnaire durable et à laquelle le prolétariat des pays arriérés pourrait se rallier. Dans tous les cas, les thèses du 2<sup>me</sup> Congrès que Roy avait particulièrement consacrées à la Chine et à l'Inde insistaient sur la nécessité pour le prolétariat de se séparer de la bourgeoisie « nationale » :

« Il existe, dans les pays opprimés, deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement démocratique bourgeois, nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre, celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. »

« Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer des sentiments d'indépendance de classe dans les masses ouvrières des colonies ».

10) L'histoire du mouvement ouvrier en Chine et la tradition politique du P.C.C. sont la négation de cette exigence de l'Internationale. En entrant dans le Kuomintang, dès 1924, le jeune parti communiste chinois apportait son adhésion aux « trois principes du peuple », version asiatique des formules de Lincoln (« un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ») et de la révolution bourgeoise française (« liberté, égalité, fraternité »). Comme l'a montré Trotsky, la fusion du P.C.C. et du parti nationaliste n'avait rien à voir avec la tactique des alliances temporaires que Marx jugeait acceptable dans une révolution démocratique bourgeoise et que les bolchéviks avaient utilisée en Russie. Il s'agissait d'une adhésion de principe renouvelée par Mao Tsé-toung à toutes les « étapes » de la révolution chinoise, y compris après la défaite et l'élimination du Kuomintang :

« Nos revendications coïncident entièrement avec les revendications révolutionnaires de Sun Yat-sen, déclarait-il en 1945 dans son rapport « A propos du gouvernement de coalition », renverser le joug que fait peser l'étranger sur notre nation, liquider l'oppression féodale, débarrasser le peuple chinois du sort tragique qui est celui d'une population vivant dans un pays colonial, semi-colonial et semi-féodal, édifier une Chine indépendante, libre, démocratique, unie, riche et puissante, un Etat de la nouvelle démocratie quant à son caractère, dirigé par le prolétariat, et dont l'essentiel de l'activité consistera à libérer la paysannerie, bref, construire l'Etat des trois principes du peuple de Sun Yat-sen. C'est ce que nous faisons ».

## DE LA REVOLUTION RUSSE A LA COMMUNE DE CANTON REVANCHE DU MENCHEVISME

11) C'est dans l'analyse des événements de 1905 que le bolchévisme a trouvé la confirmation de sa tactique et s'est définitivement séparé du courant menchévique. En Russie, constatait Lénine, « la révolution bourgeoise est impossible comme révolution de la bourgeoisie ». Le prolétariat ne saurait donc attendre que la bourgeoisie ait réalisé son œuvre politique (le renversement du tsarisme) ou sociale (l'abolition de la propriété féodale) pour entrer en lutte. Prendre la

tête du mouvement social sans l'enfermer dans des formes juridiques bourgeoises (l'Assemblée constituante), tel fut le sens des mots d'ordre : « Dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et « Tout le pouvoir aux Sovjets ! ». Le résultat de cette tactique ne fut pas l'instauration d'une démocratie bourgeoise, mais la dictature ouverte du prolétariat.

Combattant la théorie des « étapes » de la révolution bourgeoise que Staline soutenait déjà, Lénine rappela en mars 1917 le contenu des divergences entre bolchéviks et menchéviks :

« Notre révolution est bourgeoise, voilà pourquoi les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie — disent les politiciens du camp des liquidateurs. Notre révolution est bourgeoise — disons-nous, nous marxistes, — voilà pourquoi les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, lui apprendre à ne pas croire aux belles phrases, à se fier uniquement à ses propres forces, à son organisation, à son unité, à son armement. »

12) Le stalinisme s'est efforcé de nier l'application aux pays coloniaux des principes et des enseignements de la révolution d'Octobre. Il soutint dans ce but une interprétation typiquement menchévique, affirmant que le joug impérialiste rendait la bourgeoisie « nationale » des pays arriérés plus révolutionnaire que la bourgeoisie antiféodale russe. A cette théorie de Boukharine Trotsky répondit :

« Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive la politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les classes... L'impérialisme est en Chine une force de première importance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-Tsé, mais dans la liaison économique et politique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène » (« La révolution chinoise et les thèses de Staline », 1927).

Sans faire cette analyse des rapports de classes en Chine, comme dans les autres pays coloniaux, il était impossible de comprendre ni le contenu de la question agraire, ni le phénomène de la bourgeoisie compradore, ni le rôle des « seigneurs de la guerre » et autres généraux nationalistes, comme Tchang Kaï-shek et Wan Tin-Wei en qui l'Internationale a cherché des « alliés » et en qui elle a trouvé des bourreaux.

13) « Les révolutions de l'Asie nous ont montré la même absence de caractère et la même bassesse du libéralisme, la même importance exclusive d'une indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre le prolétariat et toute bourgeoisie » (« Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx » Lénine, 1913).

Tels sont les enseignements que Lénine tirait, dès 1913, de la première vague des révolutions nationales bourgeoises en Orient : Russie (1905), Perse (1906), Turquie (1908), Chine (1911). Peu avant que la deuxième vague révolutionnaire vienne finir dans le massacre du prolétariat cantonnais, en 1927, Trotsky résumera l'amère leçon de la tactique suivie par l'Internationale :

« Il découle des thèses de Staline que le prolétariat ne pourrait se séparer de la bourgeoisie que lorsque cette dernière l'a déjà rejeté, désarmé, décapité et foulé aux pieds. Mais c'est précisément ainsi que s'est déroulée la révolution avortée de 1848. On a vu le prolétariat, sans drapeau à lui, suivre la démocratie petite bourgeoise qui, à son tour, se traînait derrière la bourgeoisie libérale et sacrifiait les ouvriers aux sabres des Cavaignac. Si grande que soit l'originalité de la situation chinoise, le caractère essentiel de l'évolution suivie par la révolution de 1848 se retrouve dans la révolution chinoise avec une précision si accablante qu'on dirait perdues les leçons de 1848, 1871, 1905, 1917, du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste ».

Et de fait, dans les grandes batailles de la révolution chinoise entre 1924 et 1927, ce n'est pas le sort d'une Chine « indépendante, riche et puissante » qui fut compromis pour de nombreuses années, mais celui de tout le mouvement ouvrier dans les colonies pour une période historique infiniment plus longue, plus douloureuse.

14) En entrant dans le Kuomintang, en envoyant ses « ministres » au gouvernement nationaliste de Canton, le parti communiste chinois n'exécutait pas une habile manœuvre tactique pour accroître son influence, comme le lui fit croire l'Internationale de Moscou. Il renonçait à ses principes et subordonnait son action à la stratégie nationale de la bourgeoisie. Staline a poussé cette position jusque dans ses derniers retranchements et les « thèses » qu'il publia en avril 1927, plus d'un an après le premier coup de force de Tchang Kai-cheh contre les Communistes, ont pris une forme « classique ».

L'adhésion aux « trois principes du peuple » n'impliquait pas en effet, la simple reconnaissance de principes abstraits, la « foi commune des ouvriers et des bourgeois dans le mouvement national ». Selon la doctrine de Sun Yat-sen, aux « trois principes » correspondaient « trois étapes » du développement de la révolution bourgeoise :

— la première étape, « militaire », devait réaliser le principe du nationalisme par l'unification de la Chine ;

— la deuxième étape, « éducative », devait préparer le peuple à la démocratie politique ;

— la troisième, enfin, devait réaliser cette démocratie et introduire le « bien-être du peuple ».

Dans ses « thèses », Staline reprend les mêmes « étapes » en les baptisant : anti-impérialiste, agraire, soviétique. Seul le massacre du prolétariat chinois a marqué, pour lui, la fin de la « première étape » pendant laquelle les Communistes ne devaient poser ni la question agraire, ni celle de leur sortie du Kuomintang. Tous les partis staliniens ont repris cette politique dans les pays coloniaux. En Chine, du moins, où elle fut appliquée pour la première fois, elle s'est ouvertement révélée comme une trahison de classe en livrant les prolétaires insurgés dans les plus grands centres industriels à la répression sanglante de Tchang Kai-cheh.

15) Dans la défaite de 1927 le stalinisme n'a jamais voulu voir qu'une « étape » de la révolution bourgeoise en Chine et un recul « provisoire » du mouvement ouvrier. Nous rejetons cette interprétation. Les luttes de classes de cette période furent si peu « partielles » qu'elles se sont transformées en une lutte pour la conquête du pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat et que la défaite s'est accompagnée de l'élimination physique durable de toute l'avant-garde communiste. Désormais, comme l'a dit Trotsky, la « révolution démocratique » en Chine n'aura plus le caractère d'une révolution bourgeoise, mais d'une contre-révolution bourgeoise. Enfin, l'échec de 1927 marque pour l'Internationale de Moscou le reniement complet de la tradition bolchévique dans tous les pays d'Orient. Aux thèses d'avril 1917 par lesquelles Lénine annonçait la victoire imminente dans la révolution russe, s'opposent mot pour mot les thèses d'avril 1927 où Staline justifie par la théorie des « étapes » révolutionnaires le coup d'Etat de Tchang Kai-cheh.

Contre l'historiographie nationale et bourgeoise, le marxisme doit rétablir sa conception prolétarienne et mondiale du cours historique des mouvements révolutionnaires bourgeois :

— 1789-1871, mouvements démocratiques bourgeois en Europe occidentale (ainsi qu'en Amérique du Nord et au Japon) ;

— 1905-1950 (environ), mouvements nationaux révolutionnaires en Europe

orientale et dans toute l'aire afro-asiatique ; une seule victoire prolétarienne en Russie ;

— 1917-1927, stratégie mondiale de la révolution permanente avec défaites successives en Europe (1918-1923) et en Asie (1924-1927) comme prémisses de la contre-révolution stalinienne en Russie.

### "SOCIALISME" PAYSAN ET DEMOCRATIE "NOUVELLE"

16) Le marxisme n'a pas seulement dénoncé la théorie de « l'étape démocratique » ; il a aussi repoussé, à « l'étape agraire », l'utilisation par Staline du mot d'ordre de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » pour couvrir l'alliance gouvernementale avec le Kuomintang de gauche. Sous sa forme achevée, cette théorie est devenue celle de la démocratie « nouvelle » abandonnant complètement des conceptions marxistes sur la nature de classe de tout Etat.

« Les nombreuses formes de régime politique existant dans le monde se ramènent pour l'essentiel aux trois types suivants : 1) républiques de dictature bourgeoise ; 2) républiques de dictature prolétarienne ; 3) républiques de dictature de l'alliance de plusieurs classes révolutionnaires... »

« Pendant une période historique déterminée, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux en révolution, la seule forme applicable pour l'organisation de l'Etat est la troisième, celle que nous appelons la république de la nouvelle démocratie » (Mao Tsé-toung « La Nouvelle démocratie »).

Non seulement l'Internationale de Lénine n'a jamais appelé les prolétaires des colonies à fonder de tels Etats « intermédiaires » entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie, mais encore nous nions qu'il en existe ou qu'il en ait existé un seul après 40 ans de « fronts anti-impérialistes ». L'expérience de la dualité des pouvoirs dans la révolution russe nous a prouvé que la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » ne peut que se transformer, à brève échéance, en dictature du prolétariat ou en dictature de la bourgeoisie. Trotsky a étendu cet enseignement à la révolution chinoise et nous en voyons aujourd'hui la confirmation dans l'issue bourgeoise de tous les mouvements anti-coloniaux.

« Si les populistes russes et les menchéviks donnèrent à leur « dictature » éphémère ouvertement la forme d'une dualité de pouvoirs, par contre, la « démocratie révolutionnaire » chinoise n'avait pas assez grandi pour atteindre même cela. Or, comme l'histoire en général ne travaille pas sur commande, il ne reste plus qu'à comprendre qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas d'autre dictature « démocratique » que celle que le Kuomintang a exercée depuis 1925 » (Trotsky « L'Internationale communiste après Lénine »).

17) Après avoir longtemps ignoré le mouvement agraire et l'armement des paysans, les staliniens s'en sont entichés au point d'y voir le trait « original » de la révolution chinoise et le fondement de la démocratie « nouvelle ».

« La question nationale est, quand au fond, une question paysanne » déclara Staline. Et Mao commente :

« Cela signifie que la révolution chinoise est, quand au fond, une révolution paysanne, que la lutte contre les envahisseurs japonais est, quand au fond, une lutte paysanne. Le régime politique de la nouvelle démocratie consiste, quant au fond, à donner le pouvoir aux paysans... » (Mao Tsé-toung « La nouvelle démocratie »).

Telle n'est pas pour nous l'originalité des révolutions bourgeoises à l'époque impérialiste. Dans le passé, toutes ont mis en œuvre la paysannerie sous différentes formes y compris l'organisation armée. Toutes ont réalisé à des degrés divers, de profondes transformations dans l'agriculture. Mais le marxisme a toujours souligné l'incapacité de la paysannerie à avoir une politique propre. Il a montré que les insurrections agraires, partie intégrante des révolutions bourgeoises, n'ont jamais abouti que sous la direction des villes et en leur cédant

le pouvoir. Le « Manifeste » a insisté sur le caractère double de la paysannerie et sur les raisons pour lesquelles elle ne peut agir comme classe indépendante. Le paysan n'est que le représentant social de rapports bourgeois ; il laisse toujours à d'autres le soin de sa représentation politique.

A tous les champions du « socialisme » paysan qui nous reprochaient, en Russie comme en Chine, de « sous-estimer » la paysannerie nous avons opposé ces enseignements du marxisme en répondant que l'originalité des révolutions d'Orient n'était pas dans l'intervention armée des masses paysannes, mais dans les chances d'une direction prolétarienne vers des buts qui ne soient pas inévitablement bourgeois.

18) La défaite du prolétariat chinois explique que la révolution ait dû repartir du fond des campagnes. Mais il fallut la débacle de toute l'Internationale pour que les communistes troquent leurs conceptions de classe contre les théories du « socialisme » paysan. En 1848-1849, l'échec de la révolution allemande avait laissé le prolétariat dans la même désorganisation politique ; il l'avait placé devant le même danger d'être submergé par la démocratie petite bourgeoise. Et c'est contre ce danger que Marx et Engels écrivirent leur fameuse « Adresse à l'Union des Communistes ».

Contre les radicaux petits bourgeois qui « s'efforcent d'entraîner les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent de vagues phrases socialistes derrière lesquelles se cachent leurs intérêts particuliers », « l'Adresse » rappelait la nécessité d'un parti de classe indépendant.

Contre tout type de pouvoir de la démocratie petite bourgeoise, « l'Adresse » lançait en ces termes le mot d'ordre de la « révolution ininterrompue » : « A côté des nouveaux gouvernements officiels, il faut que les ouvriers établissent immédiatement leurs propres gouvernements révolutionnaires, soit sous forme d'organes locaux ou de conseil municipaux, soit par des clubs ou des conseils ouvriers de telle façon que les gouvernements démocratiques bourgeois, non seulement perdent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se sentent dès le début surveillés et menacés par un pouvoir ayant derrière lui toute la masse des ouvriers ».

Telle est la réponse classique du marxisme aux formules réactionnaires des « partis ouvriers-paysans », des « gouvernements ouvriers-paysans » et de la démocratie « nouvelle ». L'Adresse de 1850 est tout entière dirigée contre elles. Si Marx et Engels n'y parlent pas de « dictature démocratique », c'est parce qu'un tel mot d'ordre ne pouvait être celui du prolétariat devant l'agitation des démocrates petits bourgeois. Staline et Mao ne peuvent même pas s'appuyer sur l'absence en Allemagne de cette particularité si « originale » que l'on aurait découverte en Chine, voire en Russie : la révolution agraire. Bien au contraire, dans l'Allemagne de cette époque, Marx et Engels ont plus d'une fois escompté une « réédition » de la guerre des paysans du XVI<sup>e</sup> siècle, mais sous la direction politique du prolétariat.

19) Pas plus que la révolution bourgeoise allemande, la révolution russe ne livre le secret d'un pouvoir « populaire » stable représentant un bloc de classes. Bien avant 1917, Lénine avait expliqué la formule de la « dictature révolutionnaire et démocratique des ouvriers et des paysans » comme un pouvoir du prolétariat « s'appuyant sur la paysannerie » ou « conduisant derrière lui la paysannerie ». Formule non frontiste et même non « démocratique ». Voici, en avril 1917, comment il l'interprète, en parfaite continuité avec Marx et Engels :

« La dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie » s'est déjà réalisée dans la révolution russe, car cette « formule » ne prévoit qu'une corrélation de classes et non une institution politique concrète REALISANT cette corrélation, cette collaboration. Le « Soviet des députés ouvriers et soldats », voilà comment la vie a réalisé cette dictature... »

« Il existe côte à côte, en même temps, et la domination de la bourgeoisie (le gouvernement Lvov et Goutchkov) et la dictature révolutionnaire et démocratique ».

cratique du prolétariat et de la paysannerie cédant **VOLONTAIREMENT** le pouvoir à la bourgeoisie, se transformant volontairement en un appendice de celle-ci... »

« A l'ordre du jour il y a une autre tâche nouvelle : la scission des éléments prolétariens (défaitistes, internationalistes, « communistes », pour le passage à la Commune) au sein de cette dictature et des éléments de la **petite propriété** ou de la **petite bourgeoisie**... » (Lénine « Lettres sur la tactique »).

Entre février et octobre, populistes et menchéviks furent de farouches partisans de la « dictature démocratique », reprochant à Lénine de « sous-estimer » la paysannerie ou de vouloir « sauter » par-dessus l'étape des réformes sociales bourgeoises. Les bolchéviks rappelaient au contraire qu'il ne s'agissait pas d'« introduire le socialisme » en Russie, mais de s'emparer du pouvoir politique ; après quoi ils montrèrent comment la dictature prolétarienne réalise les réformes de la démocratie petite bourgeoise.

20) Après la capitulation devant la bourgeoisie libérale chinoise, la « lutte contre le trotskysme » a eu pour but d'assurer le triomphe au sein du prolétariat vaincu des positions qu'avait défendues le bloc des populistes et des menchéviks pendant la révolution russe. Et c'est Mao Tsé-toung, ancien membre du Comité central du Kuomintang et nouvel agitateur de la paysannerie qui accomplit cette tâche.

Pour nous, il n'a ni « sauvé » ni « reconstruit » le parti du prolétariat en l'emmenant « dans les montagnes » et en l'entraînant à la guérilla paysanne : il l'a simplement noyé dans l'énorme masse petite bourgeoise contre le courant de laquelle Lénine, en avril 1917, et Marx, en mars 1850, avaient su préserver les Communistes. Il n'a pas non plus dégagé la question du pouvoir dans la révolution chinoise des illusions petites bourgeoises qui en 1927 ont permis la répression de Tchang Kai-chek. La théorie de la « nouvelle démocratie » n'est que le développement de ces illusions dans une période et dans un pays où la faiblesse de la bourgeoisie « nationale » ne laissait pas d'autres chances pour la constitution d'un pouvoir bourgeois que dans l'action des masses « populaires » et paysannes, si inaptes et si longues à s'organiser.

Les démocrates petits bourgeois attribuent volontiers à la « réaction » leurs difficultés à s'unir « efficacement », leur absence de caractère et leurs fluctuations congénitales. A l'inverse, le marxisme y voit le reflet de leur situation économique instable. Faire appel à l'initiative politique de ces masses pour fonder un Etat national, combattre l'impérialisme et réaliser le programme socialiste, ce n'est pas seulement renier Marx et Lénine, c'est compromettre tout mouvement révolutionnaire. Nous n'en voulons pour preuve que les interminables péripéties de la révolution chinoise et, aujourd'hui encore, l'anarchie sanglante dans laquelle se débat la majeure partie de l'Afrique noire.

Voilà pourquoi, en 1917, Lénine a remis la « vieille formule » de la « dictature révolutionnaire et démocratique » que populistes et menchéviks entendaient « réaliser » par... l'Assemblée Constituante. De la même manière, les bolchéviks rejetèrent aux archives de la IIe Internationale le nom de parti « social-démocrate ».

Car, et cela vaut aussi bien pour la « démocratie nouvelle » :

« La « démocratie » exprime en fait, tantôt la dictature de la bourgeoisie, tantôt le réformisme impuissant de la petite bourgeoisie qui se subordonne à cette dictature » (Lénine « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

### « L'IMPUISSANT REFORMISME PETIT-BOURGEOIS »

21) Dans leur « Adresse » de 1850, Marx et Engels avertissaient les prolétaires allemands que la démocratie petite bourgeoise jouerait le même rôle de trahison que la bourgeoisie libérale dans la transformation révolutionnaire des

vieilles structures sociales et politiques. Ces prévisions se sont vérifiées en Russie avec les socialistes-révolutionnaires. L'exemple chinois nous en donne la confirmation absolue à l'échelle de toute une période historique et d'un pays tout entier.

« Loin de vouloir produire un bouleversement de l'ensemble de la société dans l'intérêt du prolétariat révolutionnaire, les démocrates petits bourgeois désirent un changement de l'ordre social qui leur rendrait la société existante la plus supportable et la plus favorable possible. C'est pourquoi ils revendiquent avant tout que soit éliminée la pression du grand capital sur le petit, réclamant la création par l'Etat d'organismes de crédit et de lois contre l'usure grâce à quoi s'ouvrirait devant eux et devant les paysans la possibilité d'obtenir des prêts non pas des capitalistes, mais de l'Etat, et à des conditions avantageuses. Ils réclament encore l'établissement de rapports bourgeois de propriété à la campagne par l'élimination complète du féodalisme... »

« En ce qui concerne les ouvriers, il est avant tout indubitable qu'ils doivent, comme auparavant, rester des ouvriers salariés ; mais les démocrates petits bourgeois veulent qu'ils aient un meilleur salaire, une existence plus assurée ; ils espèrent l'obtenir en partie en donnant des emplois de l'Etat, en partie par des mesures de bienfaisance... »

« Ces revendications ne peuvent en aucun cas satisfaire le parti du prolétariat. Alors que les démocrates petits bourgeois veulent au plus vite achever la révolution en réalisant, dans le meilleur des cas, ces revendications, nos intérêts et nos tâches consistent à rendre la révolution ininterrompue tant que toutes les classes plus ou moins possédantes n'auront pas été éliminées du pouvoir, tant que le prolétariat ne l'aura pas conquis, tant que l'association des prolétaires, non seulement dans un pays mais dans tous les pays ne se sera pas développée au point que la concurrence cesse entre prolétaires et qu'au moins des forces productives décisives soient concentrées entre leurs mains. Pour nous, il ne s'agit pas de changer la propriété privée, mais de la détruire ; de masquer les contradictions de classes, mais de détruire les classes : d'améliorer la société existante, mais de fonder une nouvelle société ».

22) Dans la question agraire, le parti de Mao n'a rien fait pour combattre les tendances petites bourgeoises désireuses de marquer la rupture avec les vieux rapports sociaux par une consécration juridique des droits sacrés de la propriété paysanne. Et toutes les réformes annoncées à grand bruit depuis la création de la République populaire n'ont envisagé une plus grande concentration de l'agriculture que sur la base du développement de la production parcelleuse, des « intérêts » du paysan parcelleux et de « l'aide » étatique au paysan parcelleux. Lorsque l'on a voulu dépasser ces limites, qui sont celles de rapports de production bourgeois, ce fut une catastrophe sociale aussi grave que lors de la fausse collectivisation stalinienne en Russie.

En résumé, la fameuse « révolution agraire » se ramène à une difficile accumulation du capital dans les campagnes chinoises suivant les deux phases classiques du développement de l'agriculture capitaliste : d'abord, l'instauration de la propriété paysanne, ensuite un lent processus d'expropriation et de concentration sous la poussée des forces productives bourgeoises et d'une grandissante économie de marché.

« Nous lutterons d'abord pour la réduction des fermages et du taux de l'intérêt dans l'ensemble du pays, puis, par l'application de mesures adéquates nous obtiendront progressivement que chaque laboureur ait son champ » (Mao Tsé-toung « Sur le gouvernement de coalition »).

« Si, par la suite, on aide les paysans à s'organiser, progressivement, de leur plein gré, en coopératives de production agricole ou autres, cela entraînera l'accroissement des forces de production » (Ibid).

Il a fallu un quart de siècle (1927-1952) pour que s'achève la première phase : confiscation et partage. Mais avant que la Chine ait une agriculture « moderne », concentrée, c'est-à-dire pleinement capitaliste, nous pouvons espérer que le prolétariat communiste mondial aura eu raison du « socialisme » national, paysan et petit-bourgeois.

23) Du développement historique de l'agriculture chinoise nous tirons une confirmation de fait : son caractère bourgeois. Mais de la politique agraire du P.C.C. nous tirons une critique de principe : elle n'a fait que refléter les processus moléculaires de ce développement sans essayer d'anticiper sur ses conséquences sociales et en particulier le bouleversement des rapports bourgeois de propriété. Citons encore « l'Adresse » de 1850

« Le premier point sur lequel les démocrates entreront en conflit avec les ouvriers, ce sera l'abolition du régime féodal. Comme à la première révolution française, les petits bourgeois voudront remettre aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite bourgeoise qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement où le paysan français se débat à l'heure actuelle. »

« Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que la propriété confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières, que le prolétariat rural associé exploitera avec tous les avantages de la grande culture, grâce à quoi le principe de la propriété commune acquiert tout de suite une base solide au milieu des conditions chancelantes de la propriété bourgeoise. »

Pour les Communistes, il ne s'agissait pas de déterminer si la Chine ou la Russie petite bourgeoise était « mûre » pour cette transformation : le renversement de la domination bourgeoise n'est concevable qu'à l'échelle internationale. Il ne s'agissait pas non plus, dans un pays donné d'inventer des recettes « collectivistes » pour accélérer son développement économique. « Nous écrivons un décret et non un programme » disait Lénine, en commentant le « Décret sur la terre » auquel certains reprochaient d'être le programme des socialistes-révolutionnaires. En un point, cependant, ce « décret » se distinguait de leur « programme » : il n'enfermait pas dans des formes juridiques figées (partage, nationalisation) les aspirations de la paysannerie. Là se trouve toute la différence de programme entre le « socialisme » national et le communisme internationaliste.

24) La politique petite bourgeoise du parti de Mao apparaît sous un jour encore plus net dans la « question ouvrière ». Bien loin d'inscrire sur ses drapeaux l'abolition du salariat, le P.C.C. proclame l'association du capital et du travail, et ne néglige aucune « mesure de bienfaisance » dans la tradition des « socialistes » à la Louis blanc :

« La tâche de la classe ouvrière chinoise, ce n'est pas seulement de lutter pour créer un Etat de la nouvelle démocratie, mais également de lutter pour industrialiser la Chine et réorganiser son agriculture sur de nouvelles bases. »

« Dans l'Etat de la nouvelle démocratie, on appliquera une politique destinée à régulariser les rapports entre le travail et le capital. D'une part, les droits des ouvriers se trouveront préservés : selon la situation concrète, on décrètera la Journée de 8 heures ou de 10 heures, on apportera aussi l'aide nécessaire aux chômeurs, les assurances sociales seront instituées et les droits des syndicats seront préservés. D'autre part, on garantira aux entreprises d'Etat, aux entreprises privées et aux coopératives, les revenus raisonnables d'une gestion rationnelle. Toutes ces mesures viseront à ce que l'Etat aussi bien que les individus, le travail aussi bien que le capital contribuent en commun au développement de la production industrielle » (Mao Tsé-toung « Sur le gouvernement de coalition »).

Un tel programme, une telle pratique ne se distinguent plus en rien du

vieux réformisme des pays capitalistes avancés, des discours électoraux de n'importe quel député « progressiste » ou de n'importe quel ministre « réactionnaire » d'Occident. En appelant cela du « socialisme » et en en revendiquant contre Moscou l'exclusivité, Mao Tsé-toung s'est hissé au niveau « idéologique » des forces de conservation bourgeoise dans le monde. Il a perdu son auréole d'agitateur paysan.

En Chine, la démocratie petite bourgeoise a cessé d'être révolutionnaire dès 1927 ; elle fut réformiste avant même de détenir le pouvoir d'Etat ; aujourd'hui elle est devenue réactionnaire en présentant ses illusions et surtout sa pratique économique-sociale sous l'étiquette de la « construction socialiste ». C'est là toute la signification politique que nous attribuons à son conflit avec Moscou.

25) Ainsi s'achève la destinée historique du « populisme » chinois. Dès la première révolution bourgeoise de 1911, Lénine soulignait le double aspect de l'idéologie de Sun Yat-sen. Utopique était l'idée de réaliser le « socialisme » par la nationalisation des terres, la « limitation » du grand capital et l'application « honnête » par les grandes puissances d'un plan de développement industriel concerté. Mais ce programme avait un contenu révolutionnaire bourgeois que les bolchéviks ont su reconnaître en Chine comme en Russie. En l'adoptant, en le réalisant, le parti de Mao lui a donné le seul « développement original » qui lui était réservé : l'utopie du « socialisme » paysan est devenue l'idéologie réactionnaire de la « construction socialiste » en Chine ; et son contenu révolutionnaire s'est répandu dans l'océan des réformes petites bourgeoises.

Ainsi a dégénéré l'idéologie politique d'une classe, longtemps après que l'histoire ait prononcé son arrêt de mort. A l'opposé, dès la lointaine année 1894, Lénine pouvait annoncer avec les premiers pas du prolétariat russe la faillite idéologique des « amis du peuple », plusieurs décades avant que leur pouvoir « populaire » ait vu le jour :

« Effectivement la campagne se scinde. Mieux, elle s'est déjà complètement scindée. Et avec elle s'est scindé en Russie le vieux socialisme paysan : d'un côté, il a cédé la place au socialisme ouvrier ; de l'autre, il a dégénéré en un vulgaire radicalisme petit-bourgeois. Cette transformation ne peut s'appeler autrement qu'une dégénérescence. La doctrine d'un régime particulier à la vie paysanne, des voies originales de notre développement, a donné naissance à un éclectisme vaseux qui ne peut plus nier que l'économie mercantile est devenue la base du développement économique, qu'elle s'est transformée en économie capitaliste ; mais qui seulement ne veut pas voir le caractère bourgeois de tous les rapports de production, ni la nécessité de lutte des classes sous ce régime. D'un programme politique se proposant de soulever la paysannerie pour la révolution socialiste contre les fondements de la société actuelle, est né un programme se proposant de ravauder, d'« améliorer » la situation de la paysannerie en conservant les fondements de la société actuelle » (Lénine « Ce que sont les « amis du peuple »... »).

## ANTAGONISMES DE L'ORIENT BOURGEOIS

26) A la différence de l'Inde et d'autres pays coloniaux, la Chine est entrée dans l'histoire moderne comme la « colonie de tout le monde ». Très vite l'exportation des capitaux l'emporta sur celle des produits industriels de la vieille métropole anglaise. Pour protéger leurs investissements, les grandes puissances « s'entendirent » sur le partage du pays en sphères d'influence. A Pékin, le corps diplomatique dans son ensemble disposait des finances de l'Etat. Cette situation reflétait, comme l'a montré Lénine, le passage du capitalisme à son

stade suprême : l'impérialisme. Le programme de Wilson pour « l'internationalisation des colonies », sa version « ultra-impérialiste » par Kautsky et le projet formé par Sun Yat-sen de créer un consortium des grandes puissances pour le développement d'une Chine « indépendante » n'avaient pas d'autre base objective.

« Admettons, disait Lénine, que toutes les puissances impérialistes constituent une alliance pour le partage « pacifique » de ces pays d'Asie. Ce sera le « capital financier uni à l'échelle internationale ». Il y a des exemples pratiques d'une telle alliance dans l'histoire du XXe siècle : les rapports de grandes puissances avec la Chine.. Une question se pose : est-il « pensable » qu'avec le maintien du capitalisme (et c'est la condition que suppose Kautsky), de telles alliances ne soient pas éphémères et qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles ? » (Lénine « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme »).

L'exemple de la Chine a montré que c'était impensable. Le pays qui, au début du siècle, donnait les plus grandes promesses d'un développement capitaliste et les plus sûres garanties de profits est devenu le champ clos des guerres civiles et des rivalités impérialistes. Mieux, devant le déchaînement de ces antagonismes, l'impérialisme mondial a dû renoncer à tous ses « plans » économiques en Chine, reportant la concurrence effrénée des capitaux sur les vieilles colonies ou semi-colonies : l'Inde, l'Afrique, l'Amérique du Sud. Là ressurgissent les « plans de développement » et le pacifisme éculé des Wilson et des Kautsky russo-américains. Mais là aussi se préparent, à une échelle encore plus grande, les prochaines explosions révolutionnaires.

27) Le parti de Mao a tout fait pour que sa victoire ne prenne pas le caractère d'une rupture violente de la chaîne impérialiste en Asie. Adhérent plus complètement encore que Sun Yat-sen à la guerre mondiale, le P.C.C. a fait siennes les illusions de la bourgeoisie libérale chinoise sur une « société des nations » et une « coopération internationale » dont la Chine serait bénéficiaire.

« Le P.C.C. approuve la Charte de l'Atlantique et les décisions des conférences de Moscou, du Caire, de Téhéran et de Yaïta...

« Les principes fondamentaux du P.C.C. en politique extérieure sont les suivants : établir et développer les relations diplomatiques avec tous les pays ; résoudre toutes les questions des rapports mutuels (les problèmes de la coordination des opérations militaires, de la conférence de la paix, du commerce, des investissements, etc...) en partant de la nécessité d'écraser les agresseurs fascistes, de maintenir la paix internationale, de respecter mutuellement l'indépendance et l'égalité en droits des Etats, de coopérer mutuellement dans l'intérêt des Etats et des peuples... » (Mao Tsé-toung « Sur le gouvernement de coalition » 1945).

Dès 1924 Sun Yat-sen avait constaté la faillite de ce programme ! Mao Tsé-toung n'y est pas seulement resté fidèle, mais il le prêche encore en guise de « socialisme » :

« Les pays socialistes, grands ou petits, économiquement développés ou non, doivent établir leurs relations sur la base des principes de l'égalité complète, du respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, ainsi que sur la base du soutien et de l'aide mutuels... » (Lettre en 25 points du 14-VI-63).

Contre l'utopie petite bourgeoise d'un « socialisme » des patries réalisant un développement « harmonieux » à travers un commerce « égal », nous reven-

disons la destruction des patries bourgeoises et l'établissement de rapports non mercantiles, et qui précisément ne seront pas « égaux », entre les pays ou s'instaurera demain la dictature prolétarienne !

28) Loin de refléter des « divergences idéologiques », le conflit sino-soviétique se place sur le même terrain des intérêts nationaux bourgeois. Incontestablement, les compromis de l'U.R.S.S. avec la bourgeoisie autochtone ou l'impérialisme étranger ont retardé jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale la constitution d'Etats nationaux bourgeois dans tout l'Orient. Tout comme la révolution russe avait éveillé les mouvements anticoloniaux d'Asie, la contre-révolution stalinienne en a freiné le développement. Mais le parti de Mao qui se dresse aujourd'hui contre Moscou n'a jamais dénoncé cette trahison : ni en 1927, lorsque Staline sacrifiait le prolétariat chinois à la « construction du socialisme » en Russie ; ni en 1937, lorsque le P.C.C. exécuta docilement le journalet des « fronts populaires » en renouant l'alliance avec Tchang Kai-chek ; ni en 1945, lorsque Staline signa avec le même Tchang Kai-chek un traité de paix et d'amitié qui devait durer... 30 ans.

Ce n'est donc pas la prise de conscience des intérêts du mouvement anti-colonial et encore moins la critique du « socialisme » russe qui est à l'origine du conflit sino-soviétique, mais les contradictions entre le développement du capitalisme chinois et les intérêts de l'impérialisme russe :

« Il est encore plus absurde de transposer dans les relations entre pays socialistes la pratique consistant à réaliser des profits aux dépens d'autrui, pratique qui caractérise les relations entre pays capitalistes, et d'aller même jusqu'à considérer que l'« intégration économique » et le « marché commun » mis sur pied par les groupes monopolistes en vue d'accaparer des débouchés et de partager les profits pourraient servir d'exemple pour les pays socialistes dans leur assistance mutuelle et leur coopération économique » (Lettre en 25 points).

29) Le « Programme » que Staline fit adopter au VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale excluait pour la Chine et les autres pays arriérés ce que la Russie venait de s'attribuer : le privilège de la « construction du socialisme » dans ses frontières nationales. Au moment où les intérêts du capitalisme russe se sont intégrés à ceux du marché mondial, la Chine reprend à son compte ce vieux slogan stalinien. Et nous répéterons pour elle ce que Trotsky disait du « socialisme » russe :

« La division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard de la technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques, rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome, isolée dans n'importe quelle contrée du monde » (Trotsky « Thèses sur la révolution permanente »).

« La construction du socialisme » en Chine ne peut signifier que l'accumulation du capital et l'extension d'une économie de marché. Mais cette théorie ne réussit pas à masquer des antagonismes beaucoup plus aigus. Le conflit sino-soviétique, toute l'histoire des mouvements nationaux bourgeois d'Asie et d'Afrique, toutes les conférences sur le commerce mondial ont souligné avec inquiétude le retard croissant de la majorité des pays arriérés, « indépendants » ou pas, « socialistes » ou pas, sur une poignée de grandes puissances impérialistes détenant tous les pouvoirs politiques, économiques et militaires dans le monde actuel.

30) Pour conjurer son sort la bourgeoisie des pays arriérés s'efforce par tous les moyens de faire passer son émancipation politique et nationale comme un gage de l'émancipation sociale et humaine des masses exploitées. Doublement victimes de leur bourgeoisie et des contradictions accumulées par l'impérialisme

mondial, les prolétaires des anciennes colonies trouveront toujours plus de raisons de rompre avec l'idéologie démocratique et réformiste. Ils se souviennent alors que le marxisme et l'Internationale de Lénine n'avaient jamais attendu de la démocratie politique et de l'indépendance nationale la libération des peuples coloniaux de toute exploitation :

« Le capitalisme financier dans ses tendances à l'expansion achète et soudoie « librement » le plus libre des gouvernements démocratiques et républicains, et les fonctionnaires de n'importe quel pays, même « indépendant ». La domination du capital financier, comme du capital en général, ne peut être supprimée par aucune réforme dans le domaine de la démocratie politique ; et l'autodétermination se rattache entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique comme forme plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes » (Lénine « Thèses sur la révolution socialiste et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », 1916).

C'est contre cette forme plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe que le prolétariat de la Chine « populaire », comme de l'Inde russo-américaine, devra reprendre son combat.

*Nous avons interrompu dans ce numéro la publication des deux textes en cours de parution concernant la "question chinoise" (Les leçons de la polemique russo-chinoise et Le mouvement social en Chine — Cf Programme Communiste, numéros 27, 28, 29, 30 et 31), afin de présenter au lecteur les thèses ci-dessus qui ont l'avantage d'exposer, dans une forme condensée, nos positions générales dans ce domaine. Nous espérons compenser ainsi les inconvénients découlant de la publication de textes fractionnés dont la suite doit être attendue tout un trimestre.*

## "Histoire de la gauche communiste"

Les chapitres précédents de cette étude ont été publiés dans les numéros 28, 29 et 31 de « Programme Communiste » auxquels le lecteur est prié de se reporter.

### LA MARCHÉ VERS L'INTERVENTION ITALIENNE ET LE CONGRÈS DE BOLOGNE (mai 1915)

Entre août 1914 et mai 1915, toute la vie politique officielle se concentre sur la question de la « neutralité » ou de l' « intervention » de l'Italie dans la guerre mondiale. Presque tous les courants politiques traditionnels entrent en crise pendant cette période, et nombreux sont ceux qui se divisent en deux courants opposés. La « neutralité absolue » est défendue par un prétendu bloc de socialistes « officiels », de catholiques et de libéraux giolittiens. L'interventionnisme en faveur des empires centraux a fait place à un interventionnisme en faveur de l'Entente auquel les nationalistes se sont parfaitement adaptés.

En apparence, le Parti socialiste italien résiste parfaitement à cette crise. Lorsque le 18 octobre 1914 l'**Avanti** paraît avec un article de Mussolini qui prépare son passage à l'interventionnisme (« **De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante** »), le Parti n'hésite pas un instant : Mussolini est expulsé pour indignité politique et morale — « morale » parce qu'il a reçu des mains de Cachin l'argent destiné à fonder le quotidien « **Il Popolo d'Italia** » qui fera campagne pour la guerre aux côtés de l'Entente. Non seulement il ne se manifeste pas la plus minime opposition à cette mesure, mais des militants et des militantes s'offrent à aller abattre celui qui avait longtemps été considéré comme un espoir du courant de gauche et comme un chef brillant, mais qui n'était plus qu'un traître. Bel exemple d'absence de « culte de la personnalité ».

En réalité, le Parti socialiste ne présente aucune unité dans la question de la guerre. La droite turatienne, qui avait menacé de saboter la mobilisation si le roi décidait d'intervenir aux côtés de Guillaume II, n'en était pas moins violemment opposée au « défaitisme révolutionnaire » théorisé par Lénine non seulement pour la Russie tsariste, mais pour tout État impérialiste. La politique du **centre** se résumait dans le malheureux mot d'ordre de Costantino Lazzari : « **Ni adhérer, ni saboter** » qui signifiait que le Parti devait se dédier à une œuvre de Croix-Rouge civile si la

guerre éclatait en dépit de toutes ses objurgations, mais en aucun cas « faire le jeu de l'ennemi » en semant le défaitisme dans l'armée nationale. Sans doute l'ensemble du Parti défendit-il de toutes les façons et dans toutes les occasions son mot d'ordre d'opposition à toute guerre. Sans doute renvoya-t-il chez eux les sociaux-patriotes Sudekum, Lorand et Destrée, venus d'Allemagne, de France et de Belgique pour obtenir son adhésion à la guerre et résista-t-il à leurs tentatives de corruption. Sans doute la droite aussi bien que le centre refusa-t-elle tout appui à un gouvernement de guerre, tout vote des crédits militaires, et même toute « trêve » de l'opposition socialiste en cas de conflit. Mais cette politique visait uniquement à dégager les responsabilités du Parti socialiste, « à sauver son âme » comme on disait alors. Une pareille politique était digne de pacifistes et de neutralistes, non de révolutionnaires prolétariens.

Il existait cependant dans le Parti un courant qui posait le problème de la guerre dans ses termes justes, et qui s'était manifesté dès le début. Ce courant repoussait le terme et l'idée de la « neutralité » et montrait qu'il convenait uniquement à des démocrates, c'est-à-dire à des gens pour lesquels toute position et action politiques se réduisent à indiquer ce que devrait faire l'Etat dont ils sont eux-mêmes partie intégrante. En tant qu'ennemis de l'Etat et de la classe qu'il représente, les socialistes n'étaient nullement des « neutralistes », disait la gauche. Ce terme ne convenait qu'aux jusqu'aboutistes, aux interventionnistes, aux patriotes, aux chauvins, à tous ceux qui tentaient de désarmer l'opposition révolutionnaire et qui étaient des « neutralistes » de la lutte de classe. Les socialistes eux, étaient « i n t e r v e n t i o n n i s t e s » dans le sens où ils étaient pour la lutte de classe, pour la guerre civile, pour la destruction de l'Etat bourgeois. La gauche n'était ni neutraliste, ni pacifiste parce qu'elle ne croyait pas à la paix permanente entre les Etats. A l'ordre de mobilisation, elle voulait répondre par la grève générale. Elle ne se contentait pas, comme le reste du Parti, de repousser l'idée d'une trêve de la lutte parlementaire des socialistes : elle voulait la lutte révolutionnaire du prolétariat, la guerre de classe qui seule pouvait mettre fin à la guerre entre les peuples (1).

Le conflit entre ces tendances devait éclater au congrès de Bologne qui, les événements s'étant précipités, fut convoqué pour le 19 mai et qui réunit la direction du Parti (neuf membres), le groupe parlementaire (vingt députés), la Confédération générale du Travail (huit membres) et les délégations de nombreuses sections (Reggio Emilia, Rome, Turin, Bologne, Catane, Florence, Gênes, Milan, Pise, Naples, Parme, Modène, Ravenne). Un heurt direct entre les orateurs de la gauche d'une part, les députés et les chefs confédéraux de l'autre se produisit. Les premiers

---

(1) Ces positions furent défendues dans divers hebdomadaires de gauche des fédérations du Parti, parmi lesquels « Le Socialiste » de Naples.

soutenaient que le problème de l'action à mener contre la guerre devait être tranché par les organes du parti et que les députés et les chefs syndicaux devaient se conformer à ses décisions. Ils manifestaient une vive opposition à la formule et à la politique du « **ni adhérer, ni saboter** » que même Serrati, qui avait remplacé Mussolini à la rédaction de l'*Avanti* !, désapprouvait. Ils condamnaient la politique qui consistait à « mettre la guerre en minorité à la Chambre » en faisant bloc avec les giolittiens et les catholiques partisans de la neutralité et ils se dressaient contre la dénonciation des interventionnistes au nom de la « constitution », le parti de classe étant le premier à aller contre la Constitution bourgeoise. Aux chefs syndicaux qui ne se lassaient pas de répéter que la grève générale « échouerait », ils répliquèrent que ce n'était pas de son échec, mais de son succès qu'ils avaient peur. Ils leur reprochèrent de ne pas oser lancer ce mot d'ordre en cas de mobilisation, tout en sachant fort bien que les ouvriers étaient violemment opposés à la guerre, non par peur de la répression, d'ailleurs, mais par crainte de se rendre coupables de trahison envers la patrie, même dans une guerre qui, comme celle qui se préparait, était bel et bien une guerre d'agression et de conquête.

La vigoureuse pression de la gauche s'explique par la fermentation des masses ouvrières de nombreuses villes représentées au Congrès, et en particulier de Turin (2). Elle ne put cependant empêcher le vote d'une résolution incolore dont le but se limitait à « dégager les responsabilités » du Parti socialiste et qui, si elle appelait les prolétaires à « manifester en masse dans la discipline et la dignité », considérait que par là, les socialistes, conscients « de ne pas pouvoir être aujourd'hui les arbitres du monde capitaliste » avaient fait tout « leur devoir envers le Pays et l'histoire, l'Italie et l'Internationale ».

Les seules paroles vraiment prolétariennes et internationalistes publiées dans l'*Avanti* à la veille de l'entrée de l'Italie dans la guerre et qui provenaient de la gauche rendent un tout autre son :

**« Pour ou contre le préjugé national et les scrupules patriotiques !**

**« Vers un pseudo-socialisme nationaliste ou vers une nouvelle Internationale !**

**« Quiconque s'est toujours opposé franchement à la guerre au lieu de dissimuler une honteuse duplicité ne peut avoir qu'une seule position aujourd'hui que la guerre est un fait accompli : contre la guerre, pour le socialisme anti-militariste et international ! »**

---

(2) Le 19 mai, jour du congrès, toutes les usines furent désertées par les ouvriers; des manifestations violentes et des échauffourées avec la police se produisirent dans toute la ville. Le préfet donna les pleins pouvoirs à l'armée qui saccagea brutalement le siège de la Bourse du Travail. A cette occasion, le prolétariat turinois manifesta son courage et sa décision, mais aussi sa difficulté à comprendre que certaines décisions de lutte doivent être nationales et non pas locales.

## LA CONFERENCE DE ROME (février 1917) ET AUTRES MANIFESTATIONS DE LA GAUCHE :

Il fallut attendre les 25 et 26 février 1917 pour qu'il fût possible de convoquer non pas un congrès, mais une simple conférence du Parti, d'ailleurs légale. Dans l'intervalle, le Parti socialiste italien avait maintenu son opposition à la guerre et participé à la reprise des relations internationales à Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et Kienthal (24-30 avril 1916) (3).

A Rome, deux positions entrèrent ouvertement en conflit au cours de la discussion qui porta sur trois points.

Le premier était le rapport de la Direction et du groupe parlementaire critiqué de toutes parts, mais finalement voté pour cette raison sentimentale qu'on ne pouvait désapprouver l'action d'un Parti qui en deux ans de guerre s'était attiré toute la haine et toutes les persécutions possibles du monde bourgeois.

Le second point fut la réunion des partis socialistes des pays de l'Entente convoquée à Paris. Au lieu de refuser la participation à une réunion ainsi limitée à un des deux camps impérialistes, on discuta sur le fait secondaire que le Parti socialiste français avait donné audience aussi bien aux bissolatiens ultra-interventionnistes qu'au Parti socialiste italien. L'extrême-gauche ne manqua pas de faire remarquer que le Parti français et la Deuxième Internationale étaient bien morts : finalement, les socialistes italiens n'allèrent pas à Paris, mais le débat avait manqué de clarté.

Le troisième point était le plus important : l'action du Parti pour faire cesser la guerre et sa politique d'après-guerre. Cette fois, la gauche obtint 14.000 voix contre 17.000 au centre et à la droite.

L'aile pacifiste se contenta de défendre de vains principes démocratiques bourgeois, revendiquant une paix sans annexions, ni indemnités (chose d'autant plus dépourvue de sens que l'Italie était entrée en guerre précisément pour annexer Trieste et le Trentin), le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la Société des Nations (contenu du futur wilsonisme), le rétablissement des libertés populaires, etc..., etc...

Les thèses de la gauche rejetaient toute cette idéologie vide et ultra-

---

(3) Les gauches italiennes ne furent pas représentées à ces conférences et c'est pourquoi le manifeste de la Gauche de Zimmerwald signé par Lénine et Zinoviev ne porte la signature d'aucun Italien. Les représentants du Parti socialiste italien -- Modigliani et Lazzari -- signèrent seulement le manifeste général que Lénine considérait comme « un bon pas en avant vers la lutte réelle contre l'opportunisme, vers la rupture de la scission » et qui reflétait bien aussi la position des spartakistes allemands, Liebknecht et Rosa Luxembourg.

bourgeoise. Elles affirmaient que la guerre avait éclaté parce qu'en régime capitaliste, elle ne peut pas ne pas éclater (comme cela avait été rappelé à Zimmerwald) et que le problème n'était pas de s'installer dans une nouvelle phase de paix, mais d'empêcher de nouvelles guerres. Pour cela, le prolétariat n'avait qu'un moyen à sa disposition : le renversement du capitalisme. Le programme de l'après-guerre devait donc être la prise du pouvoir par le prolétariat et la révolution sociale. Durement éprouvé par une guerre désastreuse (600.000 morts, **officiellement**, sur les champs de bataille), le prolétariat italien saurait répondre à l'appel du parti et arracher le pouvoir à la bourgeoisie jusqu'au-boutiste par les moyens révolutionnaires, au lieu de l'implorer stupidement de devenir pacifiste. Le but du Parti après la guerre n'était pas la paix, mais la révolution de classe.

Si on le compare à ces positions que la gauche prit à la conférence de Rome, le texte de la motion qu'on espérait publier dans **l'Avanti !** peut paraître quelque peu timide, mais cela s'explique par le souci d'éviter la censure. Ce texte est le suivant :

« **La Conférence Nationale du Parti socialiste est certaine d'inter-**  
« **prêter les sentiments du prolétariat italien et mondial en réclamant la**  
« **fin du présent massacre qui va contre les aspirations des classes travail-**  
« **leuses.**

« **Par-delà les situations militaires et politiques dans lesquelles se**  
« **trouvent pour le moment les Etats en guerre, la Conférence pense que**  
« **le Parti socialiste doit consacrer tous ses efforts à l'arrêt de la guerre**  
« **qui ne peut pas trouver de solution même du point de vue militaire.**

« **Estimant qu'il faut prendre sérieusement en considération le mécon-**  
« **tentement provoqué par les douloureuses conséquences du conflit, et que**  
« **le Parti a le devoir de canaliser celui-ci dans une généreuse action de**  
« **solidarité avec les victimes de la situation actuelle, consciente des raisons**  
« **que le socialisme prolétarien a de haïr la guerre.**

« **Conscient du fait que la durée de la paix et l'impossibilité de**  
« **nouveaux conflits armés dépend d'une action de classe du prolétariat**  
« **international énergique et débarrassée de tous les préjugés bourgeois,**  
« **la Conférence souhaite que l'action du Parti socialiste en faveur de**  
« **la paix se concrétise dans les mesures suivantes :**

« **Intensification de la propagande et de l'organisation du Parti dans**  
« **les différentes Sections, les Fédérations provinciales et régionales et dans**  
« **leurs rapports avec la Direction centrale selon un plan de fonctionnement**  
« **intérieur qu'elle demande à la Direction d'étudier et qui permette au**  
« **Parti, lui-même, de remplir ses tâches en toute occasion.**

« **Intensification de la propagande socialiste parmi les femmes et**  
« **les jeunes et dans les organisations de métier, sur la base des tendances**  
« **anti-bourgeoises et anti-impérialistes des travailleurs organisés.**

« **Reprise énergique des rapports avec le mouvement socialiste des**

« autres pays contre la guerre, selon les décisions déjà votées.

« Action parlementaire qui soit l'écho sincère et explicite de la pensée socialiste et qui pose, en toute occasion, la revendication de retour à la paix, sans rapprochement avec les courants bourgeois pacifistes.

« La Conférence fait appel à tous les camarades et à toutes les organisations du Parti pour qu'ils fassent leur devoir au nom de la solidarité internationale des travailleurs et pour l'avènement du socialisme, contre toutes les tentatives de corruption et les menaces de l'adversaire ».

Après la Conférence de Rome, la Direction du Parti ne s'en tint pas moins à la politique hésitante et incolore qui avait suscité de si fortes résistances en février. La première révolution en Russie et l'intervention des Etats-Unis dans la guerre favorisaient la droite qui exploita ces événements dans un sens opposé aux décisions de lutte énergique contre la guerre sous le prétexte que le caractère démocratique de l'Entente était accentué par la présence de la Confédération américaine et par la transformation de la Russie féodale en une République démocratique dont les bourgeois s'imaginaient qu'elle continuerait la guerre contre l'Allemagne. Tandis que la gauche du Parti réagissait contre ces équivoques, la Direction du parti persistait dans la politique nocive qui consistait à traiter les problèmes dans des conférences limitées à elle-même, au Groupe parlementaire et à la direction de la Confédération du Travail, la participation des sections étant nulle ou tout à fait restreinte. A la suite d'une de ces réunions, tenue le 8 mai 1917 à Milan, ces trois organismes publièrent un manifeste intitulé : « Pour la paix et pour l'après-guerre : les revendications immédiates du P.S.I. » qui rappelait les principes de Zimmerwald, détaillait les caractéristiques d'une paix démocratique pour finalement énumérer une série de revendications propres à l'Italie et dépourvues de tout caractère révolutionnaire : République, suffrage populaire illimité, abolition de la diplomatie secrète, autonomie des communes et des régions, décentralisation générale (!), réforme de la bureaucratie et de la justice, législation du travail, limitation de l'émigration, bonifications, nationalisations, etc... Tout le programme économique et social se limitait à la formule réformiste habituelle sur la « reconnaissance effective du droit de tous les travailleurs à une existence digne et humaine », à une timide revendication de socialisation de la terre en commençant par l'expropriation des œuvres pieuses (!) et des terres incultes et en finissant par la formule banale de « la terre à ceux qui la cultivent », pour ne pas parler d'autres petites revendications économiques sans intérêt.

Le document le plus significatif de la réaction de tout le Parti contre cette politique inconsistante et vide des organes centraux est certainement l'ordre du jour voté le 18 mai 1917 par la section de Naples et qui circula par la suite dans tout le Parti. Intitulé **l'attitude du Parti face à la guerre et à la paix**, il mérite d'être cité en entier en raison de son importance et de son caractère systématique :

« **La Section socialiste de Naples, réunie en assemblée pour examiner la situation politique et les délibérations de la conférence tenue à Milan le 8 mai entre la direction du Parti, le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail, exprime ses positions dans les points suivants :**

« **1) Les événements qui jalonnent le développement de la conflagration mondiale sont une confirmation grandissante de la conception socialiste qui voit dans la guerre une conséquence directe du régime capitaliste de tous les pays. Ils démontrent la justesse de la tactique internationaliste qui n'admet pas de trêve dans la lutte de classe du prolétariat contre les institutions bourgeoises dans quelque Etat belligérant que ce soit. Il n'y a aucune raison de modifier ce point de vue qui doit être maintenu même après l'entrée en guerre des Etats-Unis et la révolution russe.**

« **2) De même qu'aucune solution du conflit actuel n'apparaît à l'horizon, de même on ne peut faire confiance à la diplomatie pour assurer une paix durable, ni croire à la possibilité d'appliquer des mesures humanitaires et démocratiques dans le cadre des institutions bourgeoises. L'éventualité de guerres futures ne peut être conjurée que par une action prolétarienne internationale visant à révolutionner les bases de l'ordre social actuel.**

« **3) Les socialistes de tous les pays doivent consacrer tous leurs efforts à arrêter la guerre, en incitant le prolétariat à prendre conscience de sa force et à provoquer par une action de classe décidée la cessation immédiate des hostilités. Ils doivent tenter d'utiliser la crise pour atteindre les buts révolutionnaires du socialisme.**

« **4) Après la paix éventuelle entre les gouvernements bourgeois, le Parti socialiste devra poursuivre une propagande incessante dans les masses ouvrières pour les préparer et les pousser à la réalisation de son programme maximum, abandonnant définitivement toute illusion sur l'avantage des réformes qu'on peut obtenir en régime bourgeois par une collaboration plus ou moins ouverte avec les classes détenant le pouvoir.**

« **5) Dans toute l'Italie, les masses ont donné des signes manifestes de leur mécontentement devant les conséquences de la guerre et de leur ardent désir de paix ; elles ont tourné les yeux vers le Parti socialiste, seul opposé à la guerre, comme vers le guide naturel et le coordinateur de ces aspirations. En même temps, d'autres partis et courants politiques vont tenter d'exploiter cet état d'esprit populaire pour leurs buts particuliers. Abandonnés à eux-mêmes, ces mouvements spontanés dégèneraient en actions désordonnées et chaotiques nuisant aux véritables intérêts du prolétariat. Ce serait pourtant une erreur grave de la part du Parti socialiste d'adopter face à ces mouvements une tactique de freinage parce qu'elle serait contraire à son essence et à ses buts politiques.**

« **La section exprime sa désapprobation ouverte à l'égard des décisions**

« du Congrès de Milan qu'elle juge insuffisantes, ambiguës et inadaptées  
« aux exigences de la situation, alors que la précipitation des événements  
« réclame la plus grande énergie et les résolutions les plus fermes.

« Elle désapprouve le fait que la direction du Parti, dépositaire des  
« délibérations des derniers Congrès, dévie des directives intransigeantes  
« qui lui ont été données et subordonne sa propre attitude et l'orientation  
« du Parti à l'assentiment du Groupe parlementaire et de la Confédération  
« du Travail, alors que le premier a le devoir d'exécuter avec disci-  
« pline les décisions du Parti dont il n'est qu'un organe d'action parti-  
« culier et que la seconde n'a pas à influencer les directives politiques  
« du Parti, même s'il convient de maintenir une entente tactique avec  
« elle.

« Exprime le vœu qu'en toutes circonstances, le Parti sache remplir  
« son devoir au lieu de se perdre en ambiguïtés et en hésitations, et qu'il  
« assume par ses organes et ses militants la tâche de discipliner et de  
« diriger l'agitation et le mouvement des masses, se plaçant à l'avant-  
« garde du prolétariat, sur le terrain de la lutte de classe contre le capi-  
« talisme et le militariste bourgeois ».

Ce texte fut évidemment censuré de la première à la dernière ligne, mais de toutes parts de vives protestations s'élevaient déjà, dans une atmosphère sociale surchauffée, contre les décisions de la Conférence de Milan et le Manifeste du 16 mai. C'est ainsi que les sections et fédérations de Vercelli, Novarre, Alexandrie et surtout de Turin repoussèrent la proposition de la Direction du Parti de ne pas encourager les agitations pour la cessation de la guerre et qu'elles rapelèrent qu' **« une tâche essentielle du Parti est de pousser le prolétariat à imposer la paix en usant de tous les moyens offerts par les circonstances, de préparer et d'organiser dans ce but les forces de la classe ouvrière »** (motion des 1-2 juillet 1917). L'opposition à la politique de la direction fut particulièrement vive parmi les jeunes, qui faisaient leur la motion de gauche mise en minorité au congrès de février.

## **CAPORETTO ET LA REUNION DE FLORENCE**

Les 23-27 juillet 1917, la direction du Parti s'était réunie et avait décidé de participer à la conférence des socialistes de tendance zimmerwaldienne convoquée pour le 10 août à Stockholm en prévision d'une autre conférence de tous les partis de la I<sup>ère</sup> Internationale convoquée par les socialistes russes de droite qui y avaient invité les socialistes coupables d'avoir appuyé la guerre, ce qui avait déplu aux zimmerwaldiens. C'est probablement cette réunion de la Direction, les manifestations qui la suivirent et la tension générale régnant en Italie qui provoquèrent la constitution à Florence d'un comité de la fraction de gauche, qui le 23 août 1917, publia une importante circulaire en vue de la convocation du XV<sup>ème</sup> Congrès national du Parti, renvoyé par la suite à l'automne 1918. Quoique l'ossature théorique de ce texte manque de précision, il exprime bien

une orientation absolument opposée à celle de la Direction. Après avoir relevé qu'il était urgent de discuter l'attitude de celle-ci et du Groupe parlementaire, d'en relever les erreurs et les lacunes et surtout de définir le changement des conditions de lutte et de tracer les grandes lignes de l'action future, la circulaire informe le Parti que les sections et fédérations provinciales de Milan, Turin, Florence, Naples et d'autres moins importantes ont décidé de constituer le premier noyau de la « Fraction intransigeante révolutionnaire » dont le premier acte est « d'exposer les principes qui l'inspirent afin que le Parti les discute sereinement, avec la conscience de la gravité de la situation et de la tâche qui lui incombera ».

**«... Nous estimons que dans un prochain Congrès, le Parti doit adopter solennellement et clairement les positions suivantes :**

a) **La nation et le sentiment bourgeois de patrie, de quelque façon qu'on les comprenne, sont dépassés et incompatibles avec les principes généraux du socialisme...**

b) **Aucune hésitation, aucune préoccupation provenant d'un reste d'idéologie bourgeoise ne doit persister dans la conscience socialiste. Le prolétariat doit au contraire profiter de tout ce qui, pour les classes capitalistes, est cause de faiblesse.**

c) **L'action socialiste devra se déployer EXCLUSIVEMENT sur le terrain de la lutte de classe, avec une tactique strictement et sincèrement révolutionnaire. Le prolétariat doit dire ouvertement qu'il lui faut conduire sa lutte par ses propres moyens, que les buts qu'il poursuit, il les atteindra seulement grâce à son énergie et ses sacrifices, sans céder ni s'accrocher à aucune fraction de la bourgeoisie. Resté seul sur la brèche dans l'opposition à la guerre, le Parti socialiste sera encore seul dans l'action décisive pour la paix et contre le régime capitaliste, source de conflits nouveaux et toujours plus horribles.**

d) **Le Parti doit rappeler que la « violence est l'accoucheuse de toutes les vieilles sociétés grosses d'une société nouvelle, l'instrument grâce auquel le mouvement historique s'accomplit et qui permet de briser les formes politiques sclérosées et mortes ».**

**A partir de ces positions, le XV<sup>me</sup> Congrès du Parti socialiste devra conclure :**

**Face à la faillite de la bourgeoisie qui s'annonce comme la conséquence de la guerre actuelle, fruit d'un système de production et d'échange anarchique et des impérialismes qu'il engendre —, il proclame le droit du prolétariat de tous les pays d'instaurer sa propre dictature, non pas dans l'intérêt d'une seule classe, mais pour le bien-être et le progrès de toute la collectivité.**

**Dans cette conviction et désireux de donner une digne réponse à l'appel lancé en mars dernier par Tchédizé au prolétariat de tous les pays au nom des Soviets russes**

**En prévision de mouvements éventuels, conséquence naturelle de la crise de guerre et du malaise moral et matériel qui va s'étendant et s'aggravant**

**Le Parti se propose de suivre et de guider les agitations ayant un contenu révolutionnaire, de les diriger dans le but d'imposer la paix immédiate et de poursuivre la lutte contre les institutions bourgeoises, non seulement sur le terrain politique, mais aussi au moyen des formes socialistes d'expropriation du capital ».**

Au même moment, en août 1917, les ouvriers du Turin se lançaient de nouveau dans une véritable action de guerre de classe. Le fait que les mouvements aient historiquement coïncidé avec la défaite de Caporetto, la violence de la répression et le procès intenté à tous les chefs locaux du Parti (et à Serrati, courageusement accouru de Milan) devant un tribunal militaire favorisèrent la formation d'une sorte de légende autour de ces événements, d'autant plus que la censure empêchait le Parti de s'exprimer dans ses journaux. Il fut question de centaines de morts et de milliers de blessés, ce qui était exagéré, mais il y eut bien une cinquantaine de morts, dont seulement trois ou quatre parmi les forces de l'ordre. Tout avait commencé par une protestation contre le manque de pain, qui, aussi bien de la part des organisations que de la foule, se transforma en manifestation contre la guerre. Les ouvriers s'emparèrent de toutes les armes qu'ils purent et les soldats leur remirent une partie des leurs, tandis que les femmes assaillaient les autos-blindées. Pour venir à bout du mouvement, il fallut un énorme déploiement de forces, l'arrestation de milliers de manifestants et de militants socialistes, une pression morale inouïe sur les députés et les chefs syndicaux ouvriers, et finalement un procès retentissant où des peines sévères furent prononcées. Or, s'il est une ville où les ouvriers ne pouvaient pas manquer particulièrement de pain c'est bien Turin, puisqu'ils y étaient occupés à une production de guerre, et ce n'est pas non plus la tranchée qui pouvait leur faire peur, puisque, pour les mêmes raisons, ils étaient exemptés de service armé. C'est au contraire en se soulevant qu'ils risquaient d'être envoyés au front, preuve que c'est un fait politique et non économique qui poussa cette avant-garde ouvrière à la lutte.

La bourgeoisie italienne ouvrit une campagne tendant à faire accroire que la défaite de Caporetto avait été préparée par le « complot » de Turin, exagérant l'énergie des dirigeants socialistes à moitié gauchistes de cette ville et réclamant la répression contre les « défaitistes » dans tout le pays, ce que le fascisme réalisa par la suite. Les véritables militants révolutionnaires n'eurent pas de peine à rétorquer que l'accusation d'avoir mis Turin en mouvement pour favoriser la victoire des Autrichiens était fausse. Si le Turin ouvrier avait pu vaincre réduit à ses seules forces, cette victoire aurait été la meilleure invitation aux travailleurs de Vienne et aux soldats autrichiens à s'insurger.

L'exemple héroïque donné par Turin marqua une étape sur la voie

de la préparation du mouvement communiste italien. Quant à la défaite militaire qui donna aux Autrichiens une bonne partie de la Vénétie, elle créa une situation intérieure surchauffée. Les interventionnistes se jetèrent sur le nouveau mot d'ordre de la « défense du territoire national », espérant ébranler la position des prolétaires et des socialistes et parvenir en Italie comme ailleurs, à **l'union sacrée et la concorde nationale complète** et escomptant que le groupe parlementaire socialiste se prêterait au jeu.

A la vérité, il s'en fallut de peu. Sans certains scrupules de la Direction et sans l'appui que tout le Parti lui donna en dépit des difficultés, c'est bien ce qui se serait produit. Plus tard, longtemps encore avant la scission et après, la Gauche en vint à se demander si cela n'aurait pas mieux valu. Mais à cette époque, nombreux furent les militants du Parti qui accoururent à Rome pour empêcher à tout prix la trahison des députés en les retenant physiquement sur le chemin du Quirinal, où, disait-on Turati se préparait déjà à aller.

Pendant tout le mois d'octobre et de novembre, le Parti continua la lutte qui permit plus tard aux droites de revendiquer le mérite de ne pas s'être « déshonorés ». Le fait est que les militants de gauche se montrèrent tellement décidés qu'elles ne parvinrent pas à se débarrasser de... leur honneur ! D'ailleurs, à cette époque, Lazzari et la Direction étaient fermement décidés à empêcher ce que la grande majorité des députés voulait faire, c'est-à-dire, sinon entrer dans un cabinet de « défense nationale », du moins ne pas refuser à un tel cabinet les crédits pour la « défense ». Ce résultat semblait important aux jeunes militants de l'extrême-gauche et c'est pourquoi il ne fut momentanément plus question de la divergence avec Lazzari qui avait désapprouvé le sabotage de la guerre. En pratique, les prolétaires en uniforme avaient appliqué le défaitisme, même si ce fut de façon insuffisante, c'est-à-dire, en désertant les fronts en en jetant les armes au lieu de les conserver pour des actions de classe, comme le faisaient au même moment les soldats russes. S'ils n'avaient pas tiré sur leurs officiers, c'est uniquement parce que ceux-ci avaient déserté avec eux au lieu de tenter de freiner leur fuite par la force des armes. Les masses avaient donc compris tout ce qu'elles peuvent comprendre quand elles sont réduites à leurs seules lumières, et il s'agissait d'empêcher que le Parti socialiste adoptât le mot d'ordre : « **Reprenez les armes ! Sus à l'ennemi !** ». En l'occurrence, ce ne fut pas seulement la gauche de la fraction intransigente, mais **toute** la fraction qui s'unit pour la lutte. Peut-être eut-il mieux valu pour la clarté que les droites se démasquent et que la gauche se détache dès ce moment de ladite fraction, mais tels sont les faits. La Direction adhéra au mouvement fractionnel et convoqua celle-ci à part quand elle le demanda, sans convoquer tous le parti, les députés et les chefs syndicaux. Ce fut une première victoire de la gauche. La réunion fut tenue illégalement (elle avait été interdite par la police), à Florence, le 18 novembre 1917. Elle était ouvertement dirigée contre la droite du Parti, c'est-à-dire contre les députés, les chefs syndicaux et les maires de

quelques communes, comme par exemple Milan et Bologne, qui tous avaient de graves hésitations sur la politique à mener. La motion votée à l'issue de cette réunion est très brève. Elle affirme que « **l'attitude politique du Parti ne peut pas être subordonnée aux fluctuations des opérations militaires** » et condamne énergiquement toute initiative ayant le sens d'une « **adhésion à la guerre ou de la concession d'une trêve avec la classe bourgeoise ou en général d'une modification de l'orientation de l'action prolétarienne** ». Elle conclut en rappelant que le Parti doit résister à toutes les idéologies bourgeoises, maintenir son opposition irréductible à la guerre, à laquelle tous les militants du Parti (et plus particulièrement ceux qui sont chargés de le représenter), sont énergiquement appelés à rester fidèles.

Bien que le texte ne contienne malheureusement pas d'invitation aux hésitants à quitter le Parti, la réunion représenta un grand pas en avant et atteignit son but qui était alors de couper court aux initiatives équivoques des droites et d'enlever à la canaille patriotique la satisfaction d'une parfaite « concorde nationale ».

Après Florence, le groupe des militants les plus décidés, qui avaient fait bloc pendant la réunion, s'organisera de mieux en mieux, en même temps que se cristallisera la plate-forme propre à la « gauche italienne » qui ne sera plus la vieille fraction intransigeante, mais beaucoup plus que cela. Les répercussions de l'heureuse initiative de novembre se feront sentir immédiatement dans les organes de direction eux-mêmes : de novembre à janvier se succèdent les circulaires du Centre visant à mettre fin à l'autonomie des députés et des chefs syndicaux et à maintenir tout le parti sans exception dans la ligne politique arrêtée à Florence et dans la discipline socialiste la plus rigoureuse.

Comprenant qu'il était impossible d'obtenir la solidarité du Parti socialiste, la classe dominante et l'Etat italien déclenchèrent, à la fin de 1917, la plus vigoureuse des répressions contre le mouvement et les agitations ouvrières et toute critique de la guerre fut sévèrement punie. Le 24 janvier 1918, Lazzari et Bombacci, vice-secrétaire du Parti, furent arrêtés et traduits en justice pour complot et défaitisme. A la Chambre, les députés dénoncèrent ces mesures en tant que violation de la démocratie, mais c'est alors que Turati prononça le fameux discours du 23 février dans lequel il proclamait que « **pour les socialistes aussi, la Patrie est sur le Grappa** » faisant allusion à la ligne sur laquelle l'armée italienne s'était repliée pour reconstituer un front de résistance. En dépit de l'arrestation des dirigeants, la Gauche ne laissa pas passer cette manifestation de nationalisme et sut protester contre la déviation qu'elle constituait. Forte de son appui, la Direction put intervenir avec énergie contre le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail qui, en mai, avaient décidé de répondre à l'appel du Gouvernement en participant aux commissions qui devaient étudier les mesures à prendre pour faci-

liter, le moment venu, le passage de l'état de guerre à la paix (4). En juin, elle désavoua même ouvertement le discours dans lequel Turati avait salué la résistance italienne sur la Piave et qui lui avait valu l'accolade du social-démocrate Bissolati, et elle rappela tout le groupe parlementaire au respect des décisions de Florence, réaffirmant de façon explicite les thèses de Zimmerwald et de Kienthal. Le procès contre les socialistes et les manifestants de Turin et aussi contre Serrati, arrêté à son tour en mai, eurent lieu en juillet et les peines prononcées allèrent, pour le camarade Barberis, jusqu'à six ans de réclusion.

## LE XV<sup>me</sup> CONGRES DU PARTI SOCIALISTE - ROME (1-5 septembre 1918)

La bourgeoisie italienne qui, sur le front et dans les querelles diplomatiques entre futurs vainqueurs, jouait son avenir, faisait alors au Parti socialiste l'honneur de croire que si on le provoquait, il susciterait un nouveau Caporetto, comme si cela avait été en son pouvoir. Elle avait vraiment peur du Parti, mais pour calmer la colère révolutionnaire des masses, elle faisait davantage confiance encore à leurs illusions démocratiques qu'à la répression elle-même.

En espérant que les droites parlementaires et syndicales inciteraient le Parti à mettre de l'eau dans son vin, elle autorisa en septembre 1918 la réunion du Congrès qu'elle avait interdit un an plus tôt. Mais en Italie, tout le monde était las de la guerre y compris les droites socialistes qui craignaient une radicalisation révolutionnaire des masses si le conflit ne prenait pas rapidement fin.

Au Congrès qui eut lieu à Rome, 365 sections étaient représentées en dépit des coupes sombres que la mobilisation et les arrestations avaient faites dans les rangs du Parti. C'est que sa lutte contre la guerre avait renforcé le Parti, ce qui apparut nettement dans les énergiques contributions au débat des divers militants prolétariens du Nord et du Sud, aussi rudes et expéditifs qu'impatientés - à juste raison ! - par les manœuvres de la droite parlementaire et confédérale et qu'indignés de la défense du « principe sacré de l'indépendance nationale » auquel se livra Turati et des « distinguo » subtils et professoraux de Graziadei.

Tandis que les droites évitaient la plus minime allusion à la révolution bolchévique, Repossi qui appartenait depuis longtemps à la Gauche, se prononça avec décision en faveur de Lénine et de la dictature du prolétariat, et pour la mise en accusation du roi et du gouvernement d'Italie ; et il conclut : « **Classe contre classe ! D'un côté, la bourgeoisie toute entière contre nous ; de l'autre côté, nous socialistes, seuls contre tous : voilà notre tâche** ».

---

(4) Turati fut le seul député qui refusa de quitter la commission gouvernementale.

C'est l'avocat Salvatori, de Livourne, qui avait déjà assisté aux Congrès de Bologne en 1915 et de Florence en 1917 qui défendit les thèses de l'extrême-gauche. Il déplora dans son discours qu'une rupture ouverte entre les deux ailes du Parti ne se soit pas produite et que celui-ci se soit adapté à la formule « ni adhérer, ni saboter ». Dès le début, soutint-il, les droites auraient dû adhérer à la guerre, et les gauches la saboter sans attendre. Il rédigea une motion d'extrême-gauche qui non seulement désavouait le Groupe parlementaire, mais qui déplorait la faiblesse de la Direction elle-même. Modigliani se leva pour dire que tous les députés présenteraient leur démission si une telle motion était votée. Après de longs et orageux débats, une formule atténuée fut mise au point et Modigliani lui-même ne la repoussa pas. Ainsi modifiée, la motion de Salvatori recueillit 14.015 voix contre 2.507 à une motion centriste et 2.505 à une motion de Modigliani. Une fois de plus, les principes valables que la gauche n'avait pas cessé de défendre ne se traduisaient pas par une rupture nette et radicale dans la pratique, et le scrupule de l'unité conduisait en fait sinon en principe à passer l'éponge sur le passé. Le texte de la motion adoucie disait en effet :

**« Le XV<sup>me</sup> Congrès du Parti italien : 1) applaudit à l'œuvre de sa direction sur le terrain de la politique internationale et il approuve également son attitude dans les questions intérieures tout en estimant que par amour de l'unité de toutes les forces socialistes, elle a fait preuve d'une tolérance excessive envers certains groupes, organisations et personnes. 2) Considérant que « L'Avanti ! » a écrit pendant cette période de guerre une page de classe glorieuse, spécialement en sonnant l'alarme contre le danger de collaboration et en mobilisant autour de lui toutes les énergies socialistes, il le signale à la reconnaissance du prolétariat. 3) En ce qui concerne le Groupe parlementaire, il prend acte de son œuvre positive jusqu'au Congrès de Rome en février 1917, mais il déclare que par la suite son action n'a pas répondu aux décisions dudit Congrès, ni aux directives des congrès de Reggio et d'Ancône, dont l'application était réclamée par la Direction du Parti et par les masses organisées, soit par la faute de quelques-uns, soit du fait des décisions de sa majorité, et ceci en dépit des appels à une opposition plus énergique à la guerre et à un contact plus étroit avec les masses. (Il réprouve) en particulier le dernier discours de Turati et le vote de solidarité du Groupe parlementaire qui lui a fait suite, et il invite celui-ci à s'en tenir rigoureusement à la volonté du Parti et aux directives de ses organes responsables. 4) Il réaffirme que le Groupe parlementaire socialiste doit, dans toutes ses manifestations politiques publiques, respecter la discipline à l'égard des décisions de la Direction à laquelle incombe la responsabilité des directives du Parti ; c'est pourquoi, modifiant opportunément le Statut, il confie à la Direction elle-même le soin de régler ces relations...même dans le cas de situations parlementaires imprévues, au besoin par des sanctions allant jusqu'à l'expulsion. Le recours éventuel de l'expulsé devra être présenté à la Direction et sera examiné a referendum par les Sections, ou bien par le Congrès s'il a déjà été convoqué. »**

Tout cela n'empêcha pas le Groupe parlementaire de recommencer à en faire à sa tête peu de mois plus tard, et la Direction de laisser courir. La vérité est que le Congrès avait éludé les questions de fond pour se perdre dans des querelles à propos d'actes isolés, dans des accusations et contre-accusations personnelles vaines.

Un an auparavant, quand il avait été question pour la première fois d'un congrès, l'extrême gauche avait demandé que le débat **épuisse** les questions et que l'on n'évite pas les débats « théoriques » généralement redoutés par peur de divergences susceptibles de compromettre l'unité du Parti. Elle avait montré que **« le débat se plaçait nettement sur le terrain pratique puisqu'il intéressait l'action à mener en Italie et les méthodes à suivre dans cette action dans les rapports internationaux. La divergence pratique étant donnée, la meilleure manière de la perpétuer, de l'exagérer et de la rendre ainsi fatale à l'unité véritable du Parti est de la laisser subsister en faisant confiance pour la résoudre, au Hasard, aux Événements, aux Situations et à Sa Majesté l'Opportunité. La façon honnête, virile de résoudre la question est au contraire de décider laquelle des deux tendances est dans la ligne du programme du Parti et correspond aux buts qu'il se propose. (Là) nous sommes en pleine question théorique. Il faut se convaincre qu'il est temps d'affronter celle-ci et de la résoudre pour procéder avec sûreté sur le plan de l'action »**. (Extrait de l'article **« Pour une discussion exhaustive »**, *Avanti*, 13/10/1917.)

Du fait que les questions de fond n'avaient pas été élucidées, la nouvelle direction issue du congrès de Rome ne fut pas en mesure de changer l'état de choses en vigueur dans le Parti, c'est-à-dire de redresser l'organisation, d'éliminer les hésitations et les égarements passés, à la grande humiliation des « praticiens », des « concrétistes », de tous ceux qui attendaient de l'« évolution des situations » la solution de toutes les questions et, bien entendu, des unitaires à tous prix.

Pourtant, la guerre touchait à sa fin avec la victoire de Vittorio Veneto si hautement célébrée par la bourgeoisie italienne et la rentrée triomphale de l'armée dans les terres et les villes libérées. Mais du même coup, les problèmes tant attendus de « l'après-guerre » commençaient à se poser dans toute leur âpreté.

## LES JEUNES SOCIALISTES PENDANT LA GUERRE

A la veille de la guerre de 1914-18, le mouvement des Jeunesses socialistes avait donné un appui considérable à l'aile révolutionnaire du Parti. Après la guerre, il jouera un rôle capital. C'est pourquoi, avant de passer à l'étude de cette période, il nous faut revenir brièvement sur son attitude au cours du conflit.

En août 1914, à l'éclatement de la guerre européenne, la Fédération des Jeunesses socialistes avait eu, face à la trahison des sociaux-patriotes, la même position décidée que la gauche du Parti. Lorsqu'en octobre

1914 Mussolini fit la volte-face que l'on sait, elle convoqua d'urgence une Conférence nationale à laquelle assistait le directeur de son journal « **L'Avanguardia** », Lido Caiani, qui, quelques jours plus tard, devait passer avec armes et bagages dans le camp des interventionnistes, mais qui ne fut suivi par aucun autre membre des Jeunesses socialistes.

L'ordre du jour voté le 25 octobre à cette conférence de Bologne et qui fut publié dans « **L'Avanguardia** » du 8/11/1914 déclarait :

« ...Le mouvement de jeunesse doit conserver son aversion théorique et pratique pour toute guerre parce que... l'insuccès des socialistes des Etats belligérants a démontré que toute concession des socialistes aux mensonges du militarisme servent uniquement à traîner le prolétariat dans des guerres fratricides, conséquences fatales de la structure intime de l'économie et de la société capitalistes modernes, dont le socialisme est l'antithèse théorique et pratique. »

Il décidait :

« ...que la Fédération des Jeunesses devait mener son action politique en accord avec le Parti Socialiste et toutes les organisations prolétariennes, faisant appel au prolétariat, au cas où l'Italie serait entrée à son tour dans la guerre, pour qu'il s'y oppose avec la dernière énergie. »

Il condamnait :

« ...la réserve de « **L'Avanguardia** » face à la guerre et... ses sympathies sentimentales pour une des parties belligérantes... sa prise de position en faveur de la guerre dans certaines conditions, toutes choses incompatibles avec une saine conception socialiste et une juste appréciation des faits. »

Après Bologne, l'orientation du journal « **L'Avanguardia** » fut complètement redressée et il suivit fidèlement la ligne d'une action radicale contre la guerre. La preuve en est donnée par l'important Congrès de la Fédération des Jeunesses qui eut lieu à Reggio Emilia les 10 et 11 mai 1915 à la veille de l'entrée de l'Italie en guerre. Y assistaient 107 délégués de 305 sections représentant environ 10.000 inscrits. Sur le rapport du Comité central et du journal, l'ordre du jour suivant fut approuvé :

« Le Congrès constate que le CC et la direction de « **L'Avanguardia** » ont suivi, après la conférence nationale de Bologne du 25 octobre 1914, une conduite conforme aux aspirations du mouvement des Jeunesses socialistes, il approuve leur action et passe à l'ordre du jour. »

Sur l'action contre la guerre, l'ordre du jour suivant fut approuvé à une grande majorité :

« Les jeunes socialistes affirment qu'il est plus que jamais néces-

« saire de souligner l'abîme qui sépare la bourgeoisie du prolétariat.  
« Ils croient et espèrent que la grève générale serait, en cas de guerre,  
« le signe le plus efficace de cet abîme et ils donnent mandat à ceux de  
« leurs représentants qui se rendront au congrès national de Bologne du  
« Parti de défendre leurs convictions et leur volonté de sauvegarder à  
« n'importe quel prix les idéaux et les intérêts de la classe travailleuse. »

Cet ordre du jour est important à cause du principe du **défaitisme révolutionnaire** qui s'exprime dans la proposition de grève générale en cas de guerre, et il fut effectivement présenté au congrès du Parti adulte à Bologne en mai 1915, qui malheureusement le repoussa. Immédiatement après, le journal des Jeunesses s'orienta nettement à gauche, développant les mêmes idées que l'extrême-gauche du Parti adulte au congrès de février 1917 à Rome. En prévision des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai 1917, la Fédération des Jeunesses s'adressa au Parti pour obtenir des directives plus nettes et plus énergiques que celles dont la majorité s'était contentée en février et qui se résumaient dans la vague formule : « Harmoniser l'action ultérieure du Parti avec celle qu'il a conduite jusque-là ». Dès juillet 1917, l'organe des jeunes exprime clairement l'idée qu'après la guerre, l'Internationale socialiste devra scissionner et que les vieux chefs qui ont trahi en 1914 devront être rejetés, un véritable abîme séparant les marxistes révolutionnaires de tous les social-patriotes. Dans le domaine intérieur, les Jeunesses font une âpre critique de la Direction du Parti qui n'a pas tenu sa promesse de prendre en considération l'ordre du jour présenté par la gauche au congrès de février et qui dans les conférences restreintes d'avril et de mai à Milan a pris une attitude en substance pacifiste et gradualiste. Pour l'ordre du jour de la gauche au Congrès de Rome, les Jeunesses proposaient une ajoute qui mérite d'être citée puisqu'elle demandait qu' « **une orientation de classe nette soit im-**  
« **posée à la Confédération générale du Travail et que dans toutes les**  
« **circonstances convenables (événements exceptionnels, procès politiques,**  
« **crises parlementaires, provocations internationales, etc...) la grève gé-**  
« **rale soit décrétée et que des meetings soient convoqués sur le mot d'or-**  
« **dre : « Non la victoire, mais la paix ! »**

De même, à la conférence de Milan des 9-10 avril 1917, la Fédération des Jeunesses socialistes avait envoyé à la Direction l'appel suivant :

« **Estimant que ce serait commettre une grave erreur politique et se tenir en dehors de la réalité que de ne pas tenir compte du mécontentement populaire qui est une conséquence fatale de la guerre, et tout autant de faire confiance à la vague formule « harmoniser l'action ultérieure du Parti avec l'action menée jusque là ».**

« **Estimant, d'autre part, que le mécontentement populaire actuel pourrait être utilisé comme ancre de salut par les pseudo-démocrates et les républicains partisans de l'intervention, et exploité pour une insurrection non socialiste et anti-socialiste qui conduirait l'Italie à l'application de programmes républicains bourgeois,**

**« La Fédération des Jeunesses socialistes exprime le vœu que, s'inspirant des événements de Russie et d'Amérique et de l'état d'esprit créé par la guerre, la Direction du Parti définisse une politique capable de diriger, coordonner et unifier le prolétariat dans sa pensée et son action ».**

Les 23-24/9/1917, la Fédération des Jeunesses socialistes réussit à tenir un nouveau Congrès national à Florence avec 150 délégués représentant 300 sections et environ 9.000 inscrits. Le Congrès donna son adhésion à la circulaire plus haut citée de la fraction révolutionnaire intransigeante qui s'était constituée, comme nous l'avons déjà vu, en réaction au centrisme et au manque d'énergie de la Direction, et dans le but de défendre celle-ci contre le danger du social-patriotisme. Il vota, en outre, un ordre du jour sur l'Internationale dont nous citerons les passages les plus remarquables :

**« Le Congrès de la Jeunesse socialiste, étant donné que les événements historiques en Russie confirment brillamment la justesse des principes de la lutte de classe que nous propageons, salue fraternellement la Russie révolutionnaire et voit dans sa victoire, la victoire des idées révolutionnaires.**

**Estimant que la révolution russe n'a pu remporter sa victoire pleinement socialiste que par la lutte contre le gouvernement bourgeois et le social-patriotisme et que, de même, dans tous les autres pays la tactique révolutionnaire ne peut triompher que par la lutte la plus âpre contre le social-patriotisme national, affirme qu'une des tâches de la Jeunesse socialiste est d'œuvrer au sein du mouvement prolétarien dans le sens de la lutte révolutionnaire pour le triomphe de nos principes ».**

Après octobre 1917, l'organe de la Fédération des Jeunesses socialistes fit preuve d'une vibrante sensibilité à l'égard de la Révolution russe et de la victoire bolchévique. Il commença à agiter toujours plus vigoureusement le problème de la nouvelle Internationale. Jusqu'à la fin de la guerre, en dépit des départs successifs des rédacteurs de **L'Avanguardia** à l'armée et des coupes sombres faites par la guerre dans les rangs des militants les plus jeunes, le mouvement des Jeunesses se prépare nettement à la lutte décisive qui approche entre l'aile gauche du Parti socialiste et les résidus du passé réformiste qui restent dans ses rangs et dont le terrain devra être débarrassé.

(A suivre)

## Les dernières coquetteries politiques de la "vieille dame"

Le 35<sup>me</sup> Congrès de la C.G.T. qui s'est tenu en mai dernier, mérite une attention particulière ; non pas en raison des promesses habituelles et fallacieuses des bonzes syndicaux ("union plus large", "efficacité plus grande", etc...) mais des décisions qui y ont été prises dans le sens de rompre avec les dernières traditions survivant du passé. De ce congrès, ce qu'il ressort d'intéressant, en effet, ce ne sont pas les perspectives qu'il ouvre, mais celles qu'il clôt. Avant de les examiner il convient toutefois de rappeler pourquoi notre critique sévère et assidue se concentre sur l'activité de la C.G.T. alors qu'elle néglige ostensiblement celle de Force Ouvrière ou des syndicats ex-chrétiens.

Dans cette matière comme dans bien d'autres, notre attitude diffère totalement de celle de diverses *oppositions* de gauche qui s'efforcent de lutter contre le réformisme et l'opportunisme tout-puissants dans les syndicats ouvriers. Ces oppositions choisissent en effet le lieu de leur activité en fonction du "climat" plus ou moins "démocratique" qui y règne, interviennent de préférence là où leur est consentie une toute relative "liberté d'expression". En tant que communistes révolutionnaires, nous obéissons à un critère qui découle de considérations tout opposées. La C.G.T. est en France la seule organisation syndicale rattachée à une tradition authentiquement prolétarienne. Elle seule s'y réclame, formellement tout au moins, de la lutte des classes. Parmi les masses ouvrières qui lui accordent leur confiance, il existe bon nombre de militants qui le font au nom de la défense *collective* des intérêts ouvriers et sous le signe d'une aspiration au socialisme, sincère sinon correctement formulée. C'est donc au sein de la C.G.T. que le parti de classe de demain doit s'efforcer de faire entendre sa voix. Si son caractère embryonnaire et la faiblesse numérique qui en découle ne lui permettent pas encore de s'y imposer ; si le découragement et la confusion habilement utilisés par les canailles opportunistes qui dirigent la C.G.T. leur permettent impunément de faire taire toute opposition par d'infâmes moyens policiers, par la ruse, la calomnie ou les coups, ce n'est là qu'une raison supplémentaire de parler et d'écrire en premier lieu pour la masse des ouvriers que ces dirigeants abusent. Notre place est là où se trouve la fraction organisée du prolétariat qui, dans des circonstances plus favorables, sera apte à comprendre notre langage de classe, plutôt que dans des organisations où notre expression ne serait tolérée que parce qu'elle leur conférerait un certain vernis démocratique tout en restant sans écho.

Notre thèse, souvent formulée en détail ici même, doit être brièvement résumée pour l'intelligence de notre critique. Dans sa phase impérialiste, le capitalisme dispose de moyens formidables propres à corrompre profondément de larges couches de la classe ouvrière et à s'assurer le concours étroit de leurs organisations syndicales. Mais cette phase est également traversée de catastrophes économiques et de bouleversements politiques qui, à leur point extrême de tension, ne peuvent aboutir qu'à la dictature du prolétariat ou à l'affirmation d'une dictature encore plus ouvertement totalitaire du capital. En conséquence, l'opportu-

nisme classique des valets syndicaux de la bourgeoisie se trouve contraint, de crise en crise, à abandonner toute position stable reposant sur son rôle d'*intermédiaire* entre capital et salariat. A un moment déterminé de cette évolution, doit obligatoirement se dessiner un tournant critique qui peut signifier la possibilité de la reprise d'une lutte décisive du prolétariat.

En se référant à cette thèse, il est aisé de comprendre l'intérêt que représente l'étude des étapes successives de l'évolution de l'opportunisme syndical dans la maturation des conditions qui, tôt ou tard, propulseront à nouveau le prolétariat sur son propre terrain de combat. De la façon plus ou moins évidente, plus ou moins achevée dont s'opère l'asservissement des syndicats à l'Etat capitaliste, découlent les possibilités plus ou moins grandes de réveil, chez les ouvriers, de leur vivace instinct social, donc un trajet plus ou moins court à parcourir pour revenir à des positions de classe. Cependant, en dépit de la tendance générale du capitalisme à contrôler de plus en plus près le syndicat, le processus qui, de défaite en défaite, doit conduire cette organisation ouvrière sous la coupe des gouvernements bourgeois, s'avère plus ou moins rapide selon les pays et selon les traits caractéristiques des luttes sociales et des bouleversements politiques qui s'y sont produits. Achevé depuis le début du siècle en Grande-Bretagne, ce processus a été interrompu et ajourné, sur le continent européen, par la révolution russe d'octobre 1917 et la formation de la III<sup>e</sup> Internationale. Le phénomène n'a repris son cours qu'avec la dégénérescence du communisme moscovite et la seconde guerre impérialiste ; mais aujourd'hui encore, il a abouti, selon les pays, à des résultats variés. Ici, la bureaucratie syndicale est directement liée aux organismes d'Etat ; là, elle est contrôlée par un des grands partis bourgeois de gouvernement ; ailleurs encore, la pluralité syndicale partage le travail entre les organisations qui se plient ouvertement aux directives capitalistes et celles dont la collaboration de classe et le sabotage effectif des grèves se dissimulent sous une phraséologie de pure dénigration verbale de la politique du pouvoir. La C.G.T. appartient à cette dernière catégorie et c'est pourquoi certaines décisions de son récent congrès, en ce qu'elles déchirent le voile « oppositionnel » qui camoufle sa capitulation sociale, revêtent à nos yeux une certaine importance.

## FASTES ET DECHEANCE DE LA C. G. T.

Pour des raisons historiques qui ont été longuement exposées ici même (cf « Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français », PROGRAMME COMMUNISTE, nos 22 à 26), le contrôle du mouvement syndical par la Social-démocratie n'a jamais été, en France, ni général, ni stable. A cause d'un développement inégal et relativement faible des centres industriels, en raison de la compromission politique précoce de la section française de la Seconde Internationale, l'influence primitivement gagnée par les socialistes sur la « Fédération des Syndicats » dura peu. La majorité anarcho-syndicaliste qui prit sa place créa la C.G.T. au prix d'un vaste effort de regroupement s'appuyant sur l'activité et le dynamisme des Bourses du Travail. Le syndicalisme révolutionnaire, à son tour, donna à la C.G.T. ses principaux titres de gloire, lutta avec une énergie égale contre le réformisme corporatif et le « gouvernementalisme » socialiste, renoua avec la tradition des 1<sup>er</sup> mai héroïques, remit en honneur les méthodes d'action directe et le principe de la grève générale, raviva face à la Seconde Internationale assagie, l'internationalisme et l'antimilitarisme de classe. Ces mérites incontestables ne peuvent faire oublier cependant que sa vision utopiste de la révolution ouvrière, dépourvue de tout programme et hostile à la dictature du prolétariat, consacrait la division artificielle de la lutte de classe en deux secteurs distincts : l'un économique, réservé au syndicat, l'autre politique à la charge du parti.

Sur cette division s'est greffé le *pluralisme syndical* auquel, plus tard, l'Internationale communiste dut, bien contre son gré, se plier en ce qui concerne la France. Après la première guerre mondiale, au cours de laquelle les syndicalistes révolutionnaires aussi bien que les socialistes s'étaient patriotiquement vautrés dans l'*Union sacrée*, une réaction de classe, profonde et saine, se manifesta en

écho à la révolution russe et à la constitution de la IIIe Internationale. Mais les révolutionnaires qui en prirent la tête se laissèrent exclure de la C.G.T. et ne sauvèrent leur plateforme de classe qu'en fondant la C.G.T.U. Bien qu'animée d'un esprit de lutte et d'une volonté de classe qui contrastait avec la servilité politique et sociale de la C. G. T. « réformiste », cette initiative intériorisait à l'échelle nationale comme internationale la division profonde des organisations ouvrières de défense immédiate. Si la scission laissait subsister la chance d'un regroupement unitaire lié à une victoire internationale du communisme, elle créait également les conditions d'une rechute dans l'opportunisme et le réformisme dans le cas où l'I.C. et l'Etat russe en viendraient — comme ils le firent effectivement — à capituler devant le capitalisme mondial à la suite de l'échec de la révolution européenne : c'est bien d'ailleurs au nom de « l'unité retrouvée » que la C.G.T.U. devait se dissoudre dans la C.G.T. réformiste lors de la contre-révolution stalinienne et tandis que l'U.R.S.S. abandonnait la perspective de la révolution mondiale pour se replier sur le mot d'ordre frauduleux du « socialisme en un seul pays ». La réunification syndicale de 1936 fut payée au prix exorbitant de l'alignement de toutes les tendances — communiste comprise — sous le signe d'une nouvelle union sacrée destinée à préparer le second carnage impérialiste et par le reniement de la dictature du prolétariat au profit de la *défense de la démocratie*.

Dans la bouche des renégats de cette époque, le chantage à l'unité était d'autant plus fallacieux que cette unité devait être plus qu'éphémère et que, d'une façon générale, depuis le tragique fiasco syndical et politique d'août 1914, le mouvement ouvrier ne s'est « unifié » en France que chaque fois qu'il s'agissait de liquider une phase d'agitation sociale ou de passer un cap périlleux pour la domination bourgeoise, et toujours durant le temps tout juste nécessaire à cette liquidation ou à ce passage. Dans ce pays, l'histoire des luttes ouvrières présente en effet un trait typique qui se manifeste avec constance tout au long de sa phase contemporaine. Après la défaite de la révolution européenne, la capitulation de l'I.C. et les alliances conclues entre l'Etat soviétique et les grandes puissances impérialistes, l'asservissement des syndicats au capitalisme redevenait un fait inévitable et normal. Comme il s'opérait cependant par l'intermédiaire de la politique du Parti Communiste Français, elle-même déterminée par la ligne sinieuse de la diplomatie stalinienne, il devait obligatoirement se manifester sur un rythme contradictoire, propre à décontenancer les observateurs superficiels et à masquer aux yeux des ouvriers la continuité défaitiste qu'il recouvrait. Il suffira pour s'en convaincre d'en retracer ici quelques étapes principales.

De 1934 à 1936 la diplomatie russe opéra un tournant de 180°. Menacée d'encerclement par l'Allemagne hitlérienne, l'U.R.S.S., entre ces deux dates, s'efforce de se rapprocher de la France. A un traité d'alliance militaire plus ou moins efficace avec ce pays, elle sacrifie l'attitude de combat qui, à cette époque, est encore celle du P.C.F., le contraint à renoncer à ses diatribes contre la S.F.I.O. enjoint à la C.G.T.U. de rechercher l'entente avec la C.G.T. et ses chefs. Elle prépare, en un mot, la politique qui triomphera avec le Front Populaire, Socialistes et communistes s'étant ainsi réconciliés rien ne s'oppose plus à la réunification syndicale qui se réalise au Congrès de Toulouse de la même année. C'est la liquidation définitive de toute orientation de classe à l'intérieur du mouvement syndical français : la C.G.T. réunifiée érige une plateforme qui *renonce* pratiquement à la destruction révolutionnaire du salariat, qui substitue l'action parlementaire à la grève générale, remplace l'action directe par les conventions collectives et le recours à l'arbitrage de l'Etat et qui porte les premiers coups décisifs à cette résistance traditionnelle des ouvriers aux méthodes haïes de la surexploitation : travail aux pièces, heures supplémentaires, prolifération de la hiérarchie salariale.

C'est donc de 1936 que nous pouvons dater la dégénérescence opportuniste de la C.G.T. Toutefois, pour comprendre la longueur et la complexité du processus de cette dégénérescence, il convient de garder deux données de faits présentes

à l'esprit. D'une part la C.G.T. — c'est-à-dire l'expression *syndicale* du mouvement prolétarien — ne pouvait se maintenir sur des positions de classe cohérentes du moment que son expression *politique*, le parti communiste, les abandonnait : l'évolution des dirigeants de la centrale réunifiée vers des positions toujours plus ouvertement de collaboration de classe était donc, dès cette époque, prévisible. D'autre part, cette évolution, de par les conditions même dans lesquelles elle s'effectuait, devait s'affirmer avec le plus d'évidence lorsque les partis ouvriers collaboraient directement à des gouvernements bourgeois de coalition tandis qu'elle se dissimulerait davantage dans les périodes où ces mêmes partis passeraient dans l'*opposition parlementaire*. C'est précisément cette seconde éventualité qui a constitué la cure de jouvence de l'opportunisme en général et de l'opportunisme « cégétiste » en particulier. On ne peut pas ne pas tenir compte de cela face à la sottise prétention petite-bourgeoise des phillistins impatientés de l'immédiatisme qui s'indignent périodiquement de la fidélité moutonnaire des ouvriers à l'égard des dirigeants qui les trahissent. L'habileté du P.C.F. et de ses agents syndicaux durant ces dernières décennies s'est ramenée à cette tactique qui consiste à *critiquer* bruyamment tel ou tel *effet* de la politique des gouvernements bourgeois tout en se gardant bien de mettre en cause les fondements économiques et sociaux de la domination du capital. La clarification politique par l'œuvre des *faits* exige plus de patience, mais celle-ci est sur le point d'être récompensée : il devient progressivement évident que le processus de dégénérescence du P.C.F. et de la C.G.T. est irréversible et qu'après chaque phase plus ou moins longue « d'opposition » surviennent des situations qui étaient au grand jour les résultats d'une collaboration de classe plus affirmée que celle de la phase précédente. La grande presse appelle « tournants sensationnels » ce qui n'est que l'aboutissement logique d'une lente transformation souterraine.

Cette loi qui régit la déchéance opportuniste des organisations ouvrières, est illustrée avec une éloquence particulière par l'histoire de la C.G.T. après 1936. L'unité réalisée à Toulouse ne dura pas plus longtemps que les circonstances qui l'avaient motivée. Elle était le reflet d'une manœuvre de politique intérieure qui, elle-même, reposait sur la perspective d'une coalition militaire anglo-franco-russe. Cette alliance ayant avorté, l'U.R.S.S. ayant conclu avec le III<sup>e</sup> Reich un pacte de « non-agression » qui donna le signal du second conflit mondial, l'amalgame de « réformistes » traditionnels et de « communistes » moscovites qui dirigeait la C.G.T. explosa ; les premiers se rangeant docilement derrière le gouvernement français en guerre ; les seconds, après avoir été les « sac-au-dos » de l'antifascisme belliciste, se muant provisoirement en « champions de la paix ». Qu'en dépit de ce tournant la tradition prolétarienne et la ligne révolutionnaire aient été définitivement brisées dans la C.G.T., la suite le prouve. Dès que l'U.R.S.S. envahit par son allié de la veille passa dans le camp occidental, que les « communistes », en conséquence, se reconvertirent au patriotisme et aux actes de résistance contre le « bôche exécré », la C.G.T. fut reconstituée sur une base de collaboration de classe encore plus affirmée que celle de 1936, encore plus ouvertement pro-nationale, pro-démocratique, une base d'*union sacrée*. On le vit clairement lorsque la paix étant revenue, la C.G.T. unique à double-tête appela les ouvriers à sacrifier leurs revendications économiques les plus modestes pour participer à la reconstruction patriotique. Il faut constater tout ce qui sépare *cette C.G.T.-là* de l'organisation construite à la fin du siècle dernier par des révolutionnaires pour comprendre que les capitulations récentes des Frachon et consorts sont dans la ligne normale que la C.G.T. a empruntée il y a près de trente ans lors de son tournant antifasciste. Les fondateurs de l'organisation ne considéraient les revendications immédiates nécessaires que pour autant que le capitalisme pouvait les satisfaire et ils se promettaient de renverser ce dernier par la force lorsqu'il ne serait plus à même de consentir ses aumônes habituelles aux salariés. Or, cette situation s'est établie au lendemain de la seconde guerre et les dirigeants de la C.G.T., bien loin de l'exploiter pour replacer les ouvriers sur des positions de classe, ont tiré au contraire argument du délabrement de l'économie pour demander aux exploités, non pas de revendiquer mais de *produire*. Il fallait, disaient les Thorez et Frachon de cette époque, *reconstruire*

l'appareil productif, développer la production pour que les ouvriers puissent en réclamer leur part. Effectivement, pour que cette part demeurât ce qu'elle est toujours en régime capitaliste, la part congrue, il fallait redonner au capital toute sa puissance économique, à l'Etat bourgeois toute sa force répressive. Les dirigeants de la C.G.T. s'y employèrent fort bien puisqu'aujourd'hui le capital a retrouvé la force d'imposer ses conditions les plus draconiennes et de lock-outer les récalcitrants avec l'appui d'un appareil répressif comme ce pays n'en avait jamais connu.

Le souvenir de cette seconde trahison est-il perdu ? C'est précisément notre tâche, la tâche du parti de classe de rétablir, en démasquant les manœuvres de diversion des opportunistes, leur continuité de politique et de responsabilité. Après l'infâme attitude des syndicalistes lors de la Libération nous avons dû attendre vingt années pour que recommence à venir au grand jour le vrai visage de trahison de la C.G.T. dégénérée. Pourquoi ? Parce que cette évolution a épousé l'évolution complexe de l'opportunisme moscovite. Evolution complexe, mais non pas inexplicable ; non pas déroutante au point de permettre aux bonzes célestes de dissimuler indéfiniment que les vicissitudes qu'éprouve aujourd'hui le prolétariat sont le produit de leurs propres fautes passées. Les révisionnistes modernes de toutes les écoles appellent « dogmatisme » notre fidélité à des principes que le prolétariat a tracés en lettres de sang dès ses premières manifestations historiques. Ils se targuent « d'adapter » le marxisme à des « conditions nouvelles ». Mais ils sont incapables, dans la mesure où il leur reste quelque bonne foi, de découvrir la seule chose qui ait fondamentalement changé : l'inversion totale de rôle et de fonction des partis et syndicats qui se prétendent effrontément au service du prolétariat. Le dogmatisme, au sens péjoratif du terme, c'est là qu'il faut le rechercher : dans cette croyance stupide qu'une organisation puisse se renier au point où s'est reniée la vieille C.G.T. sans perdre ses caractéristiques sociales et sans tourner le dos à la mission qui lui était confiée.

Les seuls « traits originaux » de la dégénérescence du P.C.F. et de son annexe syndicale résident dans le fait qu'à la différence de ce qui est advenu aux organisations de la IIe Internationale, corrompues directement par leur propre bourgeoisie, celles de la IIIe ne sont passées au service du capitalisme national que par les voies tortueuses de la diplomatie stalinienne. La spécificité de la dégénérescence communiste réside en ceci que la position de force un moment conquise par le prolétariat après la victoire d'octobre 1917 ne se limitait pas, comme celle de la Commune de Paris, par exemple, aux dimensions d'une ville, mais qu'elle atteignait à celles d'un Etat, que ce bastion prolétarien n'a pas été réduit par le capitalisme à l'aide d'une répression armée, comme en 1871, mais par une décomposition opportuniste du parti qui le commandait. En pliant la stratégie internationale du prolétariat à la défense des intérêts nationaux russes, la contre-révolution stalinienne a, en quelque sorte livré chaque « section nationale » du prolétariat international à sa propre bourgeoisie, domestiquée chacune de ces sections au profit de l'Etat capitaliste du pays intéressé. C'est une besogne qui ne peut s'arrêter à mi-chemin. S'il a fallu trente ans pour qu'elle approche de son terme c'est à cause du décalage existant, d'une part entre la collaboration sociale permanente qui s'est établie entre les partis communistes et les classes bourgeoises des pays où ils agissent, et, d'autre part, les accords diplomatiques plus ou moins durables qui ont été conclus entre l'Etat russe et des gouvernements bourgeois déterminés. Les étapes parcourues par la C.G.T. depuis la seconde guerre mondiale nous montrent qu'elle en est arrivée à un point où, bientôt, elle n'aura plus besoin, pour s'intégrer aux forces nationales, de la sanction d'un accord diplomatique entre Paris et Moscou.

La scission de 1947 qui vit la naissance de Force Ouvrière fut consécutive à la rupture du front des alliés de la guerre antifasciste, à l'opposition que l'U.R.S.S. tenta de dresser, durant les années de la « guerre froide » contre l'influence tentaculaire de l'impérialisme dans l'Europe dévastée. On assista une fois encore au passage du P.C.F. dans l'opposition. On vit la C.G.T. prendre la direction de puissantes grèves. Mais non pas en vue d'une lutte de classe incon-

ditionnée dressant le prolétariat contre toute forme d'oppression ; non pas dirigée contre l'Etat bourgeois. Seulement pour combattre les gouvernements américains en recherchant l'appui de classes nationales non-prolétariennes et en se réclamant de l'indépendance de la patrie, de la grandeur de la nation, des intérêts supérieurs de la production. Ainsi, en dépit du caractère souvent meurtrier des grèves de cette période, en dépit du fait que les ouvriers se mobilisaient contre la misère économique (qui était précisément le fruit des « sacrifices pour la reconstruction »), le tournant apparemment « à gauche » de la C.G.T. en 1947 dissimulait une attitude *identique*, sur un plan de classe, à celle qu'elle avait adoptée plus ouvertement deux ans plus tôt lorsqu'elle exigeait des ouvriers qu'ils « retroussent les manches » et ne fassent plus de grèves. Il a fallu de longues années pour que la vérité sur ce point se fasse jour, pour qu'il apparaisse en toute lumière que l'énergie ouvrière déployée lors des « grèves Molotov » l'avait été en pure perte et pour un objectif qui n'était pas celui du prolétariat. Il a fallu l'essor économique de 1953 et la « prospérité » qu'il a engendrée pour qu'il devienne impossible aux pontifes de la C.G.T. d'utiliser la dynamique des luttes sociales dans le sens de la stratégie russe de l'époque dite « stalinienne », laquelle reposait encore sur l'état d'hostilité entre les deux grandes puissances qui, sous l'égide de Khrouchtchev et de la coexistence pacifique devaient, finalement, se réconcilier.

Il serait trop long d'énumérer ici les étapes discrètes de la renonciation des dirigeants de la C.G.T. aux positions qu'ils respectaient encore au cours de la "guerre froide". Rappelons seulement que, durant cette phase, ils dénonçaient le rôle de "valets de la bourgeoisie" joué par les hommes de Force Ouvrière, qu'ils tournaient en dérision les miracles du progrès technique et du confort social "à l'américaine", qu'ils stigmatisaient la corruption sordide qui régnait dans les syndicats jaunes, qu'ils attaquaient violemment le principe de "l'intéressement" des ouvriers aux bénéfices, rejetaient énergiquement tout accord contractuel liant les salariés à leur patron... Et considérons simplement, pour mesurer le chemin parcouru, le point où ils en sont arrivés, vantant les conquêtes techniques et voulant l'automobile à la portée de toutes les bourses, léchant les pieds des gens de Force Ouvrière, signant des accords scélérats anti-grève dans les entreprises... et réclamant leur part des millions que le gouvernement destine à s'asservir les syndicats.

## LES "RESPONSABILITES" DE LA SITUATION PRESENTE

Dans son rapport d'ouverture au 35e Congrès Léon Mauvais a fait état des " lourdes responsabilités " qui pèsent sur la C.G.T. Il ne croyait pas si bien dire. Il suffit de se référer aux antécédents historiques évoqués ci-dessus pour comprendre que, parmi toutes les vicissitudes de la lutte ouvrière actuelle, il n'en est aucune qui ne soit le produit direct ou indirect de la politique de la C.G.T. Il semblerait d'ailleurs que les Congrès de cette organisation soient voués à sanctionner périodiquement les échecs cuisants de sa ligne de conduite. Celui de 1963 succédait à la grande grève des mineurs qui fut liquidée conjointement par les trois centrales syndicales. Le 45e Congrès siégeait au moment même où le patronat passait à l'offensive, sanctionnant les grévistes, pratiquant une tactique de chantage et d'intimidation à laquelle les organisations ouvrières ne savaient rien opposer d'autre qu'une supplique humiliante mendiant la " reprise des négociations ". Cela bien entendu, n'empêche nullement la C.G.T. de chanter victoire. Le truc est bien simple : jamais de vue d'ensemble propre à dévoiler le recul des offensives ouvrières, jamais de confrontation entre les promesses qu'avaient faites précédemment les bonzes et les résultats qu'ils ont effectivement obtenus. On peut toujours en effet, dans une salle de congrès bourrée de fonctionnaires syndicaux et de jeunes militants inexpérimentés, couvrir par le trémolo des phrases et le crépitement des applaudissements, les rumeurs de défaites qui circulent dans les usines et les chantiers. Mais il n'est pas possible, malgré toutes les vantardises, de cacher dans les rapports, dans les écrits qui restent, le fiasco de deux ans de sabotage des grèves ouvrières. En dépit de toutes les subtilités

de style et de l'écoeürante abondance "d'auto-félicitations", le rapport confédéral porte les stigmates indélébiles d'une aggravation continuelle des conditions matérielles et morales de la lutte sociale durant les deux années écoulées depuis le précédent congrès.

Deux faits dominent cette période, sans parler du cuisant démenti que, sur le plan international, viennent de subir les théories de la coexistence pacifique avec les événements de Saint-Domingue et du Vietnam. Le premier est l'aggravation de la législation anti-grève par la loi de juillet 1963, au moment où, seule la Fonction Publique déclenchait des mouvements d'assez grande envergure. Le seconde c'est l'offensive patronale survenue à la suite de la récession dans l'automobile et de l'aggravation de la situation du marché dans certaines branches industrielles. Le rapport confédéral, tout en vantant « des succès revendicatifs appréciables », ne peut parvenir à cacher les conditions défavorables dans lesquelles les ouvriers ont répondu aux provocations des patrons, les conséquences fâcheuses de la docile acceptation, par les syndicats, de la juridiction anti-grèves, leur responsabilité dans l'échec maintenant patent de la tactique des grèves tournantes, fractionnelles, limitées et éparpillées. « Dans cette période difficile — dit le rapport confédéral — la perspective n'apparaît pas toujours clairement, les problèmes loin de se simplifier deviennent complexes. » Et pour cause ! Même ces grèves inoffensives qu'affectionnaient les dirigeants syndicaux, ne sont plus tolérées par le patronat, et cela, juste au moment où le chômage est là et que la crise pointe déjà le nez.

Dans ces conditions, il faut toute l'impudence de gens qui ont deux, trois, quatre fois renié leurs affirmations passées pour prétendre que les ouvriers ont porté la lutte "à un niveau plus élevé". Il faut un cynisme effarant, une absence totale de vergogne pour envisager de "nouveaux (!) succès" de l'action.

Les luttes récentes auraient "permis d'arracher des augmentations appréciables" ? Mais de l'aveu même du rapporteur ces augmentations sont dérisoires : "les travailleurs n'ont *en rien* bénéficié de l'augmentation sensible de la production et de la productivité", il y a eu "dévalorisation relative des prestations familiales", "augmentations des impôts directs", "réductions d'horaires non compensées en salaires" et, "depuis plusieurs mois l'augmentation des salaires est sensiblement ralentie". Autant dire que sur le plan économique, en pure arithmétique des gains ouvriers, les choses sont pres qu'il y a 2 ans. Que reste-t-il donc des "perspectives 1963" de la C.G.T. ? Il ne reste que la froide réalité de l'initiative acquise par le patronat en matière de répression, l'étau resserré d'une législation draconienne, l'impuissance des ouvriers à résister à leurs employeurs, le fait que ces derniers vont jusqu'à traduire en justice les "meneurs" et les "mécontents" trop impulsifs. Réalisons-le bien : ces "meneurs", ces "violents" que la C.G.T. abandonne à leur sort, trop contente si le patron veut bien lever son lock-out, constituent ce qu'il reste d'ouvriers n'ayant pas encore sombré dans le découragement ou l'égoïsme.

Mais dans son défaitisme la C.G.T. ne s'en tient pas là. L'offensive patronale est une réalité. Ces gens, "réalistes" au premier chef, qu'ont-ils donc trouvé à y opposer ? « Les travailleurs — a dit sentencieusement L. Mauvais — ont affaire à une résistance *plus forte* (sic) et plus coordonnée de la part du patronat et ressentent le besoin d'une *riposte appropriée...* » Quelle sera donc cette "riposte" ? On le donnerait en mille, mais c'est écrit noir sur blanc : « C'EST POURQUOI, la Commission administrative de la C.G.T. a décidé, le 12 janvier, de s'adresser au Conseil national du patronat français pour lui demander UNE DISCUSSION ».

L'attitude est ignoble et se passe de commentaires au moment où des grévistes vont connaître le chômage et certains peut-être la prison ; mais elle est cohérente dans le cadre des rapports sociaux idylliques que la C.G.T. veut greffer sur des rapports sociaux d'exploitation. Pour ses chefs, il n'y a pas d'opposition irréductible entre deux classes liées à des catégories antagoniques de la production capitaliste, le salariat et le capital. Il existe simplement à leurs yeux une *excroissance parasitaire* de la société mercantile, les "monopoles", et une ca-

tégorie réticente, le patronat, qu'il faut plier à un *intérêt général* au-dessus des classes et des rapports de production antagoniques. Ne nie-t-elle pas implicitement les lois économiques objectives ? Ne dit-elle pas que la récession a "été provoquée par le pouvoir", que "l'insuffisance du pouvoir d'achat est l'obstacle le plus sérieux à une reprise économique" et que l'action menée par la C.G.T. contre cet état de chose "correspond, de ce point de vue aussi, à l'intérêt national" ? N'affirme-t-elle pas qu'il existe la possibilité, dans le cadre des rapports actuels, "d'une expansion économique équilibrée de la France" et qu'il suffirait d'écartier le "pouvoir des monopoles" pour la réaliser ?

Quand de prétendus "marxistes" en sont arrivés à ce niveau de niaiserie libérale il n'est pas étonnant que la seule manière dont ils conçoivent la "riposte" ouvrière au patronat est celle qui consiste à *discuter* avec lui.

## UNE EVOLUTION IRREVERSIBLE

L'attitude actuelle de la C.G.T., si elle s'explique par son histoire antérieure, si elle se vérifie par son comportement récent ne devient pourtant vraiment intelligible que par l'examen des contradictions dans lesquelles elle se débat. Ces contradictions, disons-le tout de suite, ne résultent pas ou pas encore d'un contraste existant entre la volonté des syndiqués de la base et celle des cadres du syndicat : le rapport des forces est bien trop défavorable à la classe ouvrière, la "prospérité" et le plein emploi trop généralisés, le parti de classe trop embryonnaire pour qu'il en soit autrement. Les difficultés de la C.G.T. se situent pour l'instant sur un autre plan. Sa politique opportuniste était axée sur une stratégie sociale déterminée et c'est cette stratégie qui est en train de faire faillite.

Voilà trente ans que les chefs du P.C.F. et de la C.G.T. s'efforcent de se rapprocher des opportunistes patentés de la S.F.I.O. et du syndicalisme "réformiste". Derrière les partis, il y a les classes et leur idéologie. En s'alliant aux socialistes, les "communistes" pactisaient avec les couches les plus conservatrices de "l'aristocratie ouvrière". En se coalisant avec les radicaux, ils tendaient la main à la petite bourgeoisie. Aujourd'hui ils recherchent encore désespérément l'appui des *classes moyennes*. Cette tactique n'a guère réussi, même sur le plan électoral qui est le sien, que pendant le bref Front Populaire. Mais à défaut d'avoir conquis une audience définitive auprès des classes intermédiaires — par définition instables, oscillant continuellement entre le prolétariat et capital — ils s'en sont du moins approprié l'idéologie. Une idéologie de *protestation* toute verbale contre le grand capital et de crainte réelle envers la violence sociale du prolétariat. Cette idéologie a trouvé de puissants partisans en la personne des éléments favorisés de l'aristocratie ouvrière, qui ont vu ainsi grandir leur influence dans le syndicat et pu évincer celle des prolétaires authentiques. C'est là qu'il faut rechercher la raison de l'implantation des méthodes d'action fondées sur la manière pacifique de "régler" les conflits du travail.

Mais un autre élément se manifeste avec de plus en plus d'insistance. Si la tendance évoquée ci-dessus peut relativement s'accommoder des changements économiques et sociaux survenus dans la structure du capitalisme français avec la perte de l'empire colonial et l'essor industriel de la production nationale, elle contraste de façon toujours plus nette avec la ligne *politique* du P.C.F. et par suite de la C.G.T. En d'autres termes, l'alliance avec les "forces démocratiques" que préconise cette ligne est compromise depuis que le grand capital a pris directement en mains les rênes du pouvoir à l'occasion de la crise algérienne, depuis que, tout en sacrifiant des branches entières de la petite production, il a ôté à la petite et moyenne bourgeoisies leurs bastions politiques traditionnels : le parlement et les municipalités. L'adhésion de la "gauche démocratique" aux projets de Defferre et le refus par ce dernier de tout "programme commun" avec les "communistes" font du même coup s'écrouler toute la stratégie sociale de la C.G.T. L'amère ironie de la trahison que celle-ci a commise en subordonnant les intérêts ouvriers à ceux de la petite bourgeoisie démocratique réside précisé-

ment dans le déclin de cette classe, dans son élimination de la scène politique et dans le ralliement de ses débris à une solution de type "présidentiel".

Nous connaissons bon nombre "d'extrémistes" qui s'en lamentent. Nous ne les imiterons pas. La classe ouvrière a été fourvoyée dans une mauvaise voie : tant mieux si cette voie devient impraticable. Tant mieux si l'opportunisme cégétiste, à défaut d'être ébranlé par une réaction de classe de la base ouvrière, doit se déchirer sous ses propres contradictions. La C.G.T. a vécu jusqu'ici en dilapidant le potentiel de lutte des classes salariées. Que lui reste-t-il désormais ? Quelques décisions significatives du 35e congrès nous confirmeront tout à l'heure que la seule issue qui s'offre à la C.G.T., c'est celle du syndicalisme "moderne" : l'intégration, les subsides de l'Etat, une voie que les compères de "l'unité" à la mode cégétiste, Force Ouvrière et C.F.T.D. ont déjà allègrement empruntée.

La difficulté, pour Frachon et ses hommes, c'est d'opérer cette reconversion sans rompre trop ouvertement avec les positions précédemment prises. Les formules antérieures n'ont jamais eu un contenu social différent de celles que, désormais, il va falloir adopter au grand jour. L'opportunisme s'est cristallisé autour d'une image idéalisant les aspirations sordides des classes non-prolétariennes : "patrie, peuple, démocratie". C'est, en fait, à un fantôme que les dirigeants de la C.G.T. ont lié le sort du prolétariat : il va falloir déchirer le suaire et montrer le néant de l'intérieur. Aussi s'efforcent-ils encore, notamment au travers des flots d'éloquence du 35e Congrès, de lui donner une apparence de vie. Mais c'est au prix des pires difficultés. Il y a contradiction entre le fait d'adopter des positions appartenant à d'autres courants opportunistes du mouvement syndical et, parallèlement, leur refuser le droit de tendance. Il y a contradiction entre le fait de prôner la grande union démocratique contre le "pouvoir personnel" et en même temps condamner celle qui est en voie de constitution. Il y a contradiction entre la tendance corporatiste des délégués et le souci du bureau confédéral de définir une ligne générale commune. En un mot la C.G.T. se débat avec les résultats de ses capitulations précédentes : elle n'est opportuniste que par rapport à un opportunisme plus ancien ; elle ne trahit que des engagements pris au cours d'une autre trahison. Notons-le soigneusement puisqu'aussi bien le grand souffle ne s'est pas encore levé qui balayera toutes ces séquelles de la défaite passée du prolétariat.

## DE NOUVEAUX PAS VERS LA CAPITULATION OUVERTE

Après s'être bornée, durant des années, à répéter sur le plan syndical les critiques anti-gaullistes du P.C.F., la C.G.T. se trouve donc contrainte de se prononcer en fonction de certaines "options". En tant que champion de la paysannerie nationale et ennemi irréductible des "monopoles", le P.C.F. condamnait en bloc le *Marché commun* et toute *planification économique* qui n'aurait pas été précédée d'une victoire préalable de la "démocratie véritable". C'était là essentiellement les raisons de la divergence avec "l'oppositionnel" Lebrun (Cf "Le 34e congrès de la C.G.T." — *Programme Communiste N° 24*) qui était partisan d'une planification démocratique et de la présence des syndicats au niveau du *Marché commun*. Que ripostait alors Frachon ? Il proposait un "cartel des syndicats ouvriers" propre à "répondre au désir d'union des forces ouvrières contre l'union des monopoles des pays du *Marché commun*". Il n'était donc pas question, pour la C.G.T. à cette époque, de *siéger* dans ses organismes. Que disait Frachon de ces organismes eux-mêmes ? "La communauté européenne, disait-il, ne peut en aucune façon résoudre les problèmes autrement qu'au détriment de la classe ouvrière et de l'intérêt national".

Voyons maintenant comment s'exprime, à ce sujet le rapport confédéral du 35e Congrès. Certes il dit complaisamment que "l'analyse de la C.G.T. sur le *Marché Commun* s'est confirmée", que ce marché n'a pas créé un développement harmonieux et de progrès social, mais "une nouvelle étape ouverte pour la concentration" et qui "ne supprime en aucune manière les contradictions inhérentes

tes au capitalisme". Mais maintenant le principe de la présence dans le Marché Commun, qu'on mettait hier à la porte, vient subrepticement de rentrer par la fenêtre après l'accord de la C.G.T. avec la C.G.I.L. italienne.. dont les positions étaient précisément celles que défendait Lebrun il y a deux ans et que Frachon, alors, combattait. (Ce Lebrun a le triomphe modeste puisqu'il ne s'est pas manifesté au 35e Congrès : ainsi n'apparaîtra pas, aux yeux de la masse des syndiqués, le changement de position du bureau confédéral).

Frachon propose donc désormais de défendre les ouvriers des six pays du Marché Commun au travers d'un front syndical commun. De *cartel syndical à front syndical* il n'y a guère qu'un mot de différence. Effectivement, le changement d'attitude de la C.G.T. réside ailleurs. Nous savons bien en effet que, "cartel" ou "front", il ne peut s'agir là de *lutte de classe* à l'échelle internationale. Qui ne peut et ne veut unifier l'agitation ouvrière à l'échelle d'un pays, d'une profession et même d'une entreprise ne saurait le faire à l'échelle de l'Europe. Dans la bouche des opportunistes, "action" "unité", "lutte" ne demeurent jamais qu'à l'état de phrases. Rien n'a changé d'un congrès à l'autre sur ce point. Qu'est-ce qui a donc changé ? Rappelons qu'en 1963 la C.G.T. était pour une politique nationale hostile au Marché Commun. Qu'en est-il aujourd'hui ? "L'idée d'une action anti-monopoliste efficace fait des progrès certains, quoique inégaux, dans les organisations syndicales des six pays" dit le rapport confédéral. "En faisant triompher une démocratie véritable, nous contribuerons à réaliser les conditions d'une véritable coopération européenne. Conforme aux exigences économiques et sociales de notre temps, basée non plus sur l'alliance des trusts ou des regroupements qui se sont constitués sous leur égide, mais sur la solidarité des travailleurs et des peuples, celle-ci répondra à l'intérêt national, aux exigences assurant pleinement l'indépendance et la modernisation de notre pays."

Autrement dit, en cas de victoire "démocratique" aux élections, il sera possible, en pleine anarchie capitaliste, au sein d'un organisme qui, au dire de Mauvais lui-même "ne supprime en aucune manière les contradictions inhérentes au capitalisme" et où elles "se font sentir au contraire avec une force plus grande, aiguissant la concurrence et accentuant les déséquilibres économiques et sociaux", il sera donc possible, dans cette jungle internationale de la course au profit, d'arriver à un accord harmonieux, à des rapports équitables, dans le "respect des intérêts de chacun". Et cela, simplement parce que la personne du politicien qui chaperonne, dans ces assemblées, les sévères travaux des technocrates et spécialistes, aura changé. En somme la C.G.T. transpose à l'échelle des rapports entre Etats capitalistes rivaux l'image idyllique qu'elle se fait des rapports entre les classes à l'intérieur d'un seul pays. Les principes et l'idéologie sur lesquels elle se fonde sont aussi simplistes, aussi naïfs qu'il y a deux ans.

Mais il faut savoir lire entre les lignes. S'il est bien vrai, comme le dit Mauvais, que le Marché Commun n'est que l'expression de la concentration capitaliste, s'il est non moins vrai que la perspective de la C.G.T. n'est nullement celle d'une agitation de classe à l'échelle européenne, qui donc la C.G.T. abandonne-t-elle en changeant de position ? Ce n'est certes pas le prolétariat : c'est fait depuis longtemps. Ce sont ces classes moyennes dont la C.G.T. se proclame le champion, ces paysans parcellaires, cette petite production, tous ceux que le Marché Commun menace en premier lieu. Ce n'est certes pas nous qui pleureront sur le sort de ces catégories dont l'idéologie n'a cessé de saper la combativité prolétarienne. Mais il faut voir les choses clairement. A supposer que la C.G.T. obtienne de siéger dans les organismes du Marché Commun, elle ne pourra qu'y intérioriser les décisions qui consacrent, sur le tapis vert des six, la supériorité des secteurs productifs les plus puissants, les plus "concurrentiels". Aux yeux d'un public politiquement analphabète, l'équivoque des formules permet sans doute bien des cabrioles : la C.G.T. défendra toujours la "production nationale", mais la grande production et non plus la petite, le trust et non plus l'artisan, le "monopole" et non plus l'entreprise marginale.

Nous ne cachons pas que tout cela doit être littéralement *déchiffré* au tra-

vers des chiches "précisions" que nous donnent les pontifes de la C.G.T. En les plaçant dans le contexte des autres mesures prises par le Congrès, on constate que l'évolution de la C.G.T. va bien dans le sens que nous avons indiqué. Tout en continuant à prôner l'alliance des ouvriers avec "les autres classes populaires", la C.G.T. effectue deux avances précises, l'une en direction des *cadres, techniciens et ingénieurs*, l'autre en direction de l'Etat bourgeois et... gaulliste par surcroît.

Le rapport confédéral constate que lors de la grève des mineurs, les ingénieurs, "sans y participer directement", s'en sont déclarés solidaires, "exprimant leur inquiétude sur l'avenir de la politique énergétique française". Depuis lors s'est développé parmi eux une certaine inquiétude, voire une opposition à la politique du gouvernement. Ce fait est positif pour la C.G.T., même si ces ingénieurs "répugnent à admettre la lutte des classes et l'estiment stérile et dépassée..." Ces gens-là voient se détériorer leurs conditions de travail et "mettre en cause leur rôle créateur"; en conséquence ils participent aux luttes et votent pour la C.G.T. aux élections administratives. Pourtant : "Il est vrai que nombre d'entre eux, au fond, hésitent encore à faire le pas pour adhérer à la C.G.T.". Celle-ci, pour les attirer à elle, devra donc "leur offrir la possibilité de défendre les revendications qui leur sont propres, avec les formes qui leur sont propres", leur montrer que la C.G.T. est la seule organisation syndicale à leur donner "la possibilité de débattre de leurs propres problèmes et, avec l'appui de l'ensemble du mouvement ouvrier, d'en trouver eux-mêmes les solutions". Tout cela est clair. En donnant droit de cité à des salariés à qui il est pratiquement impossible, en tant que catégorie professionnelle, d'échapper à l'emprise matérielle et idéologique du patronat et à "l'esprit de corps" de l'entreprise, la C.G.T. renforce considérablement l'élément petit-bourgeois, conciliateur existant déjà dans la centrale, restreint encore l'audience des catégories susceptibles de renâcler devant la capitulation en cours dans les syndicats.

Les déclarations sur les subventions gouvernementales aux syndicats sont encore plus éloquentes. D'abord la C.G.T. proteste parce que ses organisations "n'ont pas été acceptées dans les postes qui devraient leur revenir, que ce soit dans les Conseils d'Administration de la S.N.F.C. et des Houillères nationales ou dans les organismes internationaux". Ensuite elle constate que cette discrimination se manifeste aussi "dans l'utilisation, dans le secret, selon le bon vouloir (du gouvernement) et sans contrôle des subventions attribuées au mouvement syndical". La C.G.T., dans divers articles de presse, avait soulevé cette question, réclamant sa part de l'argent que le gouvernement destine à la domestication des syndicats, développant cette argumentation curieuse selon laquelle, lorsque F.O. ou la C.F.D.T. perçoivent ces deniers c'est de la corruption, mais si on les verse aussi à la C.G.T. ce sera une garantie de l'indépendance syndicale. La vérité sordide saute aux yeux : le gouvernement veut financer la formation des cadres syndicaux parce que ces cadres ne sont plus aujourd'hui dangereux pour les exploités et leur ordre social ; la C.G.T. veut participer à la manne ; sous cet angle elle l'a bien mérité et, se ce n'est pas encore évident, comptons sur elle pour donner des preuves encore plus convaincantes.

## CONCLUSION

On s'étonnera peut-être de notre acharnement minutieux à détecter les symptômes de l'évolution de la C.G.T. vers la collaboration ouverte avec les forces et les organismes du capital. Notre raison est facile à saisir : c'est la présence de la C.G.T. à la tête des luttes ouvrières qui, jusqu'à présent, les a fait échouer ; c'est le fait qu'un syndicat de masse ayant la confiance des ouvriers trahit aux moments décisifs les luttes revendicatives qui, jusqu'ici, a permis au capital de passer sans trop de mal divers tournants critiques. Nous approchons peut-être du moment où ce syndicat se démasquera, perdra de ce fait son influence sur les fractions les plus actives du prolétariat et, par voie de conséquence, sera incapable de saborder les luttes de l'avenir. Un futur assez proche nous

dira si le processus est aussi rapide et aussi net que nous l'avons prévu. En tout cas une chose reste acquise : le 35e Congrès a encore réduit les possibilités de manœuvre des dirigeants syndicaux, dépouillé quelques-unes des apparences qui dissimulent encore le rôle social de la C.G.T.

"La C.G.T. — aurait dit l'un de ses pontifes — est une *grande dame* que l'on est contraint de respecter". Pour nous, elle est devenue depuis longtemps une demi-mondaine plutôt fripée et nous comptabilisons méticuleusement les dernières *coquetteries politiques* qu'elle peut encore s'offrir avant de sombrer dans la plus banale et la plus sordide des prostitutions.

**PROLETAIRES  
DE LANGUE  
ITALIENNE**

Lisez :

**il PROGRAMMA  
COMUNISTA**

Journal bi-mensuel  
et

**SPARTACO**

Bulletin de lutte

s y n d i c a l e

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

# NOS PUBLICATIONS

## EN LANGUE FRANÇAISE :

— Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages)	2,— F
— Dialogue avec les morts (critique du XX <sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., 159 pages)	4,— F
— L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages)	Epuisé
— Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »	2,— F
— Programme Communiste : un numéro	2,50 F
Abonnement annuel	9,— F
Abonnement de soutien	20,— F
— Le Prolétaire : mensuel ;	
Un numéro	0,40 F
Abonnement annuel	4,— F
Abonnement combiné avec Programme Communiste	12,— F

## EN LANGUE ITALIENNE :

— Storia della sinistra comunista (1 <sup>er</sup> vol., 415 pages)	25,— F
— La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages)	7,— F
— 1917 insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky	4,— F
— Il Programma Comunista : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel	10,— F
Un numéro	0,40 F
— Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;	
Un numéro	0,20 F
— Documents ronéotypés :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista	en réimpression
7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista	3,50 F

## EN LANGUE ALLEMANDE :

— Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

## EN LANGUE HOLLANDAISE :

— Documentatie Materiaal	0,25 F
--------------------------	--------

# **le prolétaire**

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

**LECTEUR, SYMPATHISANT**

**ABONNE-TOI, SOUSCRIS,**

**AIDE NOTRE DIFFUSION**

---

Le numéro du Prolétaire est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;  
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné Le Prolétaire et  
Programme Communiste 12 F

---

La souscription permanente paraît maintenant dans Le Prolétaire.  
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22  
Marseille.

---

**DIRECTEUR - GERANT**

**F. GAMBINI**

adresser toute correspondance à :

« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert  
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille.

---

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.